SEIGNOBOS (CHARLES, ANDRÉ), né le 25 août 1822 à Lamastre (Ardèche), mort le 28 juin 1892 à Paris (6^e).

Représentant de l'Ardèche de 1871 à 1875.

Député de l'Ardèche de 1876 à 1881 et de 1890 à 1892.

(Voir première partie de la biographie dans ROBERT ET COUGNY, *Dictionnaire des Parlementaires*, t. V, p. 298.)

Lors des élections de 1885, qui eurent lieu au scrutin départemental, Charles Seignobos ne sollicita pas le suffrage des électeurs, mais aux élections générales du 22 septembre 1889, il se porta à nouveau candidat dans la 1^{re} circonscription de Tournon, qu'il avait déjà représentée à la Chambre de 1876 à 1881 et il lui manqua 305 voix pour être réélu : sur 19.393 votants, en effet 9.414 lui apportèrent leurs suffrages, 9.979 autres restant fidèles au député sortant Morin-Latour. Mais l'élection de ce dernier ayant été invalidée le 6 février 1890, Seignobos prit sa revanche dès le 27 avril de la même année en obtenant 9.593 voix, soit 73 de plus que son concurrent, sur 19.185 votants.

Mais il ne revint à la Chambre que pour fort peu de temps. S'il fut nommé président de divers bureaux et membre de diverses commissions, il semble s'être tenu assez souvent à l'écart des travaux parlementaires, peut-être en raison de sa santé car, au cours de la session ordinaire de 1891, il s'excusa de ses absences et obtint deux congés.

Le 29 juin 1892, le président Charles Floquet annonça à la Chambre son décès, survenu la veille il était âgé de 69 ans. Entré en 1848 au Conseil général de l'Ardèche, il avait siégé dans cette Assemblée sans interruption jusqu'à sa mort.

L'un de ses fils fut l'historien Charles Seignobos.

SEITZ (EMILE), né le 11 juillet 1896 à Biarritz (Pyrénées-Atlantiques).

Député de la Meurthe-et-Moselle de 1932 à 1936.

D'une famille originaire de l'Est, Emile Seitz, lorsqu'éclate la Grande guerre, interrompt ses études pour s'engager. Sa conduite lui vaut d'obtenir la Croix de guerre. Après le conflit, il prépare et obtient le doctorat en droit. Il s'inscrit au barreau et publie plusieurs ouvrages consacrés à l'histoire de la procédure criminelle anglo-saxonne. Lors des élections législatives de 1932, il est désigné comme candidat du parti républicain radical et radical-socialiste dans la 2^e circonscription de Nancy. Arrivé seulement en troisième position au premier tour, derrière le député de droite sortant et le candidat

démocrate populaire, il l'emporte au second tour grâce à la division de ses adversaires et à l'appoint des voix S.F.I.O. avec 6.623 voix sur 16.103 votants.

Membre de la commission de la législation civile et criminelle, il déploie à la Chambre une activité intense, tournée essentiellement vers les problèmes de loyers. Il dépose ainsi de nombreuses propositions de loi favorables au droit des locataires et tendant à la réduction des droits d'enregistrement sur les mutations d'immeubles et de fonds de commerce. Il rapporte à plusieurs reprises sur les mêmes sujets au nom de la commission. Cette spécialisation n'exclut pas des préoccupations plus générales puisqu'il demande à interpellier sur la politique du gouvernement à l'égard de la Tunisie. Lors des élections de 1936, après avoir été très nettement distancé au premier tour, il réussit au second tour à faire le plein des voix de gauche, mais les diverses tendances de la droite s'étant cette fois réunies, il est battu, n'obtenant que 7.189 voix contre 9.217 à François Valentin. Il se fait alors nommer trésorier-payeur général dans les territoires français de l'Afrique occidentale, poste qu'il occupe toujours en 1940.

SEITZ (Vosges). — Voy. ANGEL-SEITZ.

SELLE (AUGUSTE-ROBERT), né le 10 mai 1854 à Denain (Nord), mort le 14 septembre 1927 à Piney (Aube).

Député du Nord de 1902 à 1914.

Auguste-Robert Selle est né à Denain le 10 mai 1854. A sa sortie du lycée, à 17 ans, son père le destine à la fabrication et à la raffinerie du sucre. En fait, après avoir aidé pendant la guerre à secourir les blessés, il entre à la faculté pour faire ses études de pharmacie. En 1873 il est arrêté pour port d'emblèmes de la Commune. Il s'engage dans l'armée en 1874 et, le 16 mai 1877, il est arrêté au régiment pour protestation. Poursuivant ses études à la faculté, il est chargé, par le doyen, d'organiser contre les cléricaux une contre-manifestation à l'occasion de la pose de la première pierre de la Faculté des sciences. En 1879, il est mis en prison pour avoir entraîné les étudiants et brûlé le drapeau blanc. Il est relâché grâce à l'intervention de Testelin.

Il s'établit alors pharmacien à Lille. En 1884, il mène la campagne contre Richou et se fait malmené à Bourbourg. En 1885, il s'installe à Wallers, mais il est obligé de quitter cette commune où ses opinions républicaines sont trop connues. Il part donc pour Denain en 1886 où il forme immédiatement un comité républicain

En 1893, Guesde et la section du parti ouvrier français (P.O.F.) de Denain lui offrent la candidature législative qu'il refuse. En 1896, il est élu conseiller municipal au premier tour et conquiert avec le P.O.F. toute la municipalité au scrutin de ballottage. Il fut maire de Denain jusqu'en 1911 où il donna sa démission. En 1898, il est candidat à la députation et arrive en tête au premier tour contre Sirot (radical) et Caullet (conservateur). Mais il est battu au second tour par Sirot-Maillez par 10.914 voix contre 7.017. En revanche, il est élu conseiller général du canton de Denain.

Il fut l'un des fondateurs du syndicat des métallurgistes de la région de Valenciennes et participa à la création des coopératives et des groupements ouvriers.

En 1902, il l'emporta aux élections législatives par 11.503 voix sur 20.319 votants contre 8.526 à Caullet, au second tour, dans la 3^e circonscription de Valenciennes.

Ses déclarations électorales dénotent une certaine incapacité à concevoir un programme de portée nationale. Il se contente, en effet, de répondre aux accusations portées à la gestion de la municipalité socialiste de Denain, en dressant la liste des réalisations qu'elle avait pu mener à bien. Il intervient peu au Palais Bourbon, reconnaissant lui-même qu'il n'avait pas le talent de Briand, mais il le fait avec courage, au milieu des rires de l'assemblée. Il propose que le prix du charbon soit taxé, que les pouvoirs des délégués mineurs soient accrues et demande que l'assemblée ne se laisse pas distraire, par des questions sans importance, des problèmes ouvriers, à ses yeux essentiels.

Il est réélu en 1906, au premier tour, par 11.247 voix sur 21.675 votants contre 3.901 à Dreyfus. En 1910, il obtient 11.924 voix sur 23.250 contre 10.908 à Macarez, son principal adversaire, et est donc réélu au premier tour. Sa présence au Palais Bourbon se fait de plus en plus rare.

Le 28 novembre 1914, il est nommé, par arrêté ministériel, receveur-buraliste à Gournay en Seine-Inférieure, mais il démissionne le 18 avril 1915.

Il meurt à Piney dans l'Aube le 14 septembre 1927.

SELLIER (HENRI, CHARLES), né le 22 décembre 1883 à Bourges (Cher).

Sénateur de la Seine de 1935 à 1943.

*Ministre de la Santé publique
du 4 juin 1936 au 21 juin 1937.*

Fils d'un ouvrier de l'arsenal de Bourges Henri Sellier fit ses études au lycée de la ville comme boursier, entra dans un bon rang à H.E.C. et fit une licence de droit. Dès 1898 il était inscrit au parti

socialiste révolutionnaire (ancienne fraction blanquiste). Aussi, quand il sortit d'H.E.C. en 1901, ne put-il garder de place stable dans le commerce et il finit par entrer dans l'administration en 1906, comme rédacteur au ministère du Travail. Sa fidélité au socialisme ne devait pas se démentir. Il fut notamment collaborateur de Jaurès et d'Albert Thomas. Au congrès de Tours il suivit la majorité par pure discipline et fut exclu du parti communiste dès octobre 1921 : il retourna alors au parti socialiste qu'il ne devait plus quitter.

Conseiller municipal de Puteaux de 1909 à 1919, il est élu en 1910 conseiller général pour le canton de Puteaux et quitte alors l'administration ; il est réélu en 1912 et en 1919 ; en 1925, le canton de Puteaux ayant été subdivisé, il est élu dans la 2^e circonscription — Suresnes et Nanterre-Sud — et réélu en 1929 et 1935. Rapporteur général du budget départemental de la Seine de 1917 à 1920, il fut président du Conseil général en 1927-1928. Actif dans nombre de commissions, il était administrateur-délégué de l'Office départemental d'H.B.M. et secrétaire général des offices de placement et d'hygiène.

A partir de 1919, il est maire de Suresnes sans interruption jusqu'en 1940.

Henri Sellier échoue aux élections sénatoriales de janvier 1927 mais il prend sa revanche le 20 octobre 1935 où il est élu, au premier tour, sénateur de la Seine sur la liste de Front populaire.

Le 4 juin 1936, il est ministre de la Santé publique dans le 1^{er} cabinet Blum et s'emploie surtout à mettre de l'ordre dans une législation embrouillée.

Au Palais du Luxembourg, il est membre de la commission d'administration et de la commission d'hygiène sociale ; il dépose de nombreuses propositions de lois sociales.

Le 10 juillet 1940, au Congrès de Vichy, il ne prit pas part au vote sur les pouvoirs constituants au maréchal Pétain.

Passionnément attaché au concret, figure originale dans le parti socialiste, Henri Sellier était respecté de tous pour ses qualités d'administrateur et de réalisateur municipal. A ce titre, il professait à l'Institut d'urbanisme un cours réputé. « Concevoir sans réaliser, c'est donner la mesure de la faiblesse humaine », aimait-il à dire après Jack London.

SELLIER (LOUIS), né le 6 novembre 1885 à Dormes (Nièvre).

Député de la Seine de 1932 à 1942

Fils de parents artisans du côté paternel et paysans du côté maternel, commis des P.T.T., Louis Sellier se fait très tôt un devoir de défendre les intérêts des travailleurs. C'est cette passion de la justice sociale qui le pousse vers la politique et bien entendu vers les

idées socialistes. Sa réussite est rapide puisqu'en 1914 — à moins de 30 ans —, il entre au conseil municipal de Paris, et en même temps de ce fait au conseil général de la Seine. Il y restera jusqu'en 1944. Il y représente le quartier de la Goutte-d'Or. Son action au sein de ces deux assemblées, où il est sans cesse réélu, se marque essentiellement par la lutte en faveur des employés des transports en commun de la région parisienne. Au congrès de Tours, il se range aux côtés de Marcel Cachin, mais quelques années plus tard, il se sépare des communistes, sans pour autant rejoindre les socialistes, « Abreuvé d'outrages » par l'Humanité, selon ses propres termes, il manifeste sa rupture avec éclat, lors des élections de 1932, en se présentant (comme candidat du P.U.P. — parti de l'Unité prolétarienne) contre Marcel Cachin dans la 3^e circonscription du XVIII^e arrondissement. De ce duel il sort victorieux, en battant le chef communiste au second tour, par 6.232 voix contre 5.022, alors qu'au premier tour celui-ci le devançait de près de 800 voix.

Au parlement, il se préoccupe bien entendu avant tout des problèmes du travail. Il appelle l'attention de ses collègues sur le chômage et il témoigne de son esprit hardi et novateur en déposant une proposition de résolution qui tend à inscrire dans la Constitution l'institution de conseils économiques régionaux et d'un conseil national économique, élus par les organisations professionnelles.

Aux élections de 1936, il bénéficie de l'unité que traduit le Front populaire, puisque, dans la même circonscription, il triomphe au second tour avec 11.417 voix sur 14.758 votants. Au premier tour il n'avait manqué que de 300 voix la majorité absolue.

Le champ de ses préoccupations s'élargit. Il dépose ainsi deux propositions de loi qui tendent, l'une à réduire les loyers des immeubles à usage commercial, l'autre à la suppression des taudis, propose d'ouvrir un crédit pour organiser à l'occasion de l'exposition universelle de 1937, un rassemblement triomphal de la jeunesse sportive des villages et des villes de France. Il est enfin chargé de donner l'avis de la commission des affaires étrangères à laquelle il appartient depuis 1936, sur le projet d'ouverture de crédits pour assister les Français d'Espagne. En 1937 il est réintégré dans le parti socialiste S.F.I.O.

Le 10 juillet 1940, il vote les pleins pouvoirs au maréchal Pétain.

SELTZ (THOMAS), né le 21 décembre 1872 à Artolsheim (Bas-Rhin).

Député du Bas-Rhin de 1919 à 1942.

Né à Artolsheim, Thomas Seltz après de brillantes études secondaires, se dirigea, sur les conseils de sa famille, mais

aussi par goût profond, vers l'Université de Strasbourg et plus spécialement vers les départements des lettres et des sciences économiques. Comment un jeune homme instruit aurait-il pu, à cette époque et en ce lieu, se tenir à l'écart du débat politique qui se confondait avec le destin historique ? En 1895, il entre comme rédacteur au journal *l'Elssaesser* dont il devient le rédacteur en chef, en 1906. Non seulement observateur mais acteur, il s'affirma comme le leader catholique de Strasbourg et trouva dans des événements récents, et notamment les élections protestataires de 1887, des raisons de lutter avec lucidité et courage car les risques ne manquaient pas.

Après l'entrée des troupes françaises en Alsace, qu'il accueille avec ferveur, il est nommé à la commission municipale de Strasbourg. Dès 1919, Thomas Seltz est élu en septième position sur la liste du bloc national avec 70.246 voix sur un total de 133.616. Membre de la commission de l'agriculture et, bien entendu, de la commission d'Alsace et de Lorraine, le nouveau député, inscrit au groupe de l'entente républicaine démocratique, s'attache avec passion à la défense de sa province. Auteur de nombreux rapports notamment en 1921 d'une étude sur la compatibilité des chambres d'agriculture avec les lois locales, il s'efforça aussi de défendre les bouilleurs de cru, tout en ne perdant pas de vue la stratégie diplomatique.

Directeur politique de *l'Elssaesser*, il se représente en 1924. Réélu au cinquième rang sur la liste du bloc républicain, avec 65.343 voix, il s'inscrit au groupe des démocrates de la Chambre. Toujours membre de la commission de l'agriculture, il n'oublie pourtant pas sa formation universitaire et, dans une proposition de résolution, il invite le gouvernement à constituer, à Strasbourg, une commission scolaire chargée d'amener une prompt résolution du problème des langues dans l'enseignement primaire des trois départements d'Alsace et de Lorraine. Parlementaire actif, Seltz participe aux discussions budgétaires et dépose aussi de très nombreuses propositions de résolution.

En 1928, il est élu dans la circonscription d'Erstein (Bas-Rhin) avec 9.227 voix sur 17.051. Son principal adversaire Metzger n'en obtient que 3.340. Dans le manifeste électoral de l'union nationale du Bas-Rhin, qu'il préside, il place son parti sous le patronage de Poincaré. Il participa aux travaux de la commission de l'agriculture, de la commission des boissons et de la commission des régions libérées et déposa des propositions de résolution sur le statut des bouilleurs de cru, la protection de la culture nationale de l'orge et du houblon contre la concurrence étrangère et la spéculation. Orateur mordant du groupe des démocrates populaires il soulignera à plusieurs reprises qu'« il s'agit de conjurer le danger d'une révolution communiste ; il s'agit de servir la paix en nous prononçant nettement pour la France ».

En 1932, Seltz est réélu dans la même circonscription, au second tour, avec 9.249 voix sur 13.380 votants. Membre

de la commission de l'agriculture et de la commission des boissons, il intervient à de nombreuses reprises sur les problèmes du vin et du tabac en Alsace-Lorraine, soulignant une fois de plus que « l'Alsace appartient indissolublement à la France ». Membre éminent du groupe démocrate populaire de la Chambre, il attire l'attention du gouvernement sur le fait qu'en matière agricole il convient d'informer et de calmer l'opinion publique émue par des statistiques énoncées et des allégations exagérées.

En 1936, toujours dans la circonscription d'Erstein, Seltz obtient 8.776 voix sur 17.737, contre 5.301 à Oster. Membre très influent de la commission de l'agriculture, il est fortement impressionné par les ravages causés dans l'agriculture par la fièvre aphteuse et il interviendra à plusieurs reprises sur cette question dans la discussion du budget, en tant que membre du groupe indépendant d'action populaire. Deux ans plus tard, c'est le drame pour ce patriote ardent qui s'efforcera d'apporter son aide aux populations meurtries.

Le 10 juillet 1940 à Vichy il vote les pouvoirs constituants au maréchal Pétain.

SELVES (CASIMIR, GERMAIN, Justin de), né le 19 juillet 1848 à Toulouse (Haute-Garonne), mort le 13 janvier 1934 à Paris.

*Sénateur du Tarn-et-Garonne
de 1909 à 1927.*

*Ministre des Affaires étrangères
du 27 juin 1911 au 9 janvier 1912.*

*Ministre de l'Intérieur
du 29 mars au 1^{er} juin
et du 9 au 13 juin 1924.*

Justin de Selves fit ses études au collège de Montauban et au lycée d'Alger. Pendant la guerre de 1870, il servit comme lieutenant au 1^{er} bataillon de mobiles du Lot-et-Garonne et fut nommé capitaine après les combats de Chartres. Peu après, il fut appelé à la direction des services administratifs du ministère de la Guerre à Tours où son oncle, Charles de Freycinet était délégué par le gouvernement de la Défense nationale. Il suivit le gouvernement à Bordeaux puis fut chargé de la direction de la sous-intendance de Toulouse, Montauban et Aurillac.

Devenu docteur en droit, il s'inscrivit au barreau de Montauban où il réussit fort bien et fut choisi comme bâtonnier par ses confrères. Il reçut alors son premier mandat électif, celui de conseiller municipal de Montauban. Mais il entreprit alors une brillante carrière administrative. Préfet du Tarn-et-Garonne en 1880, de l'Oise en 1882, de la Meurthe-et-Moselle en 1884, de la Gironde en 1885, il fut nommé en 1890 directeur général des Postes et télégraphes. En cette qualité, il présida la conférence internationale de Paris et repré-

sentait la France, en 1891, au congrès postal universel de Vienne. Le 23 avril 1896, il était nommé préfet de la Seine par le cabinet Méline, en remplacement de Poubelle. Demeuré quinze ans à ce poste, il s'y montra, sous de nombreux gouvernements et en collaboration avec des conseils municipaux aux majorités changeantes, un administrateur particulièrement habile et avisé et réalisa une œuvre importante, notamment dans le domaine des transports (métropolitain, tramways), des concessions d'eau et d'électricité, ainsi qu'en matière artistique (création de la commission du Vieux Paris, développement et installation des collections du Petit Palais).

Le 3 janvier 1909, il était élu au premier tour sénateur du Tarn-et-Garonne, par 324 voix sur 433 votants, en même temps que Rolland, 277 voix. Il fut réélu le 11 janvier 1920, également au premier tour, avec 332 voix sur 418 votants. Il siégeait sur les bancs de l'union républicaine.

En 1911, il démissionna de ses fonctions de préfet de la Seine pour accepter le portefeuille des Affaires étrangères dans le ministère Caillaux constitué le 27 juin. Aussitôt après, ce fut l'affaire d'Agadir. Le 1^{er} juillet, l'ambassadeur d'Allemagne venait annoncer à de Selves que son gouvernement envoyait un navire de guerre devant Agadir pour surveiller les côtes du Maroc. Obligé d'accompagner en Hollande le président Fallières, de Selves ne put s'expliquer devant la Chambre que le 11 juillet; ce fut pour demander l'ajournement des interpellations qui avaient été déposées et qu'il obtint par 476 voix contre 73.

Après des consultations avec l'Angleterre et la Russie, une convention franco-allemande, par laquelle la reconnaissance des droits de la France au Maroc était échangée contre celle des droits de l'Allemagne au Congo, fut signée à Berlin le 4 novembre. Seule, la partie de cet accord qui modifiait les territoires coloniaux de la France fut soumise au parlement et donna lieu à un long débat à la Chambre, au début duquel Albert de Mun déposa une motion préjudicielle. De Selves se borna d'abord à une très courte intervention, mais, devant les protestations des députés, remonta à la tribune pour des explications plus détaillées qui furent accueillies sans chaleur. Cependant la motion fut repoussée par 448 voix contre 98, et après une intervention du président du Conseil, la convention fut finalement approuvée le 20 décembre par 393 voix contre 36.

Le Sénat, saisi à son tour, nomme pour examiner le texte, une commission spéciale composée en grande partie d'anciens ministres et présidents du Conseil, présidée par Léon Bourgeois et ayant Poincaré comme rapporteur. Au cours de la séance du 9 janvier 1912, Caillaux, à la suite d'une question posée par Pichon au sujet de l'affaire de la N'Goko-Sangha et du chemin de fer Cameroun-Congo, donna sa parole qu'il

ne s'était jamais mêlé de transactions politiques ou financières d'aucune sorte et qu'il n'y avait jamais eu de négociations en dehors des négociations diplomatiques officielles. Clemenceau demanda alors à de Selves : « M. le ministre des Affaires étrangères peut-il nous confirmer cette déclaration ? Peut-il nous dire s'il n'existe pas des pièces établissant que notre représentant à Berlin s'est plaint de l'intrusion de certaines personnes dans les relations franco-allemandes ? » Le ministre des Affaires étrangères répondit : « J'ai toujours eu un double souci : la vérité, d'une part et, de l'autre, le devoir que m'impose ma fonction. Je demandé à ne pas répondre à la question que vient de m'adresser M. Clemenceau ». Ce dernier déclara que cette réponse ne pouvait le satisfaire car il avait « reçu des confidences qu'il n'avait pas sollicitées ». Cet échange de répliques ayant causé quelque émoi, la séance fut levée et une conversation eut lieu entre Caillaux, de Selves et Clemenceau. Puis celui-ci partit laissant en tête à tête le président du Conseil et son ministre. On apprit ensuite par Caillaux que de Selves était démissionnaire, ce qu'il confirma en quittant le Sénat. Dans la soirée, il remettait sa démission au Président de la République, déclarant : « Je ne saurais assumer plus longtemps la responsabilité d'une politique extérieure à laquelle font défaut l'unité de vues et l'unité d'action solidaire ». Caillaux essaya de remplacer de Selves par Delcassé mais celui-ci, après avoir accepté, revient sur sa décision et Caillaux démissionna le 11 janvier.

L'affaire n'eut pas de suites immédiates mais on apprit plus tard que Caillaux avait effectivement engagé des conversations à l'insu de de Selves qui s'en était aperçu grâce au déchiffrement de dépêches allemandes faisant allusion à ces négociations. Il s'en était plaint au Président de la République et à Clemenceau, d'où intervention de ce dernier.

Redevenu simple sénateur, de Selves rapporta notamment au nom de la commission des affaires étrangères, en 1913, le projet de loi approuvant la convention conclue à Madrid entre la France et l'Espagne « en vue de préciser la situation respective des deux pays à l'égard de l'empire chérifien ».

Le 11 octobre 1919, en tant que président de cette même commission, il invita le Sénat, dans une intervention très applaudie, à ratifier le traité de Versailles qui « constituait, disait-il, l'affirmation d'une morale internationale nouvelle et permettait toutes les espérances pour l'avenir, à condition de faire preuve de vigilance ».

De Selves fut ensuite ministre de l'Intérieur dans le 2^e cabinet Poincaré (29 mars au 1^{er} juin 1924) et conserva le poste dans le cabinet François-Marsal, à la vie brève (9 au 13 juin 1924).

Élu président du Sénat le 19 juin 1924, de Selves conserva cette fonction en 1925 et 1926. Il eut ainsi à présider, le 10 août 1926, la réunion mouvementée

de l'Assemblée nationale, au cours de laquelle il fut faire face aux vifs incidents provoqués par les parlementaires communistes, et notamment par Jacques Doriot. L'autorité et l'habileté dont il fit preuve en cette circonstance lui valurent, à la fin de la séance, les « acclamations prolongées » de la gauche, du centre et de la droite.

Il ne retrouva pas ce succès aux élections sénatoriales du 9 janvier 1927. Arrivé en deuxième position au premier tour, avec 188 voix sur 419 votants, il fut battu au second tour par Delteil, n'obtenant que 177 voix sur 420 votants contre 242 à son adversaire.

Justin de Selves avait été élu en 1910 membre de l'Académie des beaux-arts en reconnaissance de l'action qu'il avait menée, comme préfet de la Seine, dans le domaine artistique. Il était officier de l'Instruction publique et grand officier de la Légion d'honneur.

Il mourut à Paris le 13 janvier 1934, à l'âge de 85 ans.

SEMBAT (MARCEL), né le 19 octobre 1862 à Bonnières (Seine-et-Oise), mort le 5 septembre 1922 à Chamonix (Haute-Savoie).

Député de la Seine de 1893 à 1922.

*Ministre des Travaux publics
du 26 août 1914 au 12 décembre 1916.*

Marcel Sembat est né à Bonnières, en Seine-et-Oise, le 19 octobre 1862. Son père, Adolphe Sembat, était « directeur de la poste aux lettres ». Il commença ses études à Mantes, les poursuivit au Collège Stanislas à Paris, puis conquit le grade de docteur en droit. Inscrit au barreau, il n'y resta point, le journalisme l'attirait. Il débuta comme chroniqueur judiciaire de la *Republique française*, fut un des fondateurs de la *Revue de l'évolution*. A 22 ans, il orienta avec ses amis Turot et Peillier la *Petite République* fondée par Gambetta qui, d'évolutionniste, devint socialiste. Il la dirigea de 1890 à 1897, en fit l'un des principaux organes du parti socialiste, en y sacrifiant sa fortune personnelle. Il collabora également à la *Revue socialiste*, à la *Revue de l'enseignement primaire*, aux *Documents du Progrès*, à la *Lanterne*, au *Petit sou*, à *Paris-Journal*. Il fut ensuite un des leaders de l'*Humanité*.

Polémiste incisif et ironique, il s'affirma comme orateur au Parlement où les électeurs du xviii^e arrondissement l'envoyèrent siéger en 1893, l'ayant élu au deuxième tour par 2.632 voix sur 6.349, contre 1.369 à Lamquet, son principal concurrent. En 1898, il obtint au second tour 5.208 voix sur 7.795, contre 1.568 à Le Vasseur. En 1902, il est réélu par 5.999 voix sur 11.904, contre 4.374 à Delsol. En 1906, il remporte aisément la victoire sur Lambert par 8.364 voix contre 4.622 sur 13.262 suffrages exprimés. En 1910, il distance davantage en-

core son premier rival, Falot, par 7.549 voix contre 3.423 sur 13.351. En 1914, il obtint 6.823 voix sur 13.612 contre 3.946 à Richard. Enfin, en 1919, il est réélu au scrutin de liste avec représentation proportionnelle avec 60.115 voix.

Il fut à la Chambre des députés un des leaders les plus écoutés, même par ses adversaires, qui appréciaient sa rude franchise, car même dans les débats les plus passionnés, ils étaient sensibles à l'attrait de sa culture et à son élégante courtoisie. De taille moyenne, toujours en jaquette noire et cravate blanche, le buste long sur des jambes courtes, front large, cheveux drus taillés en brosse, barbe et moustaches fournies, il eût donné l'impression d'un intellectuel sévère, sans le pétilement du regard que le lorgnon ne cachait point.

Il suivit de près les projets de lois intéressant les P.T.T. dont il rapporte les budgets à partir de 1902. Fils de postier, il fait plus que réclamer l'ouverture d'un bureau de poste dans sa circonscription des Grandes Carrières; il donne un avis sur la convention passée entre l'Etat et la compagnie française des câbles télégraphiques, est le rapporteur de différents projets de lois sur les taxes postales, l'acheminement postal des journaux, périodiques et imprimés non périodiques, sur la construction d'hôtels des postes, sur l'établissement de tableaux téléphoniques multiples, sur l'installation du câble sous-marin Brest-Dakar, sur la construction de wagons-poste, la mécanisation des ateliers de timbres-poste, etc...

Parallèlement, il prend position dans les débats concernant la condition ouvrière. Il dépose une proposition de loi portant modification de la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels « semée de chausse-trappes et de traquenards pour la classe ouvrière ». Il se montre partisan fervent du syndicat « organe social par excellence » : « C'est en lui que nous avons confiance pour éclairer les ouvriers, pour leur montrer où sont leurs intérêts, quels sont leurs éternels adversaires... Nous considérons les syndicats ouvriers comme un élément de cette société future sur laquelle vous aimez tant à nous demander des renseignements... C'est pour l'avenir l'instrument de l'exploitation et de la production ». Aussi, réclame-t-il que soient levées les restrictions introduites par la loi à l'adhésion syndicale. Pour protéger les syndicats, il dépose des amendements au projet de loi tendant à réprimer les menées anarchistes; il veut que soient punis les agents provocateurs, que les accusés soient mieux protégés, et que le condamné puisse choisir plutôt le bannissement que la relégation. Ce faisant, il cherche à défendre les socialistes qui pourraient être arbitrairement taxés d'anarchisme. « Mais qu'est-ce qu'une lutte politique dans laquelle on ne s'attendrait pas au mensonge et à l'arbitraire du pouvoir contre lequel on marche ? ». Au cours de la discussion du budget de 1895, il demande la suppression de l'em-

ploi de phosphore blanc dans les ateliers d'allumettes. Il interpelle le gouvernement sur son attitude au cours de plusieurs grèves, réclame des augmentations de salaires pour certaines catégories de travailleurs, dénonce la mauvaise application de la loi sur les bureaux de placement, défend l'office national ouvrier de statistiques et de placement, etc...

De plus, il s'intéresse vivement aux beaux-arts, domaine dans lequel il acquiert une compétence particulière. Il avait épousé, le 27 février 1897, Georgette Agutte, qui était à la fois peintre et sculpteur. Elève de Gustave Moreau, comme Henri Matisse (auquel son mari consacra un petit ouvrage), et Georges Rouault, qui sont de sa génération, elle a non seulement figuré avec honneur parmi les artistes non conformistes de son temps, mais encore soutenu avec éclat l'école dite des Fauves dont elle se réclamait. Marcel Sembat, de son côté, s'efforce de favoriser les activités artistiques, leur enseignement et leur propagation. Il demande notamment la création de musées du soir. Il propose d'organiser une loterie au bénéfice de la société du théâtre populaire, d'isoler les crédits destinés aux bourses de voyage littéraire, d'affecter à l'art musical les crédits réservés aux maîtrises et écoles de plain-chant, tout en subventionnant le chant choral, d'accueillir au Grand Palais le salon des artistes indépendants, etc...

Il s'attache aussi aux problèmes posés par le fonctionnement de la justice en France. Par exemple, il propose de créer au-dessus des cours d'assises départementales un jury national élu qui connaîtrait de tous les crimes et délits contre la fortune publique commis par les titulaires de mandats électifs politiques et les fonctionnaires. Il s'inquiète de l'ingérence abusive du parquet dans les instructions.

Mais ses interventions en politique étrangère sont particulièrement nombreuses et remarquées. Hostile à l'augmentation des dépenses militaires, il cherche à convaincre ses collègues « d'organiser non une flotte d'attaque, mais exclusivement une flotte de défense ». Il s'émeut de la présence des troupes françaises en Chine, car cette guerre n'a pas été autorisée par le Parlement et est pour lui une quête de travailleurs à vil prix. Il s'élève contre les missionnaires « qui, insolemment, en plein pays chinois, affichent cette prétention d'apporter à des gens qui n'en veulent pas une religion nouvelle ». De même, il prend la défense des Algériens contre les colons français. En 1903, il interpelle à nouveau le gouvernement sur sa politique extérieure : « Il ne suffit pas d'avoir une politique de paix, il faut que ce soit une politique activement pacifique; il faut que ce grand idéal de paix anime ceux qui le défendent d'autant d'énergie et d'ardeur que la politique de conquête et d'ambition peut en inspirer à d'autre... Et ceci bien qu'il ne semble pas se faire d'illusions sur les chances de paix dans une société capitaliste

En 1913, il publie un pamphlet : *Faites un roi, sinon faites la paix* où il soutient que le patriotisme belliqueux ne peut convenir à un républicain, à plus forte raison à un socialiste.

Au début de cette guerre, dont il avait tant désiré au moins retarder l'échéance, il fut appelé au gouvernement par Viviani au moment où celui-ci élargit son cabinet pour en faire un ministère de défense nationale. Il y retrouva son collègue Ribot, dont il avait contribué à renverser le ministère peu de temps auparavant. Il fut chargé du portefeuille des travaux publics, qu'il garda dans le premier ministère Briand. Léon Blum fut son chef de cabinet. Il quitta le gouvernement en décembre 1916, et reprit son siège de député. Mais, entre le Sembat d'avant 1914 et le Sembat d'après 1918, il y avait un abîme : la guerre. « Pour tous ceux qui l'ont connu, écrivit à sa mort un journaliste du *Temps*, il ne fut plus le même homme. Sa personnalité s'était comme estompée, comme amenuecée. Il était une sorte d'ombre errante autour de lui-même. Il se cherchait et ne se trouvait plus. La nouvelle chambre le connaissait à peine. Il parla peu devant elle ».

A la déconvenue de la guerre, vint s'ajouter la déception de Tours. En 1897, il avait adhéré au comité révolutionnaire central de Vaillant, devenu en 1898 le parti socialiste révolutionnaire. Puis il entra à la S.F.I.O. avec son organisation. Il s'appliqua alors à établir entre les diverses fractions de ce parti une entente sur le terrain électoral. Lui qui avait tant contribué à l'unité socialiste de 1905, fut inconsolable de cette rupture.

Il se rangea avec les éléments les plus modérés, s'étant toujours prononcé pour les méthodes démocratiques et parlementaires.

Il mourut brusquement à Chamonix, le 5 septembre 1922, emporté en deux heures par une hémorragie cérébrale.

SEMPÉ (ANTOINE, LOUIS, JOSEPH), né le 18 novembre 1863 à Tarbes (Hautes-Pyrénées), mort le 1^{er} décembre 1922 à Tarbes.

Député des Hautes-Pyrénées de 1919 à 1922.

Antoine Sempé était ingénieur agronome.

Il ne s'intéresse que tardivement à la politique et c'est à l'âge de 56 ans qu'il se présente pour la première fois aux élections générales législatives du 16 novembre 1919.

Il est inscrit sur la liste d'action et d'union républicaine qui entend s'appliquer « à faire respecter les désirs du pays qui sont : la tranquillité, la paix sociale, le respect des lois, la fin des vaines querelles où le Parlement absorbe son temps et épuise ses forces ».

Antoine Sempé obtient 17.659 voix sur 47.447 votants et est élu.

Au cours de la douzième législature, il se consacre très sérieusement à son mandat. Il est nommé membre de la commission d'assurance et de prévoyance sociales, de la commission des mines et de la force motrice et de la commission de l'agriculture.

Président du syndicat des agriculteurs des Hautes-Pyrénées, il s'intéresse tout particulièrement aux problèmes agricoles et dépose deux propositions de loi, l'une tendant à venir en aide aux agriculteurs victimes de calamités et l'autre tendant à modifier le recrutement des gardes domaniaux des Eaux et Forêts.

Il présente plusieurs rapports et avis sur des projets de loi relatifs à l'aménagement de régions traversées par la Durance.

Ses interventions à la tribune sont empreintes de bonhomie et marquées par le bon sens. Il se préoccupe particulièrement des questions touchant la race chevaline — les haras, la nourriture des étalons, la production du cheval de trait, l'étalon en général —, les petits fonctionnaires, les militaires et les chambres d'agriculture.

Mais il meurt en cours de mandat le 1^{er} décembre 1922.

SÉNAC (JEAN, MARIE), né le 9 juin 1872 à Miélan (Gers).

Député du Gers de 1919 à 1928, et de 1932 à 1936.

Fils de négociants, Jean Sénac est né le 9 juin 1872 à Miélan (Gers). Après des études de droit qu'il termina avec le grade de docteur, il s'inscrivit au barreau de Tarbes.

Dès 1903, âgé seulement de 29 ans, il fut élu maire de Miélan puis conseiller général du Gers. Mais ce n'est qu'après la Grande guerre qu'il brigua un mandat parlementaire en se présentant aux élections du 16 novembre 1919 sur la liste « d'union républicaine et sociale pour la rénovation nationale » dont le programme de politique étrangère reposait sur une rigoureuse application du traité de Versailles et dont le principe économique était fondé sur l'agriculture, « grande source des richesses nationales ». Sur 48.494 votants Jean Sénac obtint 19.647 voix et fut élu.

Durant cette législature il siégea au sein de différentes commissions notamment celle des marchés de guerre, celle des comptes définitifs et celle de la législation sociale et criminelle ; ce fut surtout aux travaux de ces deux dernières qu'il participa activement.

Il se représenta aux élections du 11 mai 1924 sur la liste du Cartel des gauches ; il fut réélu avec 26.268 voix sur 53.492 votants. Au cours de cette législature il s'inscrivit au « groupe radical et radical-socialiste ».

Il fut nommé secrétaire de la commission de l'armée, vice-président de la commission des pensions et siégea au sein de la commission de la marine.

Aux élections du 22 avril 1928, après un ballottage qui lui fut favorable, il fut battu par Bascou par 6.812 voix contre 5.654.

Il se consacra alors à sa carrière judiciaire, devint juge puis président du tribunal militaire de la Seine et fut nommé conseiller honoraire à la Cour d'appel de Paris.

En 1932, il se représente au suffrage universel sous l'étiquette « radical-socialiste » ; après un ballottage qui élimine Bascou le 8 mai 1932, il fut élu par 8.556 voix sur 12.267 votants. Au cours de cette législature il fut membre de la commission de l'Algérie, des colonies et des pays sous protectorat, de la commission d'enquête chargée de rechercher les responsabilités encourues depuis l'affaire Stavisky, de la commission du suffrage universel et de celle de l'armée dont il deviendra le président et à laquelle il consacra son activité parlementaire. Il sera le rapporteur de nombreux projets de loi concernant le recrutement, l'organisation de l'armée et les programmes de travaux destinés à la défense nationale.

Aux élections des 26 avril et 3 mai 1936 il est battu dès le premier tour avec 3.243 voix par Saint Martin qui obtint 4.688 voix sur 12.876 votants.

Déjà âgé, Jean Sénac se consacra désormais à l'exercice de ses mandats locaux.

Jean Sénac était chevalier de la Légion d'honneur et titulaire de la Croix de guerre.

SÉNAC (THOMAS, Urbain, MARIE), né le 25 mai 1839, à Saint-Elix-Theux (Haute-Garonne), mort le 26 mars 1914 à Montauban (Tarn-et-Garonne).

*Député du Tarn-et-Garonne
de 1902 à 1910.*

Son beau-père était notaire à Saint-Nicolas-de-la-Gave, dans le Tarn-et-Garonne : aussi Urbain Sénac, après des études de droit et une inscription au barreau de Toulouse, succéda à son père dans une profession des plus favorables à servir de marchepied à cette activité politique dont il manifesta très tôt la vocation.

Une autre de ses préoccupations était l'agriculture. Dans sa région, il effectua de nombreux travaux de viticulture et d'agronomie. Il alla même jusqu'à reconstituer un vignoble à Saint-Nicolas-de-la-Gave et à Mirande où il fonda d'ailleurs un comice agricole dont il demeura président. Dans ce domaine, Urbain Sénac obtint de nombreuses récompenses.

Il se révèle aussi un théoricien avisé à travers ses articles parus dans le *Journal de l'Agriculture pratique*, le *Recueil agronomique de Tarn-et-Garonne* ou la *Dépêche de Toulouse*.

Sa véritable carrière politique prit son départ à Saint-Nicolas-de-la-Gave : en 1870, le voici premier adjoint au maire. Il le restera jusqu'en 1900. Le régime de l'Ordre moral essaya, mais en vain, d'intimider ce républicain sévère et compétent : de 1870 à 1877, il se trouvera trois fois suspendu et révoqué. Néanmoins, il est toujours réélu. A vingt-neuf ans, son ambition politique s'élargit quelque peu : il devient conseiller général du Gers, pour le canton de Mirande. Dans sa commune, outre son activité d'administrateur, sa belle conduite dans une série d'incendies, en 1878, lui valut une médaille d'honneur.

L'heure n'a pas encore sonné pour lui d'un destin national. Mais il y songe : en 1893, il soutint la candidature de Lasserre, républicain progressiste, dans l'arrondissement de Castelsarrasin. A de nombreux électeurs, cependant, l'attitude du député paraît trop modérée : aux élections de 1898, Urbain Sénac est candidat malheureux contre le député sortant Lasserre. La défaite est pleine d'espoirs : sur 21.736 inscrits et 18.030 votants, Urbain Sénac recueillait 8.788 suffrages contre 8.878 à Lasserre. Moins de mille voix...

En effet : aux élections de 1902, Lasserre ne se représente pas et l'opposition est entre Urbain Sénac et Ernest de Mauvoisin, un nationaliste. Le programme du républicain est simple : un impôt progressif sur le revenu, la décentralisation administrative, la diminution des gros traitements, la réduction du service militaire et le maintien des lois scolaires. Mais la lutte est serrée : sur 21.407 inscrits et 17.492 votants, Urbain Sénac obtient 8.779 voix contre 8.242 à Ernest de Mauvoisin. Le radical-socialiste commence une carrière politique à l'échelle nationale et il saura la maintenir durant deux législatures.

Urbain Sénac saura défendre ses électeurs à la Chambre : il demande des secours pour les victimes des inondations dans les arrondissements de Castelsarrasin et de Moissac. Il interpelle le ministre des Travaux publics sur la catastrophe de Grisolles et intervient sur l'organisation défectueuse des services de la compagnie des chemins de fer du Midi.

Mais il a des vues plus larges. Urbain Sénac intervient sur les budgets de 1903, 1904, 1905, et il propose des ressources nouvelles pour le budget de l'Etat. Il s'occupe de la répartition des fonds entre les départements.

Il s'intéresse également aux colonies. Il intervient sur la nécessité de rattacher l'administration de l'Algérie à celle de la métropole et il insiste sur la réorganisation administrative.

Un problème l'attire plus particulièrement : celui des transports. Parmi ces derniers, c'est sur les canaux qu'il voudrait attirer l'attention. Il a proposé de

rétablir les droits de péage et autres taxes sur les ports de mer et sur la navigation intérieure des rivières, des fleuves et des canaux.

Aux élections de 1906, il va l'emporter au premier tour contre de Curzay et Whitcomb, le 6 mai 1906. Sur 20.910 inscrit et 17.398 votants, Sénac recueille 9.080 voix. Son plus proche concurrent, de Curzay, en avait 6.032 et Whitcomb 1.006.

Les transports continuent à l'intéresser. Il propose la création de nouveaux canaux de navigation dans la région du Sud-Ouest. Il interpelle le ministre des Travaux publics sur la nécessité de créer de grands canaux maritimes.

Il ne négligera pas non plus les intérêts de ses électeurs. Il dépose une proposition de loi tendant à ouvrir au ministre de l'Agriculture un crédit pour venir en aide aux victimes des grêles et gelées survenues dans l'arrondissement de Castelsarrasin. Il demande des crédits pour les victimes des inondations. Sa région est essentielle pour Urbain Sénac.

Aux élections de 1910 Urbain Sénac se voit opposer un candidat sérieux : Frayssinet. Au premier tour, le 24 avril 1910, sur 20.543 inscrits et 16.044 votants, 7.045 voix vont vers Urbain Sénac, qui paraît susceptible de l'emporter au second tour, 6.604 à Frayssinet, un avocat, et 2.721 à Barès. Au second tour, néanmoins, sur 20.559 inscrits et 16.296 votants, Frayssinet recueille 8.374 voix et Sénac 7.737. Il y avait eu 4.263 abstentions.

Dès lors, il allait se retirer quelque peu de la politique : quatre ans après, il s'éteignait.

SÈNÈS (HENRY, MARIE, ALPHONSE), né le 17 février 1877 au Muy (Var).

Sénateur du Var de 1936 à 1944.

Henry Sènès est issu d'une ancienne famille de viticulteurs et de sériciculteurs. Son grand-père avait été victime du coup d'Etat du 2 décembre 1851, son père membre de la délégation municipale nommé le 4 septembre 1870 par le gouvernement provisoire de la République. Après des études secondaires au lycée de Toulon, sanctionnées par le baccalauréat, Henry Sènès se consacre comme son père à la viticulture et à la sériciculture. En février 1907, il est élu conseiller municipal du Muy ; en mai 1908, il est adjoint au maire et devient maire lui-même en 1912 pour le rester jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. En 1914, il est mobilisé comme caporal au 38^e régiment d'infanterie coloniale ; sa brillante conduite en Champagne et dans la Somme lui vaudra la Croix de guerre.

Conseiller général du canton de Fréjus à partir d'octobre 1925, six fois président de l'assemblée départementale du Var, il se présente en 1935 aux élections sénatoriales

comme socialiste et est élu le 20 octobre, au second tour, par 260 voix sur 509 votants.

Admis au Sénat le 15 janvier 1936, il va siéger au groupe socialiste S.F.I.O. et participe, dès le mois de février, aux travaux de trois commissions, dont celle de l'agriculture qui le chargera désormais de rapporter tous les textes intéressant la viticulture. Il intervient en outre dans la discussion du projet de loi relatif aux conflits collectifs du travail pour défendre les droits des ouvriers agricoles. En 1937, dans le débat sur le projet de loi réglementant les Halles centrales, il souligne la nécessité de créer à Paris un marché aux fleurs. En 1938 et 1939 il prend à différentes reprises la défense des cultivateurs de son département.

Le 10 juillet 1940, il vote contre le projet de loi attribuant les pleins pouvoirs constitutionnels au maréchal Pétain.

SÈNESCAIL (ANTONIN), né le 13 janvier 1865 à Castelnaudary (Aude), mort le 14 août 1923 à Castelnaudary.

Député de l'Aude de 1901 à 1902.

Rarement siège fut-il si ardemment et si souvent disputé que celui de la 1^{re} circonscription de Castelnaudary dans les années 1900.

En effet, si les élections générales législatives des 8 et 22 mai 1898 portèrent à la députation Saba, son décès brutalement intervenu le 3 mai 1899, moins d'un an après l'entrée en exercice de ses fonctions, rendit nécessaire une élection partielle destinée à pourvoir à son remplacement. Dans ces conditions, les électeurs désignèrent le 2 juillet 1899 Rivals, lequel fut amené à démissionner à la date du 12 mars 1901.

C'est ainsi que les concitoyens de cette circonscription furent conduits à procéder à une nouvelle désignation qui opposa principalement le marquis de Laurens-Castenel à Antonin Sènescaïl. Sollicité à si peu de temps d'intervalle, il semblerait que le corps électoral témoignât d'une assiduité fléchissante : sur 14.111 inscrits, 6.895 seulement remplirent leur devoir civique, apportant massivement leur soutien à Sènescaïl qui recueillit 6.151 suffrages contre 108 à Auguste de Laurens-Castenel.

Inscrit à la Chambre au groupe de la gauche démocratique, il n'aborda jamais la tribune.

Aux élections générales des 27 avril et 11 mai 1902, les électeurs ne furent que 3.841 à lui apporter leurs suffrages contre 4.767 qui préférèrent le marquis de Laurens-Castenel.

Agé de 37 ans à peine, sans doute Antonin Sènescaïl se consacra-t-il dès lors à la bonne marche de son entreprise.

Il mourut dans sa ville natale le 14 août 1923, à l'âge de 58 ans.

SENS (EDOUARD, JOSEPH), né le 20 février 1826 à Arras (Pas-de-Calais), mort le 25 août 1905 à Arras.

*Député du Pas-de-Calais
au Corps législatif de 1866 à 1870.*

*Représentant du Pas-de-Calais
de 1874 à 1876.*

*Député du Pas-de-Calais de 1877 à 1878
et de 1885 à 1889.*

(Voir première partie de la biographie dans ROBERT ET COUGNY, *Dictionnaire des Parlementaires*, t. V, p. 301.)

Edouard Sens se représenta aux élections de 1889 dans la 1^{re} circonscription d'Arras comme candidat bonapartiste contre Ledieu, républicain, qui fut élu avec 10.737 voix sur 20.048 votants ; il avait obtenu 9.097 suffrages. Il ne fit plus acte de candidature.

Il mourut dans sa quatre-vingtième année, le 29 août 1905 à Arras.

SENTENAC (JOSEPH, FRANÇOIS, AUGUSTE), né le 24 janvier 1835 à Saint-Girons (Ariège), mort le 5 février 1915 à Saint-Girons.

Député de l'Ariège de 1878 à 1898.

(Voir première partie de la biographie dans ROBERT ET COUGNY, *Dictionnaire des Parlementaires*, t. V, p. 302.)

Pour la quatrième fois, Joseph Sentenac sollicita les suffrages des électeurs de la circonscription de Saint-Girons, sous l'étiquette des républicains, le 22 septembre 1889. Il fut élu au premier tour de scrutin par 9.451 voix sur 17.541 votants et 24.878 inscrits.

Ce mandat lui fut renouvelé lors des élections législatives de 1893, mais seulement au deuxième tour de scrutin, le 3 septembre 1893, où il obtint 11.917 voix sur 13.347 votants et 24.625 inscrits.

Tant aux élections de 1889 qu'à celles de 1893, son principal adversaire fut Begouen, radical.

Durant ces deux législatures, la principale activité de Joseph Sentenac à la Chambre des députés consista dans le dépôt de propositions de loi tendant à obtenir des indemnités en faveur du département de l'Ariège dont les populations, en 1892 et 1897, furent victimes tant des orages et de la grêle que des inondations.

Lors du renouvellement législatif du 8 mai 1898 Sentenac n'obtint au premier tour de scrutin que 5.931 voix sur 17.503 votants et au deuxième tour de scrutin Galy-Gasparrou devait lui ravir son siège de député de l'Ariège.

Il abandonna alors définitivement la vie politique et mourut le 5 février 1915 dans sa ville natale de Saint-Girons, âgé de 80 ans.

SEPTENVILLE (CHARLES, EDOUARD, baron LANGLOIS de), né le 15 novembre 1835 à Paris, mort le 21 mars 1915 à Etterbeek (Belgique).

Député de la Somme de 1876 à 1881.

(Voir première partie de la biographie dans ROBERT ET COUGNY, *Dictionnaire des Parlementaires*, t. III, p. 577 à LANGLOIS.)

Le baron de Septenville ne fit plus acte de candidature après son échec de 1881, partageant de nouveau son temps entre l'agriculture et les études historiques.

Resté en territoire envahi pendant la guerre de 1914, il mourut le 21 mars 1915, en Belgique, à Etterbeek, dans sa quatre-vingtième année.

SÉRANDOUR (PIERRE, FRANÇOIS, MARIE), né le 29 juillet 1879 à Plussulien (Côtes-du-Nord).

*Député des Côtes-du-Nord
de 1924 à 1928.*

Issu d'une longue génération de cultivateurs, agriculteur lui-même, président de la caisse de crédit agricole, Pierre Sérandour fut maire de sa commune natale pendant trente-cinq ans et conseiller général du canton de Corlay pendant vingt-trois ans.

Candidat radical indépendant, il est élu député en 1924, au scrutin de liste.

Il s'inscrit à la Chambre au groupe de la gauche républicaine démocratique. Il fait partie également des groupes des députés cultivateurs, de la défense paysanne, des maires.

Membre des commissions des comptes définitifs et des économies, de l'agriculture, de l'hygiène, il dépose une proposition de loi en faveur des familles nombreuses.

Il ne se représente pas aux élections de 1928, se consacrant désormais à sa terre.

SÉRANDOUR (PIERRE, MARIE, FRANÇOIS), né le 3 décembre 1908 à Plussulien (Côtes-du-Nord).

*Député des Côtes-du-Nord
de 1936 à 1942.*

Fils du précédent, Pierre Sérandour, après avoir exploité la ferme familiale, suivit les cours de l'école de notariat et devint inspecteur des finances.

Candidat radical-socialiste, il se présente aux élections législatives de 1936 et est élu au second tour par 7.827 voix contre 7.717 au député sortant, de Kérouartz.

Il s'inscrit à la Chambre au groupe républicain radical et radical-socialiste, dont il est le secrétaire. Il est vice-président du groupe de défense paysanne, membre des commissions des douanes et des conventions commerciales, de l'Alsace-Lorraine, de la marine militaire.

Il dépose plusieurs propositions de loi en faveur des veuves, ascendants ou descendants de marins.

Le 10 juillet 1940, il vote le projet de loi constitutionnelle accordant les pleins pouvoirs au maréchal Pétain.

SERDA (JOSEPH), né le 7 mai 1889 à Boufarik (Algérie).

Député de Constantine de 1932 à 1942

Fils de modestes colons de Mahelma, Joseph Serda travailla d'abord avec ses parents, puis entra à l'Institut agricole de Maison-Carrée d'où il sortit, en très bon rang, ingénieur agronome.

Solide, infatigable, intelligent, il partit dans la région de Bône où il constitua un domaine familial et s'occupa de grosses propriétés qu'il conduisit à la perfection. Très vite, il se hissa au premier rang de l'agriculture bônoise et fut à l'origine de la constitution des coopératives. Il créa d'ailleurs Tabacoop — coopérative de planteurs de tabac — qui améliora la qualité, les traitements, les procédés de fermentation et de conservation et qui vendit directement sa production à la Régie française ou sur les places étrangères.

Joseph Serda était délégué financier lorsqu'il se présenta, pour la première fois, à la députation, le 26 juin 1932, dans la 2^e circonscription de Constantine, en remplacement de l'ancien ministre Gaston Thomson, parlementaire depuis 54 ans, réélu le 8 et décédé le 14 mai.

Serda proposa aux électeurs un programme d'extension des lois sociales à l'Algérie et d'amélioration du sort des travailleurs, préconisant l'exécution d'un plan d'outillage national pour résorber le chômage. Partisan de l'arbitrage de la S.D.N., il pensait cependant qu'une France désarmée serait une tentation trop forte pour les éléments de désordre.

Il fut élu au premier tour de scrutin par 6.154 voix contre 4.806 à Pantaloni, sur 13.535 inscrits et 11.246 votants.

Il s'inscrivit au groupe de la gauche radicale et devint membre des commissions du suffrage universel, de la marine militaire, des douanes et conventions commerciales, des boissons, de l'Algérie, des colonies et protectorats.

Il déposa des propositions de loi ou de résolution et présenta de nombreux rapports relatifs aux produits agricoles algériens — agrumes, bananes, figues, dattes, blé, vins —, prit part aux discus-

sions de budgets, de projets de loi concernant la viticulture, la défense du marché du blé, l'institution d'un conseil national économique.

Aux élections de 1936, alors qu'il était conseiller général et maire, Joseph Serda fut réélu le 26 avril, également au premier tour, par 6.652 voix contre 2.111 à Palomba, 1.754 à Borra et 1.525 à Candas, sur 14.941 inscrits et 12.396 votants.

Toujours membre du groupe de la gauche radicale, il siégea aux commissions des finances et des boissons. Il rapporta pour les exercices 1937 à 1940 les projets de loi tendant à autoriser la perception des droits, produits et revenus applicables au budget de l'Algérie et intervint notamment dans la discussion du projet de loi instituant un office national professionnel du blé, défendant de nombreux amendements.

Il ne prit pas part au vote du 10 juillet 1940 sur le projet de loi accordant les pouvoirs constituants demandés par le maréchal Pétain.

Ancien combattant, officier de réserve, Joseph Serda est titulaire de la Croix de guerre.

SERGEANT (ROUOL LOUIS, Charles), né le 2 mars 1869 à Paris (17^e).

Sous-secrétaire d'Etat aux Finances du 17 novembre 1917 au 20 janvier 1920.

Licencié en droit, Charles Sergeant entra en 1894 dans l'administration des finances comme inspecteur. Il fut chargé successivement du service de l'inspection générale, de la sous-direction à l'administration centrale puis de la direction du mouvement général des fonds. En 1911, il fut nommé sous-gouverneur de la Banque de France et en 1912 censeur de la Banque d'Etat du Maroc.

Ne s'étant jamais occupé de politique, il parut à la Chambre des députés pour la première fois en 1910 comme commissaire du Gouvernement pour la discussion du budget de l'exercice 1911. Il remplit cette même fonction lors de la discussion du projet de loi autorisant le Gouvernement tunisien à contracter un emprunt de 90.500.000 francs pour accélérer l'achèvement du réseau de ses chemins de fer.

Pendant la guerre, il fut notamment chargé de missions importantes d'ordre financier en Angleterre, en Espagne et, en dernier lieu, en Grèce.

Le 17 novembre 1917, lors de la formation du deuxième cabinet Clemenceau, il fut appelé à occuper auprès de M. Klotz des fonctions techniques en tant que sous-secrétaire d'Etat aux finances. Il donna alors sa démission de sous-gouverneur de la Banque de France.

En tant que représentant du Gouvernement, il déposa à la Chambre et demanda la discussion immédiate de plusieurs projets de loi concernant notam-

ment le relèvement du prix des poudres de chasse et le service des émissions de la défense nationale.

Il participa également à la discussion de divers projets ou propositions de loi concernant l'impôt sur les bénéfices de guerre, le monopole de l'alcool, l'ouverture d'un compte spécial pour l'échange des monnaies allemandes détenues par les prisonniers de guerre français, les habitants des régions libérées, les Alsaciens et les Lorrains, l'augmentation du prix du tabac.

Il défendit en outre devant le Sénat plusieurs projets de loi concernant notamment l'exportation des capitaux et l'importation des titres — il en demanda sans succès la discussion immédiate — des avances exceptionnelles de traitement, le régime temporaire de l'alcool.

Clemenceau ayant présenté la démission de son cabinet le 18 janvier 1920, Charles Sergent n'occupa plus aucune fonction gouvernementale et ne s'intéressa plus à la politique.

Inspecteur général des finances en disponibilité, il démissionna et fut nommé inspecteur général des finances honoraire en décembre 1920. Par la suite, il fut nommé président de la Banque de l'Union parisienne (31 décembre 1920), administrateur du Crédit foncier de France (1922), administrateur de la Compagnie du canal de Suez (1928), vice-président de la Compagnie des chemins de fer du Midi (1931).

Il fut élevé à la dignité de grand officier de la Légion d'honneur, le 12 août 1928.

SERLIN (JOSEPH), né le 11 octobre 1868 à Crachier (Isère).

Sénateur de l'Isère de 1933 à 1941.

Joseph Serlin fut élu sénateur de l'Isère le 16 octobre 1932, par 668 voix sur 1.235 inscrits, 1.231 votants et 1.230 suffrages exprimés, à un âge où l'on prend communément sa retraite ; il venait effectivement de prendre la sienne : auparavant, ses fonctions de secrétaire général de la mairie de Lyon — qui ne l'avaient pas empêché de se faire élire maire de Crachier, sa commune natale, et conseiller général — lui interdisaient en revanche l'exercice d'un mandat parlementaire. Il s'inscrivit au groupe de la gauche démocratique et devint, comme il était naturel, membre de la commission de l'administration générale, départementale et communale à laquelle il appartient jusqu'en 1940 ainsi que, à partir de 1937, à celle des douanes.

Il ne prit jamais la parole en séance publique et se borna presque exclusivement à déposer des rapports au nom des commissions dont il était membre : sur une proposition relative aux appels faits à la générosité publique ; sur une proposition dont il était l'auteur, relative aux régimes de traite des bibliothécaires

municipaux. En 1935, sur les incendies de forêt et sur une proposition relative aux élections municipales complémentaires ; sur une proposition concernant la création dans les départements d'une commission de perfectionnement de l'outillage national, un projet relatif aux travaux contre le chômage intéressant plusieurs collectivités ; sur plusieurs projets de loi modifiant le régime douanier et certaines tarifications.

Lors de la séance du 10 juillet 1940 de l'Assemblée nationale, il vota les pleins pouvoirs constituant au maréchal Pétain.

SÉROL (CLAUDE, ANTOINE, MARIE-Albert), né le 21 juillet 1877 à Roanne (Loire).

Député de la Loire de 1924 à 1942.

*Ministre du Travail
du 13 mars au 8 avril 1938*

*Ministre de la Justice
du 21 mars au 14 juin 1940.*

Fils d'un avoué de Roanne, il est attiré par le droit et, après de brillantes études, il se fait inscrire comme avocat au barreau de Roanne dont il deviendra le bâtonnier en 1928.

Dès 1908, il s'intéresse à la vie publique et à la politique en se faisant élire conseiller municipal de Roanne.

D'abord adjoint au maire, puis maire de Roanne, il se présente sans succès aux élections législatives en 1910 et 1914, mais est élu conseiller général en 1919.

En 1924, il est élu, le 11 mai, au scrutin de liste, député de la Loire sur une liste du cartel des forces de gauche, avec 86.199 suffrages sur 138.598 inscrits et 154.758 votants. A partir de ce moment, il siègera à la Chambre des députés jusqu'à la deuxième guerre mondiale comme député de la Loire.

Dès ce premier mandat législatif, il fait partie de la commission de la législation civile et criminelle dont il sera le rapporteur à plusieurs reprises, puis le secrétaire et dont il finira par devenir le président en 1932 et le restera jusqu'à 1940.

Il s'intéresse déjà tout particulièrement aux problèmes de caractère juridique et commence à déposer plusieurs propositions de lois qu'il reprendra durant ses mandats successifs.

Aux élections de 1928 qui marquent le retour au scrutin uninominal, il est élu, sous l'étiquette socialiste S.F.I.O., au second tour, député de la 1^{re} circonscription de Roanne avec 11.512 voix contre 9.249 à M. Bonnet sur 12.710 votants et 26.897 inscrits.

Il sera réélu le 1^{er} mai 1932, au premier tour, avec 11.484 voix contre 8.604 à Fauconnet sur 26.584 inscrits et

21.366 votants, et le 26 avril 1936, au second tour, avec 11.875 voix contre 9.928 à M. Morlot sur 26.814 inscrits et 22.040 votants.

A la Chambre des députés où il est inscrit au groupe socialiste S.F.I.O., il développe une très grande activité soit dans les commissions — outre la commission de la législation civile et criminelle, il est membre de la commission spéciale chargée d'examiner les projets sociaux et de la commission de l'armée — soit en séance publique, en déposant de nombreuses propositions de loi ou de résolution, en intervenant fréquemment dans la discussion des textes, ou en prenant part aux débats de politique lors de la discussion d'interpellations.

Nombreux sont les textes législatifs dont il est l'auteur, qui sont relatifs à des questions purement juridiques, comme la modification du code civil, la modification du code de procédure civile ou celle du code d'instruction criminelle ou à des questions intéressant la réforme des pensions civiles et militaires, l'emploi obligatoire de mutilés de guerre ou la retraite des anciens combattants. Notons aussi ses propositions de loi de caractère social, comme celles relatives aux accidents du travail, à la retraite des ouvriers des établissements industriels de l'Etat, aux assurances sociales, à la protection de l'épargne publique, etc...

Mais c'est surtout durant la législature de 1936-1940 qu'il donne sa pleine mesure de juriste et de socialiste en intervenant, en qualité de président de la commission de la législation civile, dans la discussion des projets de loi instituant la semaine de 40 heures dans les établissements industriels et commerciaux, instituant des prélèvements sur les salaires, indemnités et retraites des fonctionnaires de l'Etat et des services civils, tendant à réprimer la hausse injustifiée des prix ou modifiant la loi de 1881 sur la presse.

Il fait partie pour la première fois d'un gouvernement le 13 mars 1938 en qualité de ministre du Travail dans le deuxième cabinet Léon Blum, jusqu'au 8 avril 1938 lorsque le gouvernement est conduit à démissionner après avoir été mis en minorité par le Sénat.

Le président Paul Reynaud l'appelle à faire partie de son cabinet en qualité de garde des Sceaux, ministre de la Justice, du 21 mars 1940 au 14 juin 1940. C'est à ce titre qu'il interviendra à la Chambre dans la discussion du projet de loi relatif à la prorogation de jouissance et à l'augmentation des loyers des locaux à usage d'habitation et professionnel.

Le 10 juillet 1940, il est l'un des dix-sept parlementaires qui, à Vichy, s'abstiennent volontairement lors du vote sur la délégation des pouvoirs constituants au maréchal Pétain.

Révoqué de ses fonctions de maire et de conseiller général, il se consacre alors à sa profession d'avocat.

SÉROT (MARIE, LÉON, Robert), né le 18 février 1885 à Saint-Dizier (Haute-Marne).

Député de la Moselle de 1919 à 1942.

Sous-secrétaire d'Etat à l'Agriculture du 3 novembre 1929 au 21 février 1930 et du 2 mars au 12 décembre 1930.

Issu d'une vieille famille messine, ingénieur agronome puis officier des eaux et forêts, Robert Sérot fut élu député de la Moselle aux élections générales des 16 novembre et 14 décembre 1919, sur la liste d'union républicaine où figuraient aussi de Wendel et Robert Schuman, avec 62.000 voix sur 116.409 inscrits.

Ce n'était pas un inconnu qui arrivait sur la scène politique. Pendant la Première Guerre mondiale, après s'être battu sur le front et avoir été décoré de la croix de guerre, il avait été chargé de nombreuses missions en Orient. Il avait été notamment chef du 2^e Bureau de notre corps expéditionnaire, puis accrédité par les armées alliées auprès du comte Karolyi, chef du gouvernement hongrois après l'armistice. Il avait ensuite représenté la France à la Société des Nations.

A la Chambre, il s'inscrivit au groupe de l'entente républicaine et démocratique. Membre de la commission du commerce et de l'industrie, ce parlementaire sérieux et consciencieux se consacra surtout à l'étude des problèmes commerciaux, industriels et agricoles et à leurs répercussions dans son département.

Aux élections des 11 et 25 mai 1924, il fut réélu sur la liste d'union républicaine, obtenant 58.761 voix, immédiatement après Robert Schuman qui en recueillit 59.180, sur 137.994 inscrits.

De nouveau membre de la commission des finances, il prit part à la discussion du projet de loi relatif à l'ammistie.

Aux élections des 22 et 29 avril 1928, il fut élu au scrutin uninominal, dans la 2^e circonscription de Metz, par 10.294 voix, son principal concurrent, Noissette n'obtenant que 3.423 suffrages, sur 18.067 inscrits.

Il retrouva ainsi sa place au sein de la commission des finances (1928), puis fit partie de la commission des douanes et des conventions commerciales (1931).

Il déposa d'abord une proposition de loi tendant à la transformation en Cour d'appel à Metz de la troisième chambre de la Cour d'appel de Colmar. Bien que continuant à s'intéresser aux problèmes propres à l'Alsace-Lorraine, il n'en demeura pas moins un observateur averti des affaires étrangères. C'est ainsi qu'il présenta un rapport sur le projet de loi tendant à l'approbation d'un arrangement au sujet du condominium franco-britannique (1931) et sur le projet de loi tendant à l'approbation de l'arrangement commercial franco-égyptien conclu au Caire en 1931.

Mais cette législature fut surtout marquée pour lui par son entrée au gouvernement. Il fut nommé sous-secrétaire

d'Etat à l'Agriculture dans le premier cabinet Tardieu par décret du 3 novembre 1929 et, à ce titre, s'intéressa au problème de la pollution des eaux. Il fut de nouveau sous-secrétaire d'Etat à l'Agriculture dans le deuxième cabinet Tardieu à partir du 2 mars 1930 jusqu'au 12 décembre de la même année. Son intérêt pour les problèmes agricoles fera de lui le promoteur de la loi relative à la distribution de l'énergie dans les campagnes.

Le 1^{er} mai 1932 il fut réélu au premier tour de scrutin dans la 2^e circonscription de Metz par 9.921 voix — alors que son concurrent, Flocard, en obtenait 2.608 — sur 19.033 inscrits. Il s'inscrivit, à la Chambre, au groupe républicain et social.

Membre de la commission de l'Alsace et de la Lorraine (1932), de la commission des régions libérées, de la commission des douanes et des conventions commerciales (1934), de la commission des affaires étrangères — ses interventions vont demeurer nombreuses.

Ses électeurs lui renouvelèrent son mandat le 26 avril 1936, au premier tour de scrutin, par 11.401 voix sur 20.077 inscrits. Son concurrent, Simon, n'en avait obtenu que 4.124.

Il s'inscrivit au groupe des républicains indépendants et d'action sociale et devint membre de la commission des affaires étrangères.

Il fut également président de la commission des mines de potasse d'Alsace et vice-président de la commission des marchés de guerre.

Le 10 juillet 1940, il vota les pleins pouvoirs au maréchal Pétain.

SERPHER (MARC, Gusman), né le 12 juillet 1820 à Civray (Vienne), mort le 26 mars 1902 à Savigné (Vienne).

Représentant de la Vienne en 1871.

Député de la Vienne de 1876 à 1898.

(Voir première partie de la biographie dans ROBERT ET COUGNY, *Dictionnaire des Parlementaires*, t V, p. 305.)

Gusman Serph fut élu à nouveau député de la Vienne, dans la circonscription de Civray, le 22 septembre 1869, au premier tour de scrutin, avec 7.189 voix sur 15.403 inscrits et 10.082 votants.

Se présentant comme candidat conservateur-révissionniste, Serph qui, le 11 février 1889 à la Chambre, s'était abstenu dans le vote sur le rétablissement du scrutin d'arrondissement, demandait que l'on donnât la parole à la France.

En 1893, il écrivit qu'il avait été trompé dans ses espérances, la dernière Chambre n'ayant fait que suivre les errements de celles qui l'avaient précédée depuis 1876. Dénonçant scandales, procès honteux, turpitudes et marchandages, il invita « le pays désabusé à n'envoyer

à la Chambre prochaine que des députés résolus à poursuivre le retour de l'honnêteté dans l'exercice du pouvoir ».

Au premier tour, il fut en ballottage avec 5.408 voix contre 2.973 à Brouillet et 2.939 à Salmon, sur 15.410 inscrits et 12.887 votants, mais il l'emporta au second, le 3 septembre, par 6.199 voix contre 5.915 à Brouillet, sur 15.408 inscrits et 12.331 votants.

A la Chambre, il devint membre de diverses commissions et président de plusieurs bureaux. Il déposa des propositions tendant à l'indemnisation des victimes de calamités agricoles dans l'arrondissement de Civray et prit part à la discussion d'un texte de loi modifiant le taux des droits de douane sur les chevaux et mulets.

Battu le 8 mai 1898 par son adversaire des élections précédentes — Brouillet, chef de cabinet de Cambon, gouverneur général de l'Algérie — qui obtint 5.190 voix alors qu'il n'en recueillait que 2.419, il se retira de la vie politique.

Gusman Serph était président d'honneur du syndicat agricole de Civray, président cantonal du comice, membre de la société des agriculteurs de France.

Il mourut le 26 mars 1902 à Savigné, dont il était maire, à l'âge de 82 ans.

SERRE (LOUIS, LÉONARD), né le 17 août 1873 à Lagnes (Vaucluse), mort le 8 janvier 1939 à Avignon (Vaucluse).

Député du Vaucluse de 1914 à 1919.

Sénateur du Vaucluse de 1920 à 1936.

Ministre du Commerce et de l'Industrie du 31 janvier au 24 octobre 1938.

Louis Serre fit des études de droit et obtint le titre de docteur avec une thèse sur *Le bien de famille insaisissable*. Industriel à Avignon à partir de 1897, il fut conseiller municipal et adjoint au maire de cette ville de 1904 à 1910, puis membre de la Chambre de commerce à partir de 1912.

Le 10 mai 1914, il fut élu député de la circonscription d'Avignon, au second tour des élections législatives, par 10.281 voix sur 20.913 votants et s'inscrivit au groupe du parti républicain radical et radical-socialiste.

Pendant la guerre, il fut affecté au 107^e régiment d'infanterie en 1915 et promu sous-lieutenant. Son activité à la Chambre, d'abord réduite de ce fait, s'intensifia en 1919. Il défend les intérêts des agriculteurs du Vaucluse dans la discussion du projet de loi relatif à l'utilisation de l'énergie hydraulique puis ceux des petits commerçants et artisans. Il siège à la commission du commerce et à celle des finances qui lui confie le rapport sur le projet de loi relatif au régime de retraite des ouvriers des établissements industriels de l'Etat.

Candidat malheureux aux élections législatives de novembre 1919 sur la liste du parti républicain, il se présente aux élections sénatoriales de 1920 et est élu sénateur du Vancluse le 11 janvier, au troisième tour de scrutin, par 232 voix sur 438 votants et va siéger sur les bancs de la gauche démocratique.

Il se fait aussitôt remarquer par de très nombreuses interventions portant sur toutes les questions intéressant le commerce, l'artisanat, l'industrie, la marine, l'enseignement technique, la législation des loyers, les P.T.T. En 1921, parlant sur le budget du Travail, il préconise la généralisation du « sursalaire familial » et « le rapprochement de ces deux grands facteurs de richesse sociale que sont le capital et le travail ». A partir de cette date, il établit pour les commissions des douanes, du commerce et des finances de multiples rapports et avis sur les sujets les plus variés. En novembre 1923, le Sénat le choisit pour le représenter au Conseil supérieur du travail. Vice-président de la commission du commerce et de l'industrie en 1924, il en assume la présidence en 1925 et la conservera jusqu'à la fin de 1932.

Réélu le 9 janvier 1927 par 287 voix sur 444 votants, il poursuit son inlassable travail au service des deux commissions du commerce et des finances et rapporte notamment le budget du ministère du Commerce. Il dépose, rapporte et fait adopter une proposition de loi organisant le crédit aux sociétés coopératives d'artisans.

En janvier 1933, le président Daladier lui confie le portefeuille du Commerce et de l'Industrie, qu'il conserve jusqu'à la chute du cabinet, le 24 octobre 1933.

Redevenu simple sénateur, il fait adopter sa proposition de loi tendant à rendre obligatoire l'apposition d'une marque nationale artisanale sur les objets fabriqués par les artisans.

Aux élections du 20 octobre 1935, il est battu par Louis Gros, socialiste, maire d'Avignon, dès le premier tour et ne se représente pas au second.

Il meurt le 8 janvier 1939 à Avignon, à l'âge de 65 ans.

SERRE (PHILIPPE, GEORGES, MARIE), né le 4 mars 1901 à Paris.

Député de la Meurthe-et-Moselle de 1933 à 1942.

Sous-secrétaire d'Etat au Travail du 22 juin 1937 au 18 janvier 1938.

Sous-secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil du 18 janvier au 13 mars 1938.

Sous-secrétaire d'Etat au Travail du 13 mars au 10 avril 1938.

Fils d'un avocat, Philippe Serre fut naturellement enclin à suivre les traces de son père. Après de brillantes études au lycée Louis-le-Grand et à l'Ecole Bossuet, il entra à la Faculté de droit de Paris, dont il sortit docteur.

Diplômé de l'Ecole libre des sciences politiques, il fut premier secrétaire de la conférence des avocats, promotion 1929-1930. On ne pouvait rêver de meilleures auspices pour une prestigieuse carrière d'avocat à la Cour d'appel de Paris, commencée dès 1927.

Mais le démon de la politique l'emporta. Dès le premier tour des élections générales des 1^{er} et 8 mai 1932, Philippe Serre, républicain socialiste, faillit bien ravir son siège au député de la 2^e circonscription de Briey, le maître de forges de Wendel, de l'union républicaine démocratique. Il obtint 4.255 voix contre 4.311 à son adversaire réputé, sur 9.270 suffrages exprimés. Au deuxième tour, celui-ci l'emporta de justesse par 4.935 voix contre 4.393. L'alerte avait été chaude et de Wendel saisit la première occasion qui s'offrit de gagner les rivages plus sûrs du Sénat. Elu membre de la Haute Assemblée le 16 octobre 1932, il démissionna de son poste de député le 27 janvier 1933.

Philippe Serre n'en demandait pas plus : la route était libre. Lors de l'élection partielle du 2 avril 1933, il remporta facilement le siège manqué de peu onze mois avant, totalisant 5.349 suffrages dès le premier tour contre 2.699 à Lorentz et 1.045 à Husson.

Indépendant de gauche, il fut choisi par l'unanimité des membres de son groupe pour siéger aux commissions : de l'administration générale, départementale et communale ; chargée de rechercher les responsabilités encourues depuis l'origine des affaires Stavisky ; de l'enseignement et des beaux-arts ; de l'aéronautique.

Devenu conseiller d'arrondissement, il sollicita le renouvellement de son mandat de député sous l'étiquette Jeune République lors des élections générales de 1936, promettant de lutter contre la crise intérieure en défendant la classe ouvrière, les petits commerçants et la classe rurale et contre la crise extérieure par la politique de la sécurité collective défendue à la Société des Nations à Genève successivement par Poincaré, Briand, Paul-Boncour, Herriot, Tardieu et Flandin.

Il triompha au premier tour, le 26 avril 1936, obtenant 5.084 voix contre 3.472 à Reboul, radical indépendant, sur 9.538 suffrages exprimés.

Demeuré indépendant de gauche, il conserva sa place à la commission de l'enseignement et des beaux-arts et devint membre des commissions de l'armée, des comptes définitifs et des économies, de la législation civile et criminelle, et du travail. Il intervint dans la discussion d'interpellations sur la défense nationale le 29 janvier 1937.

Son ami Camille Chautemps, qui l'appréciait de longue date, lui offrit le poste de sous-secrétaire d'Etat au Travail dans le troisième gouvernement qu'il dirigea du 22 juin 1937 au 18 janvier 1938. Du banc des ministres, Philippe Serre prit part à la discussion du projet de loi instituant le statut légal des voyageurs, représentants et placiers du

commerce et de l'industrie ; de la proposition de loi tendant à interdire et à réprimer le travail noir ; du projet de loi portant création du budget de 1938.

En formant son quatrième cabinet, le 18 janvier 1938, Camille Chautemps le conserva auprès de lui en qualité de sous-secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil, chargé des services de l'immigration des étrangers.

Alors que la France aurait dû redoubler de vigilance et rassembler ses forces face à l'Allemagne hitlérienne se réarmant jusqu'aux dents pour accomplir méthodiquement, l'un après l'autre, les desseins de sa politique de « l'espace vital », annoncés en fanfare, nos gouvernements tombaient comme châteaux de cartes et Hitler profitait habilement de la vacance répétée du pouvoir en France. Après la réoccupation militaire de la Rhénanie, le dernier coup de force national-socialiste annexa l'Autriche le 11 mars 1938. Le coup fut fatal au cabinet Chautemps.

Philippe Serre retrouva son poste de sous-secrétaire d'Etat au Travail dans le deuxième cabinet Léon Blum constitué le 13 mars. Au nom du gouvernement, il répondit alors aux questions posées sur les conditions et délais de résidence exigés dans le département de la Seine pour l'inscription des chômeurs ; puis il intervint dans la discussion d'un projet de loi apportant diverses modifications au régime des retraites des ouvriers mineurs.

Le gouvernement ne dura même pas un mois ! Le 10 avril 1938, Philippe Serre regagna sa place de député.

Le 10 juillet 1940, on le retrouva parmi les quatre-vingts parlementaires qui, au congrès de Vichy, votèrent contre les lois de désaffectation constitutionnel.

Philippe Serre est officier de la Légion d'honneur.

SERRES (HONORÉ, ERNEST, FRANÇOIS), né le 25 mars 1845 à Toulouse, mort le 29 septembre 1905 à Montaigut-sur-Save (Haute-Garonne).

*Député de la Haute-Garonne
de 1902 à 1905.*

Petit-fils d'un officier du Premier Empire, Honoré Serres naquit à Toulouse dans une famille de négociants dont il continua la tradition avec un soin très attentif malgré les charges de sa vie publique.

Très jeune, il se fit connaître par l'ardeur de ses opinions républicaines et se mêla à la lutte politique en menant contre l'Empire une ardente campagne.

Élu pour la première fois conseiller municipal de Toulouse le 9 janvier 1889, choisi comme maire de cette ville le 13 octobre 1892, il se maintint à ce

poste jusqu'à sa mort, malgré une coalition « opportuno-réactionnaire » qui tenta de le renverser en 1895.

Administrateur remarquable, de l'avis même de ses adversaires, Honoré Serres eut aussi le souci de doter sa ville de nombreux monuments et de larges avenues qui lui valurent le surnom d'« Hausmann toulousain ».

Il se présenta aux élections cantonales dans le canton de Grenade et fut élu conseiller général en 1901.

Désigné par la fédération des comités radicaux-socialistes et des groupes socialistes constitués en congrès, il se présenta aux élections législatives partielles du 17 août 1902 dans la circonscription de Toulouse en remplacement de Calvinhac, décédé ; sur 14 011 votants, il obtint 8 382 voix contre 3 797 à Labat (républicain nationaliste) et fut élu dès le premier tour.

À la Chambre il siégea aux côtés de ses amis radicaux-socialistes dont il soutint le programme intégral. Intervenant peu à la tribune, il préféra se consacrer aux travaux de la commission d'assurance et de prévoyance sociales et de celle de l'administration, des cultes, et de la décentralisation, dont il était membre.

Il mourut le 29 septembre 1905 dans sa propriété de Montaigut-sur-Save des suites d'une angine de poitrine dont il souffrait depuis longtemps. La municipalité de Toulouse lui fit de solennelles obsèques.

Honoré Serres était chevalier de la Légion d'honneur.

SERRUYS (DANIEL, JEAN, LOUIS, ALPHONSE, MARIE), né le 4 mars 1875 à Menin (Belgique).

*Haut-commissaire à l'Economie nationale
du 15 septembre 1939 au 20 mars 1940.*

Daniel Serruys se tourne d'abord vers l'université où il semblait appelé à faire une carrière d'érudit. Après un séjour à l'Ecole française de Rome il est nommé maître de conférences, puis directeur d'études à l'Ecole pratique des hautes études historiques et philologiques. Il est alors codirecteur de la *Revue de philologie et d'histoire ancienne* et travaille à la publication de divers travaux scientifiques.

Il se dirige ensuite vers l'administration et la politique internationale et remplit les fonctions de chef de cabinet du sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères dans les ministères Ribot et Painlevé.

Au cours de la guerre de 1914 il se voit confier diverses missions auprès des pays alliés. Il participe également de près à la mise au point des clauses économiques de la paix. Il sera d'ailleurs nommé secrétaire général de la commission économique de la conférence de la paix.

Après la guerre il s'orienta vers les questions économiques et sera appelé à des postes administratifs importants.

De 1920 à 1928 il assume les responsabilités de directeur des accords commerciaux au ministère du Commerce. A ce titre il négociera plus de soixante traités ou arrangements internationaux.

Dans le même temps il est nommé membre, puis président du comité économique de la Société des Nations et prend part aux grandes conférences internationales de l'époque.

Intéressé par les problèmes relatifs aux colonies il sera choisi par le maréchal Lyautey pour être son délégué général lorsque se tient en 1931 l'Exposition coloniale. Peu après il est élu vice-président du comité de l'empire français et membre de l'Académie des sciences coloniales.

Le 10 avril 1938 le cabinet Edouard Daladier a été constitué et Raymond Patenôtre y occupe le poste de ministre de l'Economie nationale. Ce ministère sera supprimé le 15 septembre 1939 et remplacé par le haut-commissariat à l'Economie nationale.

En raison de sa déjà longue expérience des problèmes économiques Daniel Serruys se verra appelé au poste de haut-commissaire. Il l'occupera jusqu'au 20 mars 1940 date à laquelle le cabinet Daladier se retire et où l'éphémère haut-commissariat à l'Economie nationale est supprimé.

SERVAIN (HENRI, EMILE), né le 21 janvier 1857 à Guingamp (Côtes-du-Nord), mort le 28 août 1931 à Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord).

*Député des Côtes-du-Nord
de 1919 à 1921.*

*Sénateur des Côtes-du-Nord
de 1921 à 1931.*

Saint-Brieuc doit beaucoup à Henri Servain, qui en fut conseiller municipal dès 1891, à 34 ans, puis maire de 1904 à 1919. Né à Guingamp, ce breton qui n'avait pas embrassé de profession particulière, se bornant à être « propriétaire », montra, à la tête de la ville qu'il aimait, de très rares qualités d'administrateur. Grâce à quoi il laissa Saint-Brieuc bien plus belle et prospère qu'il ne l'avait prise. Servain était aussi conseiller général de Saint-Brieuc - Nord depuis 1906 — il le restera jusqu'en 1929 — et on le verra, à partir de 1919, président de la section permanente de l'office des pupilles de la Nation des Côtes-du-Nord.

C'est après la guerre, où il avait eu la douleur de perdre un fils, qu'il décida de donner un tour national à ses activités politiques et il fut élu facilement député au premier essai, en 1919, premier de la liste d'union républicaine.

En deux ans passés à la Chambre, où il fut membre de la commission d'administration générale et de la commission de l'enseignement et des beaux-arts, Henri Servain n'eut pas le temps de donner sa mesure. Il put néanmoins marquer le souci qu'il avait des finances locales en demandant, sans succès, que l'Etat prit à sa charge la moitié, voire les deux tiers du traitement des commissaires de police. Comme le gouvernement entendait créer de nouvelles ressources fiscales, il parla aussi des représentants de commerce, de la nécessité, selon lui, de ne pas leur faire payer l'impôt sur le chiffre d'affaires.

Mais déjà le Sénat l'appelait où, le 7 janvier 1921, 760 voix le portèrent, troisième de sa liste, sur 1 235 votants.

Au Luxembourg, où il s'était inscrit au groupe de l'union républicaine, Servain partagea ses soins entre deux commissions : celle de l'enseignement, celle de la marine. Mais ce fut surtout à propos des questions maritimes que le Sénat le connut : en 1922, il interpelle le gouvernement sur le naufrage du « Député Albert-Tailliandier », dit qu'il faut achever la réalisation de la flotte des « Marie-Louise », qu'on parle d'abandonner ; en 1923, il demanda qu'on érige un monument en l'honneur des marins morts pour la France ; en 1924, prenant la parole au nom de la commission de la marine, il donne un avis favorable à l'acquisition de deux pétroliers ; en 1925, il se penche sur le sort du personnel rayé des contrôles de l'armée de mer, etc...

Pour le reste, une activité assez éclectique le porte des conseils de préfecture — à la réforme desquels il prend une grande part en 1921 et en 1925 — au régime des loyers, du recrutement de l'armée (1925) à la législation des concessions centenaires et des concessions à perpétuité.

Chaque année aussi, il prend part aux débats budgétaires, avec un intérêt particulier pour le budget des Beaux-Arts, car l'ancien maire de Saint-Brieuc avait le goût des arts, surtout des beaux livres.

Henri Servain mourut le 28 août 1931 dans sa maison de Saint-Brieuc. Il était âgé de 74 ans.

SERVANT (JACQUES, MARIE, GEORGES), né le 11 janvier 1850 à Poitiers (Vienne), mort le 28 janvier 1926 à Poitiers.

Sénateur de la Vienne de 1907 à 1920.

C'était un personnage de Poitiers, une silhouette, que Jacques Servant, commerçant et magistrat consulaire, avec sa tête ronde, son œil vif et tout son poil : moustache, favoris, grande barbe à deux pointes Pas plus tôt élu conseiller général — un peu après trente ans — il voulut être du Parlement, mais ce ne fut pas une petite affaire, ni courte ; il lui fallut de la patience !

En 1898, candidat à la députation dans la 1^{re} circonscription de Poitiers, il n'obtint que 3 898 voix contre 6 802 au sortant, Bazille, qui l'emporta au second tour. Pareil échec le 21 avril 1907 quand il s'agit de remplacer feu le sénateur Thézard : 153 voix et c'est Surreaux qui passe avec le triple. Encore était-ce un progrès sur l'année précédente où, s'agissant de remplacer Couteaux au Luxembourg, Servant n'avait pu réunir que 105 suffrages.

Enfin, six mois plus tard, le 10 novembre 1907, Demarçay cette fois étant mort, Servant entra enfin au Sénat, mais de justesse : 353 voix contre 334 à Duval. En revanche, au renouvellement du 3 janvier 1909, tout alla on ne peut mieux : 452 suffrages dès le premier tour sur 696. Mais en 1920, on le verra, il renouera avec l'échec, sans rémission.

Pour l'instant, en 1907, le voilà au Sénat où il est admis le 19 novembre et s'inscrit au groupe de l'union républicaine. Cependant, c'est seulement en 1910 que Servant fera ses grands débuts publics, dans la discussion de la proposition de loi sur les retraites ouvrières. Il est contre. Il pense que les ouvriers refuseront de payer les cotisations, qu'on n'y pourra rien faire et que les patrons, au bout du compte, seront obligés de payer à leur place. La solution, il la voit dans le financement de la retraite par l'impôt sur le revenu. C'était trop d'un précurseur pour être si tôt relégué.

Un honneur lui échoit l'année suivante avec le rapport, que le Sénat lui confie, sur un projet de résolution relatif à la nomination des grandes commissions au scrutin de liste. Ces problèmes de désignation deviennent un peu son affaire : en 1913, Servant ne prendra pas une mince part à la discussion du projet de loi modifiant les lois organiques sur l'élection des députés ; il s'emporte véhémentement contre la représentation proportionnelle.

Souvent, aussi, il songe à sa circonscription : en 1911, il prend la défense des petits débitants qui « tripatouillent » leur piquette ou leur râpé, demandant pour eux le droit d'y rajouter du sucre. Ou à son électorat : l'amendement Touron à la loi de finances pour 1914 l'aura pour avocat, qui dit que le revenu de l'industriel, du commerçant, du paysan, ne doit être soumis à l'impôt sur le revenu qu'une fois qu'il est acquis, c'est-à-dire placé comme capital.

La guerre offre au sénateur Servant un champ d'études assez considérable et il se distingue dans des affaires relatives à la taxation des denrées alimentaires et à la taxation du blé en 1916 et 1917. Le Sénat le fait membre de sa commission spéciale chargée d'étudier l'organisation économique du pays pendant et après la guerre. Déjà membre écouté de la commission des finances, spécialiste des questions minières, surtout de celles qui se posent dans les départements libérés, il occupe, la guerre finie, une position assez en vue au

Sénat, parlant beaucoup, avec passablement d'autorité, sur des sujets aussi divers que : en 1918, la taxation des produits de luxe et la création de l'office central des produits chimiques agricoles et, en 1919, la journée de huit heures, la protection des appellations d'origine, l'exploitation provisoire des mines de la Sarre, le déclassement de l'enceinte fortifiée de Paris, etc..

Poitiers, cependant, arrête sa carrière au renouvellement de 1920, ne le classant que cinquième au premier tour avec 165 voix quand la majorité absolue était de 348, et cinquième encore au second avec 229 voix quand il lui en eût fallu 351.

Servant, retiré de la vie politique mourut à Poitiers le 28 janvier 1926. Il avait 76 ans

SERVINIÈRE (Mayenne). — Voy. CHAULIN-SERVINIÈRE.

SEVAISTRE (LÉON, MATTHIEU), né le 10 février 1840 à Rouen (Seine-Inférieure), mort le 25 juin 1909 à Bègles (Gironde).

Député de l'Eure de 1885 à 1889.

(Voir première partie de la biographie dans ROBERT ET COUGNY, *Dictionnaire des Parlementaires*, t. V, p. 312.)

Léon Sevaistre se représenta aux élections de 1889 dans la circonscription de Louviers. Il fut, avec 6.866 voix sur 14.488 votants, battu par Thorel, élu avec 7.381 voix. Il ne fit plus acte de candidature désormais et se retira au Bec-Thomas, entre Elbeuf et Amfreville-la-Campagne. Puis, abandonnant la Normandie il vint faire de la viticulture en Gironde à Beychevelle et mourut le 25 juin 1909 à Bègles, à l'âge de 69 ans.

SEVÈNE (ALPHONSE), né le 6 juillet 1853 à Quimper (Finistère), mort le 24 mai 1928 à Lorient (Morbihan).

Député du Morbihan de 1919 à 1928

Né à Quimper, Alphonse Sevéne ne tarda pas à ressentir une vocation irrésistible pour l'océan et sa poésie. Après des études classiques, il succomba à la magie des voyages maritimes et de la vie militaire. C'est ainsi qu'il devint, après une période que nous connaissons mal — nous savons seulement qu'il se maria le 14 novembre 1882 et a un fils l'année suivante — capitaine de frégate. Revenu définitivement en Bretagne, ses amis lui conseillent de mettre son expérience, acquise au dur contact des réalités mondiales, au service de la Nation.

Le 16 novembre 1919, il est élu en deuxième position sur la liste d'union nationale des républicains indépendants et des conservateurs avec 45.919 voix sur 105.322 suffrages exprimés.

Il s'inscrit pour cette législature au groupe de l'entente républicaine démocratique. Membre de la commission de la marine militaire et de diverses commissions, il dépose de nombreux rapports sur des propositions de loi tendant à assurer une meilleure existence aux officiers de marine. Mais il s'intéresse aussi à l'économie de sa circonscription et réclame «... la création d'une puissante flotte commerciale et de pêche indispensable au relèvement économique du pays ».

Il s'occupe également avec passion du problème épineux des anciens combattants.

Récompensé de ses efforts, il est réélu le 11 mai 1924, en première position de la liste de la fédération républicaine indépendante. Sur 112.523 suffrages exprimés, le capitaine de frégate en retraite obtient les faveurs de 55.631 concitoyens. Inscrit au groupe de l'union républicaine démocratique, il est membre de la commission de la marine militaire, de la commission chargée d'examiner les projets ou propositions de loi relatifs à la mise en valeur du département de la Corse, et, ce qui est moins étonnant, de la commission du suffrage universel.

Par de très nombreuses interventions, il s'efforce de venir en aide aux populations du Morbihan et aux officiers de marine. Mais l'horizon de ses préoccupations est très vaste et à plusieurs reprises il se réjouit de la reprise des relations entre la France et le Vatican.

Alphonse Sevéne meurt le 24 mai 1928 à Lorient à 72 ans.

SEVER (JACQUES, NOËL, ALEXANDRE), né le 17 avril 1845 à Lille (Nord), mort le 21 juillet 1917 à Paris (15*).

Député du Nord de 1895 à 1898.

Après de brillantes études au lycée de Lille, Jacques Sever, dont le père tenait en cette ville, vers 1845, l'hôtel du « Singe d'Or », près du Théâtre, est admis à l'École polytechnique en 1865. Sous-lieutenant du Génie, il entre à l'École d'application de l'Artillerie et du Génie à Metz. Lieutenant en 1869, il est affecté au 3^e Régiment du Génie à Arras. En 1870, il sert au 2^e Régiment de Sapeurs-mineurs à l'Armée du Rhin. Fait prisonnier à Metz, il tente une évasion, ce qui lui vaut d'être interné à Hambourg le 29 octobre 1870. Après les hostilités, il revient en France le 5 avril 1871 et rejoint le 2^e Régiment du Génie à Montpellier. Il fait partie de l'armée

de Versailles et est promu capitaine le 15 mai 1871. Puis il prend part aux travaux de l'Ouest-algérien. De retour à Lille en 1876, il entre à l'École supérieure de guerre en janvier 1877. Deux ans plus tard, il est attaché à l'état-major du ministre de la Guerre. En 1880, il commande en second la mission du Haut-Sénégal. En 1881, il est officier d'ordonnance au cabinet du ministre de la Guerre — Campenon, puis Billot — et, en 1882, il est chef de bataillon. En février 1883, il entre au 2^e Bureau de l'état-major général. Il est ensuite attaché à Berne, puis chef d'état-major de la 16^e D.I. à Bourges, en juin 1887. Promu lieutenant-colonel le 19 octobre 1888, il devient chef d'état-major des troupes de l'Indochine, le 6 avril 1889, et le restera jusqu'au 31 mars 1890. A son retour en France, il est directeur du Génie à Limoges. Colonel depuis le 9 avril 1892, il préside la commission d'examen des inventions, le 10 juillet 1892.

Lors de l'élection partielle provoquée par le décès de Pierre Legrand, député de la 3^e circonscription de Lille, Jacques Sever, qui a adhéré au parti socialiste (fédération socialiste du Nord) en 1893, se porte candidat. Au premier tour, il n'obtient que 4.469 voix, sur 12.743 votants, contre 4.402 à Rogez et 3.929 à Ghesquière. Au second tour, le 11 août 1895, il l'emporte, avec 5.161 voix, sur 12.999 votants, contre 4.213 à Rogez et 3.561 à Ghesquière.

Il appartient à diverses commissions de la Chambre et s'intéresse surtout aux questions touchant l'armée. En particulier, il prend part à la discussion d'un projet de loi ayant pour objet d'autoriser le protectorat de l'Annam et du Tonkin à contracter un emprunt de 80 millions de francs pour liquider sa situation financière et exécuter un programme de travaux publics. Il participe également à la discussion d'un projet tendant à modifier les lois relatives au rengagement des sous-officiers, la loi relative à l'augmentation du nombre des décorations accordées aux armées de terre et de mer et la loi des cadres du 15 juillet 1893.

Au premier tour des élections de 1898, le 8 mai, il devance quelque peu son concurrent Rogez, mais ce dernier l'emporte au second tour, le 22 mai, avec 7.974 voix, sur 15.196 votants, contre 6.892 à Sever.

Dès le déclenchement de la première guerre mondiale et bien que dégagé de toute obligation militaire, il se met spontanément à la disposition du ministère de la Guerre et rend de grands services. Sur rapport de Millerand, ministre de la Guerre, et sur proposition du général Joffre, il est fait commandeur de la Légion d'honneur, le 2 décembre 1914. Il est alors en traitement à l'hôpital de Nancy, les fatigues de la campagne ayant eu raison d'une santé jusque-là solide.

Il meurt le 21 juillet 1917 à Paris.

SÉVÈRE (JOSEPH, Victor). né le 1^{er} novembre 1867 à Case Pilote (Martinique).

*Député de la Martinique
de 1906 à 1914, de 1924 à 1928
et de 1936 à 1942.*

Avocat à la Guyane, puis à Fort-de-France, conseiller général de la Guyane de 1893 à 1896, puis de la Martinique en 1889, maire de Fort-de-France en 1900, Victor Sévère se présenta aux élections de 1906 dans la 2^e circonscription de la Martinique. Sur 13.972 inscrits et 7.112 votants, il n'obtint au premier tour que 3.311 voix contre 3.476 à Clerc, mais devança ce dernier au deuxième tour par 4.773 voix contre 4.223, sur 9.030 votants.

Inscrit au groupe des radicaux-socialistes de la Chambre, il participe aux travaux de diverses commissions.

En 1907, il dépose un ordre du jour motivé à la suite de l'interpellation de M. Puech sur les scandales de la Guinée française. En 1909, il demande à interpellier le ministre des Colonies sur l'instruction du meurtre de M. Siger, maire de Fort-de-France. Il prend part à la discussion du projet et des propositions de loi concernant les conseils de guerre. La même année, il demande à interpellier le ministre des Colonies sur l'administration de la justice dans les colonies. Il adresse une question écrite à ce même ministre sur l'application outre-mer de la loi sur les accidents du travail et une seconde sur les faits relevés à la charge de l'administration du Congo.

Victor Sévère interviendra également dans la discussion des budgets des exercices 1907, 1908 et 1909.

Aux élections de 1910, Victor Sévère retrouve son siège à la Chambre des députés, obtenant 9.158 voix contre 5.450 à Duquesnoy et 33 à Dordléans, sur 25.266 inscrits et 14.409 votants.

Secrétaire du 8^e bureau et membre de diverses commissions, il dépose une proposition de loi tendant à dégrever les cafés et cacao des colonies françaises soumis au tarif général des douanes (1911); il est également l'auteur d'une proposition de loi relative au régime bancaire de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion et de la Guyane.

Pendant cette même législature, Victor Sévère rapportera un projet de loi relatif à l'établissement du régime douanier colonial. Il sera entendu dans la discussion du projet de loi concernant l'exploitation des services maritimes postaux entre la France, les Antilles et l'Amérique centrale. Il prend part également à la discussion du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1912 et à la discussion du projet de loi portant prorogation du privilège des banques coloniales. Il intervient dans la discussion de la proposition de loi adoptée par le Sénat ayant pour objet d'assurer le secret et la liberté du vote (1912). Il demande, comme rapporteur, la déclaration de l'urgence

du projet de loi relatif à l'établissement du régime douanier colonial et participe à la discussion du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1913.

Victor Sévère ne sollicitera à nouveau les suffrages de ses concitoyens que dix ans plus tard, aux élections de 1924. Il est élu sur la liste de l'Union républicaine avec Alcide Delmont, par 24.444 voix sur 51.833 inscrits, 39.994 votants et 11.839 abstentions (majorité absolue : 19.971), battant la liste du parti de l'entente républicaine.

Victor Sévère concentre son activité sur les travaux de la commission des comptes définitifs et des économies et de la commission de la marine militaire.

Les électeurs de la 1^{re} circonscription de la Martinique apportent à nouveau leurs suffrages à Victor Sévère aux élections de 1936. Le maire de Fort-de-France obtient au premier tour, sur 24.967 inscrits et 7.316 votants, 5.456 voix contre 1.355 à Lapompe. Il est élu au deuxième tour de scrutin par 7.888 voix sur 8.376 votants.

À la Chambre des députés, le représentant de la Martinique siège sur les bancs de la commission de l'Algérie, des colonies et des pays de protectorat.

En 1936, il rapporte le projet de loi rendant applicable à la Guadeloupe, à la Martinique et à la Réunion les deux lois du 4 juillet 1908 sur la liberté de la presse. L'année suivante, il signe une proposition de loi tendant à l'établissement de l'inscription maritime à la Martinique. Il rapporte le projet de loi modifiant la loi du 10 juillet 1931 autorisant les gouvernements de la Réunion, de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Guyane à contracter des emprunts.

En 1936 encore, il demande à interpellier le Gouvernement sur la politique sociale qu'il entend suivre aux colonies et sur les dispositions qu'il se propose de prendre pour y appliquer les lois sur les conventions collectives du travail, la limitation de la durée du travail et les congés payés. Il prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'exécution du plan de grands travaux destiné à lutter contre le chômage et à la discussion du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1937 et 1938.

Sévère ne prit pas part au vote du 10 juillet 1940 sur l'attribution des pouvoirs constituants au maréchal Pétain.

SEVERIANO DE HEREDIA (Seine) —
Voy. HEREDIA.

SEVESTRE (LOUIS, PIERRE), né le 20 août 1885 à Salers (Cantal).

Député de la Vienne de 1928 à 1932

Sevestre était docteur en médecine. Il fut maire de Maulay (Vienne) dès 1919, puis conseiller d'arrondissement de Loudun (Vienne) dont il présida l'assemblée jusqu'au rattachement de l'arrondissement de Loudun à la préfecture de Châtellerauld.

Lors de la déclaration de la guerre en 1914, il partit au 114^e régiment d'infanterie et fut gravement blessé en 1916.

Il fut élu à la Chambre des députés aux élections de 1928 au second tour de scrutin, avec 5.782 voix sur 16.912 votants, dans l'arrondissement de Loudun.

Ancien combattant, grand mutilé de guerre, Sevestre était un ardent défenseur de la paix. Il estimait que la paix ne pouvait être réalisée que dans la sécurité par le service militaire d'un an, dans la justice par la réparation, dans la loyauté par le respect des traités et dans l'arbitrage par la Société des Nations.

Médecin, Sevestre s'intéressait particulièrement aux problèmes de la santé publique et notamment à la lutte contre les fléaux sociaux tels le cancer et la tuberculose. Il lutait contre les taudis et pour l'hygiène de l'habitation.

Elu d'une circonscription rurale, il était particulièrement attentif aux problèmes de l'agriculture.

Dans une époque difficile sur le plan économique et financier, Sevestre était partisan d'une refonte du système fiscal sur des bases plus démocratiques, plus équitables et plus simples. Il demandait la convertibilité de la monnaie en or sur des bases nouvelles conciliant les intérêts du pays et ceux des diverses catégories de citoyens.

À la Chambre des députés, Sevestre fut membre de plusieurs commissions : commission d'assurance et de prévoyance sociales ; commission de l'hygiène ; commission des boissons ; commission des pensions civiles et militaires, et son activité en tant que parlementaire fut intense.

Il fut élu secrétaire de la Chambre des députés en 1931.

M. Sevestre était commandeur de la Légion d'honneur et titulaire de la Croix de guerre 1914-1918.

SEYDOUX (ALBERT), né le 25 octobre 1866 au Cateau (Nord), mort le 27 septembre 1918 à Paris (17^e).

Député du Nord de 1910 à 1918

Fils de Charles Seydoux, industriel dans le textile et président du Conseil général du Nord, Albert Seydoux s'établit comme industriel à sa sortie de l'École de Saint-Cyr.

Candidat malheureux aux élections de 1906, Albert Seydoux se présente à celles de 1910, sous l'étiquette de « républi-

cain ». Aux électeurs, il se déclare ennemi du collectivisme, partisan d'une répartition équitable des charges par une transformation progressive et continue des impôts, défenseur de la liberté la plus absolue en matière de religion. Il réclame, en outre, la suppression du privilège des bouilleurs de cru, l'amélioration des conditions d'existence des travailleurs, par un dégrèvement des objets de première nécessité et par l'encouragement de la mutualité, notamment.

Il est élu au premier tour, le 24 avril 1910, dans la 2^e circonscription de Cambrai, avec 12.063 voix contre 10.844 à Fiévet, député sortant, sur 27.617 inscrits. La même année, il est élu conseiller général du Nord.

À la Chambre, où il s'inscrit au groupe de l'Union républicaine, il appartient à la commission de l'armée, à la commission des économies, à la commission des pensions civiles et militaires.

Sa vocation initiale lui confère un intérêt certain pour tout ce qui touche à l'armée.

De nouveau candidat aux élections générales de 1914 dans la 2^e circonscription de Cambrai, Albert Seydoux est élu au premier tour, le 26 avril, avec 11.681 voix sur 23.095 votants, contre 10.998 à Plet.

Membre de la commission des mines, de la commission de contrôle des questions et projets se rattachant au ravitaillement et aux réquisitions, c'est surtout en tant que membre de la commission de l'armée, dont il deviendra vice-président, qu'il déploie une grande activité. Toujours passionné par toutes les questions relatives à l'armée, il poursuit inlassablement l'action qu'il a entreprise au cours de son premier mandat.

Il décède subitement à Paris le 27 septembre 1918, à la veille même du jour où les troupes alliées devaient reprendre son pays natal.

SEYNES (LÉONCE, JULES, Etienne de), né le 1^{er} août 1859 à Lasalle (Gard), mort le 2 mars 1930 à Salindres (Gard).

Député du Gard de 1919 à 1924

Comme beaucoup de ses camarades, Etienne de Seynes, ancien officier de la guerre de 1914, commandant de chasseurs alpins, blessé de guerre, officier de la Légion d'honneur, Croix de guerre sur le front, se sentit, la guerre terminée, attiré par la politique, non pas tellement pour faire carrière, car il atteignait déjà soixante et un ans, mais par souci de sauvegarder l'ampleur des sacrifices consentis envers la patrie.

Dès 1914, déjà, lorsque l'orage point, il présente sa candidature dans la 1^{re} circonscription du Gard. Le système électoral ne lui est pas favorable. Sur 19.929 inscrits et 15.625 votants, les abstentions se montant à 4.304, de Seynes

vient seulement en troisième position, derrière Mourier, 6.377 voix, et Devèze, 5.223 voix. Le vainqueur bénéficiait largement de sa position de conseiller général et de docteur en médecine.

Etienne de Seynes devint ensuite maire de Rousson. L'aurore de sa gloire toute récente, et un changement du système électoral vont favoriser sa vocation politique en 1919. La loi du 12 juillet 1919 a institué le scrutin de liste avec la représentation proportionnelle. Le Gard avait droit à six députés

Rien d'étonnant à trouver Etienne de Seynes sur une liste d'union nationale. Y figurent Eugène Magne, Pierre Joly, François de Ramel, Pierre de Cabissole qui ont été présents sur le front de guerre. Il s'agit pour eux de maintenir l'union sacrée.

Evidemment, éviter le retour de la chaîne guerre est un des premiers soucis de la liste d'union nationale : équilibrer l'Europe et la fortifier ; spécialiser l'armée ; développer les sociétés de préparation militaire. La France doit disposer d'une puissante armée de métier.

Les « propriétaires » qui figurent sur cette liste ne sauraient négliger les préoccupations sociales. Une des conditions de la paix sociale réside dans la destruction systématique de l'individualisme révolutionnaire, seul obstacle à la corporation. D'autre part, il est nécessaire d'unir le capital et le travail groupés dans l'intérêt commun. La participation aux bénéfices sera équitable. L'ouvrier accèdera à la propriété. Diverses lois sociales amélioreront la condition ouvrière.

Les électeurs semblent séduits par ce programme car, le 16 novembre 1919, la liste d'union nationale l'emporte. De Seynes, maire et propriétaire, recueille 27.267 voix sur 121.649 inscrits, 83.815 votants, 37.384 abstentions et 925 bulletins blancs ou nuls. De Seynes est élu et, à la Chambre, il s'inscrit au groupe des indépendants.

Membre de diverses commissions, dont celle de l'Algérie, des colonies et des protectorats, Etienne de Seynes s'intéresse surtout à la vie locale de son arrondissement et aide ses électeurs.

Mais ceux-ci ne paraissent pas y être sensibles. Aux élections de 1924, sur 116.026 inscrits, 93.956 votants et 22.070 abstentions, avec 665 bulletins blancs, de Seynes recueille seulement 28.466 suffrages, pas assez pour être élu. Il se représentera en 1928. Le changement de scrutin ne lui est pas plus favorable. Etienne de Seynes se maintient au second tour. Au premier, sur 19.403 inscrits, 15.803 votants, 1.890 voix se regroupent sur son nom. Il se place après Béchard (5.117 voix), Castanet (3.617 voix) et Richard Ducros (2.369 voix). Au second, il vient en troisième position, après Castanet (7.426 voix), Béchard (6.133 voix) mais il a encore perdu des voix : 1.809.

Il meurt deux ans plus tard le 2 mars 1930 à Salindres (Gard).

SIBILLE (Maurice, Maurice), né le 21 mai 1847 à Nantes (Loire-Inférieure), mort le 26 juillet 1932 à Paris (7°).

*Député de la Loire-Inférieure
de 1889 à 1932.*

Fils d'un avoué, conseiller municipal, adjoint au maire de Nantes, Maurice Sibille fut d'abord reçu au concours de l'École des mines, mais renonçant à la carrière d'ingénieur, il entreprit des études juridiques pour devenir avocat. Pendant la guerre de 1870. Il fit campagne comme lieutenant d'artillerie. A la fin des hostilités, il s'inscrivit au barreau de sa ville natale et s'intéressa très tôt aux affaires publiques.

Conseiller d'arrondissement en 1875, conseiller général représentant le 5^e canton de Nantes en 1880, Maurice Sibille avait 42 ans quand il brigua les suffrages des électeurs de la 1^{re} circonscription nantaise.

Le 6 octobre 1889, il est élu au second tour de scrutin par 6.898 voix contre 5.798 à Sosthène Vivier, candidat de la droite, sur 12.828 votants.

Membre de diverses commissions et du conseil supérieur du travail, siégeant parmi les républicains de gauche, Maurice Sibille est rapporteur de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants et des femmes dans les établissements industriels. En outre, il intervient dans les discussions budgétaires, notamment en matière d'agriculture et d'instruction publique.

Réélu député en 1893 — il le sera d'ailleurs constamment jusqu'en 1932 — par 6.590 voix contre 2.660 à Brunellière sur 11.641 votants, il s'intéresse plus particulièrement durant ce second mandat aux questions sociales. Il siège aussi au comité de l'Exposition de 1900.

Aux renouvellements de 1898, 1902 et 1906, Maurice Sibille l'emporte sur le même concurrent que précédemment à des majorités croissantes : 6.711 voix contre 5.753, 8.815 contre 5.866 et 9.408 contre 4.627.

Siégeant à présent à la commission du budget, il est nommé rapporteur spécial du budget des travaux publics pour les chemins de fer de l'Etat. Mais, à titre personnel, il intervient aussi sur l'assistance aux vieillards et sur le repos hebdomadaire. Il prend désormais une part très active aux travaux de la Chambre. En désaccord avec la politique du Bloc, il refuse la confiance au ministère Combes (4 novembre 1904), mais soutient néanmoins le ministère Clemenceau (6 avril et 12 juin 1908).

En 1910, candidat cette fois-ci dans la 2^e circonscription de Nantes, il l'emporte le 24 avril sur Rivaud par 7.292 voix contre 2.783 pour 12.542 votants.

Membre de la commission des travaux publics, il n'est inscrit à aucun groupe et s'élève avec force contre une proposition de résolution tendant à faire nommer les membres des commissions par les bureaux des partis.

Dans le même esprit, il se prononce en faveur de la représentation des minorités (1^{er} juillet 1912) dans la longue bataille qui divise le monde parlementaire en partisans et adversaires de la représentation proportionnelle. Mais bientôt un autre débat va occuper la scène politique et servir de thème aux élections législatives de 1914 : la loi militaire adoptée par la Chambre le 14 juillet 1913. Le 10 mai 1914, il ne l'emporte qu'au second tour de scrutin par 6.625 voix contre 4.047 à M. Chastellier sur 10.748 votants.

Les élections de 1919 ont lieu au scrutin de liste. Dans la 1^{re} circonscription de la Loire-Inférieure, Maurice Sibille est élu, le 16 novembre, à la plus forte moyenne avec 24.515 suffrages sur la liste de l'union des républicains, qui compte deux autres élus de marque, Briand et Guist'hau.

Président de la commission des travaux publics et des moyens de communication, membre de la commission des affaires étrangères, il intervient essentiellement lors des discussions budgétaires. De 1922 à 1924, il ne cesse de soutenir la politique de Poincaré revenu à la tête du gouvernement.

Réélu le 11 mai 1924 au quotient électoral par 32.265 voix sur 75.668 suffrages exprimés, Maurice Sibille fait partie des mêmes commissions que précédemment. Mais les relations extérieures l'absorbent davantage et, en tant que délégué de la France aux conférences de Paris, de Barcelone, de Berne et de Genève, il signe plusieurs accords internationaux relatifs aux transports. Sur le plan intérieur, il affirme la nécessité d'une politique d'assainissement financier et monétaire. Aussi est-il conduit à déposer le 9 février 1928 un ordre du jour de confiance à Poincaré, que la Chambre adopte par 370 voix contre 131.

Le scrutin uninominal ayant été rétabli en 1927, Maurice Sibille retrouve ses électeurs de la 2^e circonscription de Nantes, qui lui accordent, dès le premier tour, le 22 avril 1928, 8.183 suffrages contre 5.835 à Le Roux sur 15.964 votants. Doyen d'âge de la nouvelle Chambre, il préside les séances lors des renouvellements du bureau. A ce titre, il prononce le 3 janvier 1931 l'éloge funèbre du maréchal Joffre et le 13 janvier, pour l'ouverture de la session, une allocution de pensée élevée où il évoque la crise économique mondiale. Elu vice-président de la Chambre le 14 janvier 1932, il démissionne peu après.

Le 26 juillet 1932, Maurice Sibille, qui ne s'était pas représenté aux élections législatives du mois de mai précédent, meurt à Paris, à l'âge de 85 ans, après avoir siégé sans interruption au Palais-Bourbon pendant 43 ans.

SIBOUR (Gard). — Voy **BONNEFOY-SIBOUR**.

SIBUÉ (LOUIS, CAMILLE), né le 31 octobre 1902 à Saint-Jean-de-Maurienne (Savoie).

Député de la Savoie de 1936 à 1942

Ses études le conduisirent au certificat d'aptitude au professorat des écoles normales et il exerça les fonctions de professeur à l'école normale d'instituteurs d'Albertville.

Sa carrière politique commença par son élection au conseil municipal de Saint-Jean-de-Maurienne et au conseil général de la Savoie où il occupa la vice-présidence.

Aux élections générales du 26 avril 1936, Louis Sibué se présenta sous l'étiquette S.F.I.O dans la circonscription de Saint-Jean-de-Maurienne.

Il fut élu au second tour par 5.440 voix sur 10.505 votants contre 4.867 à Falcoz.

Au cours de cette législature, Louis Sibué fut nommé membre de la commission de l'Alsace et de la Lorraine, de la commission des douanes et des conventions commerciales, de la commission des travaux publics et des moyens de communication.

En 1937, il participe à la discussion d'un projet de loi portant ouverture d'un crédit extraordinaire pour secours aux victimes des calamités publiques.

Le 14 juin 1938, il demande à interpellier sur l'expropriation par le gouvernement des biens situés dans la région du Mont-Cenis et le versement d'une indemnité aux expropriés.

Louis Sibué prend part à la discussion du budget des Affaires étrangères et dépose un amendement concernant les prétentions italiennes sur la Savoie et la surveillance des agissements d'un certain nombre d'étrangers en Savoie.

Il intervient dans la discussion d'interpellations relatives à la politique extérieure du gouvernement le 13 janvier 1939.

Le 10 juillet 1940, il accorde au maréchal Pétain les pouvoirs constituants demandés par celui-ci.

SIBUET (JEAN), né le 14 septembre 1856 à Saint-Vital (Savoie), mort le 4 décembre 1934 à Saint-Vital

Député de la Savoie de 1914 à 1924.

Né le 14 septembre 1856 à Saint-Vital, Jean Sibuet était fils d'agriculteurs et tenait à se présenter comme tel aux suffrages des électeurs.

Très attaché au monde rural, il commença sa carrière publique comme maire de Saint-Vital, puis fut élu conseiller général du canton de Grésy-sur-Isère.

Il était âgé de 57 ans lorsqu'il brigua pour la première fois un mandat parlementaire dans la circonscription d'Albertville. Il fut élu le 20 mai 1914 au

second tour de scrutin par 4 278 voix contre 4 113 à Chautemps, député sortant, sur 8 448 votants. Au cours de ce premier mandat, il siégea au sein de la commission des comptes définitifs.

Il se représenta aux élections de 1919 sur la liste républicaine indépendante et fut élu le 16 novembre, à la plus forte moyenne, par 18 964 voix sur 50 713 votants, avec Delachenal, Richaud et Léfle. La liste du parti socialiste unifié et la liste républicaine des anciens combattants n'obtinrent aucun siège, seule celle d'union républicaine fut représentée par Borrel.

Député d'une rare discrétion, il se contenta d'appartenir à la commission des comptes définitifs et n'aborda jamais la tribune.

Aux élections du 11 mai 1924, il ne se représenta pas.

Jean Sibuet mourut le 4 décembre 1934 à Saint-Vital.

SICARD (MARTIAL, LAURENT), né le 5 avril 1848 à Digne (Basses-Alpes), mort le 5 août 1923 à Forcalquier (Basses-Alpes).

*Député des Basses-Alpes
de 1895 à 1902.*

Après avoir fait ses études de droit à la faculté d'Aix, Martial Sicard s'établit comme avoué à Forcalquier. Il débuta dans la vie politique comme maire de cette ville le 15 mai 1892. En juillet de la même année, il entra au conseil général des Basses-Alpes.

Lorsque le député de l'arrondissement, Fruchier, fut appelé à siéger au Sénat, Martial Sicard fut désigné comme candidat par les groupes républicains. Il fut élu député des Basses-Alpes le 8 décembre 1895 après une lutte très vive, par 3 520 voix contre 3 193 à Turin, radical-socialiste.

Il fit partie de plusieurs commissions : de la législation criminelle, d'initiative parlementaire, des comptes, des pétitions, du code civil.

Inscrit au groupe des républicains progressistes, membre du groupe agricole séricicole et du groupe de défense des intérêts de la petite et de la moyenne culture, il s'intéressa tout particulièrement à l'amélioration de la carrière des brigadiers et garde-forestiers, à la simplification du tableau des douanes sur les vins, à l'amélioration de la sériciculture (1897), à l'achèvement du canal de Manosque, à l'entretien des routes nationales, à la suppression des directeurs régionaux des contributions indirectes (1898), à la libre vaccination des porcs contre le rouget, à l'endigement de la Durance.

Il fut réélu le 8 mai 1898, au premier tour de scrutin, par 4 217 voix contre 2 490 à Turin sur 9 853 inscrits.

Ses interventions demeurèrent aussi variées. C'est ainsi qu'il demanda la création d'une agence consulaire au Paraguay, obtint pour les facteurs ruraux la substitution du traitement fixe au traitement kilométrique (1899), obtint encore la suppression des formules de patentes et réussit à faire titulariser les agents temporaires du service de l'hydraulique agricole.

Il approuva évidemment le projet de loi tendant à venir en aide aux communes des Basses-Alpes victimes des froids tardifs de 1899 et intervint dans la discussion du projet de loi tendant à autoriser plusieurs villes à contracter des emprunts (1899). Il présenta des observations sur le projet de résolution relatif aux dépenses de la Chambre pour l'exercice 1902 et demanda la suppression des conseils de préfecture.

Lors des discussions budgétaires, il donna son avis sur les chemins vicinaux, l'inspection des pharmacies, les primes à la sériciculture, le reboisement des chênes truffiers des forêts alpines. L'inspection du travail dans l'industrie, la suppléance des instituteurs malades, les écoles d'adulte, le transport des déchets par voie de terre.

Mais aux élections des 27 avril et 11 mai 1902, il fut battu au premier tour de scrutin par Defarge, maire de Manosque, conseiller général, par 4 543 voix contre 3 581.

Martial Sicard se consacra dès lors uniquement à ses fonctions d'avoué, ce qui ne l'empêcha pas de publier en 1905 un livre sur *Les officiers généraux bas-alpins de terre et de mer depuis 1700 jusqu'à nos jours*.

Il mourut à Forcalquier à l'âge de 75 ans.

SIEGFRIED (JULES), né le 12 février 1837 à Mulhouse (Haut-Rhin), mort le 26 septembre 1922 au Havre (Seine-Inférieure).

*Député de la Seine-Inférieure
de 1885 à 1897.*

*Sénateur de la Seine-Inférieure
de 1897 à 1900.*

*Député de la Seine-Inférieure
de 1902 à 1922.*

*Ministre du Commerce et de l'Industrie
du 8 décembre 1892 au 10 janvier 1893.*

*Ministre du Commerce, de l'Industrie
et des Colonies, du 11 janvier
au 30 mars 1893.*

(Voir première partie de la biographie dans ROBERT ET COGNAT, *Dictionnaire des Parlementaires*, t. V, p. 316.)

Aux élections législatives du 22 septembre 1889, Jules Siegfried est réélu député du Havre par 6 846 voix sur 10 253 votants. Au renouvellement du 20 août 1893, il obtient le même succès avec 6 334 voix sur 9 963 votants.

Des élections sénatoriales ont lieu le 8 août 1897 pour pourvoir au siège de Paul Casimir-Périer, décédé. Jules Siegfried s'y présente et obtient 1 020 voix sur 1 480 votants. C'est un triomphe qui n'aura pas de suite. Le renouvellement triennal de 1900 ne lui est pas favorable en raison de sa campagne en faveur de la révision du procès Dreyfus : il n'obtient que 676 voix sur 1 480 votants.

Cependant, les électeurs du Havre le feront rentrer à la Chambre aux élections du 11 mai 1902 où il bat le député sortant Rispal, au second tour, par 6 520 voix sur 12 192 votants. Jules Siegfried conservera son siège jusqu'à sa mort, en 1922.

L'activité parlementaire de Jules Siegfried est considérable, à la tribune naturellement mais surtout dans les commissions dont il fut membre : budget, douanes, colonies, commerce, législation sociale. Il se faisait écouter en raison de sa compétence et de l'autorité qu'il s'était acquise dans le milieu des affaires. Pour lui, le budget de l'Etat devait ressembler à celui d'une maison de commerce bien gérée. C'est d'ailleurs une comparaison que son fils André Siegfried, de l'Académie française, rapporte dans l'ouvrage qu'il lui consacra.

En 1892, il est rapporteur du projet de loi sur la Marine marchande. Dès 1890, chargé de rapporter le budget du ministère du Commerce, Jules Siegfried s'inquiète de l'expansion commerciale allemande, déplore l'insuffisance de notre enseignement commercial. Il crut trouver le moyen de mettre en pratique les solutions qu'il préconisait lorsque le président du Conseil, Ribot, lui offre le portefeuille du Commerce et de l'Industrie en décembre 1892.

Il n'eut guère le temps de mener une action d'envergure puisque son passage au ministère dura quatre mois. Il fit cependant adopter les projets de loi sur la marine marchande et l'arbitrage entre patrons et ouvriers.

Comme maire du Havre, Jules Siegfried avait doté sa ville du premier bureau municipal d'hygiène qui existait en France, vingt-trois ans avant que la loi de 1902 sur la protection de la santé publique en fit obligation pour les villes de plus de 20 000 habitants. Dans le domaine social, son activité parlementaire est étroitement liée à son action municipale et nationale.

Il était particulièrement fier de son œuvre en faveur du logement des travailleurs. Dès sa réélection en 1889, il s'était donné pour tâche de doter les sociétés de construction d'avantages que ne prévoyait pas la loi de 1867 sur les sociétés anonymes. A son initiative, une société française d'habitations à bon marché est créée et reconnue d'utilité publique le 29 mars 1890. Il dépose le 5 mars 1892 une proposition de loi — qu'il rapporte le 29 octobre suivant — et qui devient la loi du 30 novembre 1894. Cette loi accordait aux constructeurs d'habitations à bon marché des exemptions d'impôt et des facilités de prêts à des taux réduits auprès de la Caisse des dépôts. Le 11 mars 1897, Jules

Siegfried avait proposé à la Chambre d'étendre le bénéfice de la loi de 1894 aux petits domaines ruraux. La loi devint la loi Ribot du 10 avril 1908 qui fait de la société de crédit intermédiaire obligatoire entre la Caisse des dépôts et les sociétés de construction. La loi de 1894 fut modifiée en 1906 et en 1912. Chaque fois, Jules Siegfried suivit de très près les progrès de la législation.

Dans le domaine de l'hygiène publique et de l'urbanisme, il eut également une action déterminante. Pour la première fois en 1889 et à l'initiative d'un comité présidé par Jules Siegfried, une exposition universelle, celle de Paris, avait accueilli une exposition d'économie sociale qui devait donner naissance au Musée social fondé par le comte de Chambrun en 1894 et dont Jules Siegfried présida le comité de direction jusqu'à sa mort.

Jules Siegfried était devenu le doyen d'âge de la Chambre qu'il présida à ce titre et pour la première fois le 8 janvier 1918, rappelant dans son allocution que l'Alsace était restée profondément française. Le 14 janvier 1919, il a la grande joie de célébrer la victoire du haut de la tribune présidentielle. Le 8 décembre 1919, en sa qualité d'Alsacien, il reçoit en séance les députés d'Alsace et de Lorraine appelés à siéger pour la première fois après les élections de 1919. Les 11 janvier 1921 et 10 janvier 1922, Jules Siegfried occupa encore le fauteuil de la présidence d'âge.

Agé de 85 ans, il mourut le 26 septembre 1922 au Havre.

Parmi son œuvre écrite, citons : *La misère, son histoire, ses causes, ses remèdes* (1877), et *Les Habitations à bon marché* (1904). De 1903 à sa mort, il a présidé le conseil d'administration de l'École alsacienne.

SIGALLAS (LOUIS, FRANÇOIS), né le 19 avril 1850 au Plan-de-la-Tour (Var), mort le 2 avril 1925 au Plan-de-la-Tour.

Sénateur du Var de 1900 à 1909.

Fils de médecin installé au Plan-de-la-Tour, Louis Sigallas fit ses études secondaires au collège de Draguignan et au lycée de Marseille. Etudiant à la Faculté de médecine de cette ville quand éclata la guerre de 1870, il s'engage et fait la campagne dans l'armée de la Loire. Il passe sa thèse en 1875. On lui doit un ouvrage sur l'éclampsie puerpérale.

De bonne heure, il s'intéresse à la politique. Etudiant, il fait partie du comité de la gauche républicaine qui soutient la candidature de Gambetta à Marseille. Il est élu maire de Plan-de-la-Tour en 1883, conseiller général du canton de Grimaud en 1883, 1885, 1895, 1899.

Président du Conseil général, il se présente une première fois, sans succès, à une élection sénatoriale partielle en 1898. Il est élu au Sénat deux ans plus tard, le 27 janvier 1900, par 374 voix sur 472 votants.

Louis Sigallas siège au Luxembourg sur les bancs de la gauche démocratique et fait partie du groupe des médecins. Il sera, au cours de sa carrière parlementaire, membre de plusieurs commissions, notamment celle d'intérêt local. Il intervient dans la discussion du budget de 1902 contre les mesures proposées par le gouvernement envers les bouilleurs de cru ; pour déposer et défendre une proposition de résolution, qui est adoptée, sur la réglementation des eaux de la Durance ; dans la discussion du budget de l'Agriculture sur l'aménagement du lac d'Allos. En 1905, on relève ses votes pour la séparation des Eglises et de l'Etat, contre le concordat, pour les 20 jours. Appuyé par un vœu du conseil général du Var, dans la discussion du budget de 1907, il demande le relèvement de l'indemnité parlementaire. Dans la discussion du budget des Travaux publics pour 1908, il réclame des travaux d'aménagement des ports de Saint-Raphaël, Saint-Tropez et Sainte-Maxime. Dans la discussion du budget de l'Agriculture, il parle sur la répression des fraudes en matière de boissons. Il demande des subventions pour les chemins de fer d'intérêt local et des tramways lors des débats du budget des Finances.

Aux élections de 1909, Louis Sigallas n'est pas réélu. Il n'obtient que 115 voix sur 484 votants. Il consacre désormais toute son activité à sa commune natale du Plan-de-la-Tour où il meurt le 2 avril 1925, dans sa 75^e année.

SIGNARD (MAURICE, EUGÈNE), né le 3 août 1840 à Bléneau (Yonne), mort le 13 novembre 1903 à Gray (Haute-Saône).

*Député de la Haute-Saône
de 1889 à 1897.*

*Sénateur de la Haute-Saône
de 1897 à 1900 et en 1903.*

Fils du docteur Joseph Signard, à qui ses idées républicaines valurent des démêlés avec le gouvernement de l'Empire, il était aussi le neveu d'un ancien commissaire du gouvernement provisoire, représentant à l'Assemblée législative et victime du coup d'Etat du 2 décembre.

Docteur en médecine de la Faculté de Paris, Maurice Signard s'établit médecin à Gray. Il est chirurgien de l'hôpital, médecin du collège et de la maison d'arrêt.

Il fait la guerre de 1870-1871 comme médecin-major des mobilisés de la Haute-Saône.

Il collabore à *l'Indépendant* de la Haute-Saône, premier journal républicain à paraître dans le département après la chute de l'Empire. Il est élu conseiller municipal en 1874, maire en 1882 et il

le restera jusqu'à sa mort. Administrateur avisé, il réalisera dans sa commune d'importants travaux d'édilité.

Figure marquante du parti républicain dans le département, Maurice Signard est élu conseiller général en 1887 puis président de l'Assemblée départementale.

Candidat aux élections législatives en 1891 sous l'étiquette de la gauche républicaine, il est élu député par 9.624 voix contre 8.576 au candidat boulangiste et réélu en 1893 par 8.245 voix contre 6.872 au même adversaire.

A la Chambre, il est membre de plusieurs commissions, notamment de la commission des finances au nom de laquelle il rapporte de très nombreux textes fiscaux. Il intervient en 1896 en faveur des sinistrés de son département et prononce, la même année, une intervention remarquée dans la discussion du projet de loi tendant à la suppression de la publicité des exécutions capitales. Ses votes pour le dégrèvement de l'impôt foncier, l'établissement de l'impôt sur le revenu, les syndicats, le crédit agricole, témoignent de ses préoccupations sociales.

Maurice Signard est élu au Sénat le 3 janvier 1897, par 481 voix contre 871.

On relève à la tribune du Luxembourg ses interventions dans la discussion de l'interpellation sur l'épidémie de typhoïde à la garnison de Lure en 1898.

Il meurt à Gray le 13 novembre 1903, frappé dans la rue par une crise d'apoplexie. Il était âgé de 62 ans.

SIGRIST (JOSEPH), né le 26 avril 1885 à Andlau (Bas-Rhin).

*Sénateur du Bas-Rhin
de 1936 à 1944.*

Issu d'une vieille famille paysanne alsacienne, Joseph Sigrist était viticulteur. Conseiller municipal, adjoint au maire, conseiller d'arrondissement, membre du comice agricole de Sélestat et secrétaire du bureau de la Chambre d'agriculture du Bas-Rhin, il est élu au Sénat en 1936, au second tour, par 642 voix sur 1.240 suffrages exprimés. Il avait fait campagne sur le programme de l'union populaire républicaine alsacienne.

Au Luxembourg, il ne fera partie d'aucun groupe. Il est membre des commissions de l'enseignement, de l'administration générale et du commerce. Il intervient, au cours des débats, sur les questions agricoles : industrie des pâtes à papier, office national du blé, revalorisation du bois, allocations familiales agricoles, caisse nationale des calamités agricoles. On note également des interventions dans la discussion du projet de loi sur l'enseignement primaire, le projet de loi sur la mise à la retraite par ancienneté, enfin sur différents budgets. Il dépose en 1938 une demande d'interpellation sur la situation démographique.

A l'Assemblée nationale du 10 juillet 1940, Sigrist ne prend pas part au vote sur le projet de loi constitutionnel.

SILBERMANN (JOSEPH, HENRI, SÉBAS-
TIEN), né le 14 juillet 1875 à Spechbach-
le-Haut (Haut-Rhin).

Député du Haut-Rhin de 1924 à 1928

Issu d'une famille de vieille souche alsacienne, Joseph Silbermann poursuivit des études agricoles et fut propriétaire cultivateur.

Il occupa une place importante dans l'organisation agricole de l'Alsace et collabora à la presse agricole d'Alsace et de Lorraine.

Maire de Spechbach-le-Haut, il entra en 1921 au conseil d'arrondissement d'Altkirch et en 1922 au conseil général du Haut-Rhin.

Il est âgé de 48 ans lorsqu'il est élu député le 11 mai 1924, inscrit sur la liste de l'Alliance républicaine, par 59.099 voix (134.986 inscrits, 113.830 votants).

Le 22 avril 1928, le scrutin d'arrondissement ne lui est pas favorable. Dans la circonscription d'Altkirch, il obtient au premier tour 3.931 voix contre 5.110 à Eugène Ricklin, et au deuxième tour 4.513 voix contre 7.741 à son heureux adversaire.

A la Chambre, Joseph Silbermann est inscrit au groupe de l'entente des républicains démocrates et fait preuve d'une très grande activité au sein de la commission de l'agriculture et de la commission d'Alsace-Lorraine, commissions auxquelles ses compétences le destinaient plus particulièrement.

Auteur de diverses propositions de loi (exercice du droit de chasse, dommages de guerre, affectation des immeubles militaires inutilisés, réparation des dégâts causés par les sangliers), il présenta de nombreux rapports (rattachement au ministère du travail de l'office régional de statistique d'Alsace et de Lorraine; organisation et exploitation de services réguliers de transports) et prend part à des discussions (budget de l'exercice 1925, régions libérées, enseignement du français aux adultes, dommages de guerre, avances aux sinistrés et main-d'œuvre agricole).

Il nourrit une sollicitude particulière pour sa région et pour tout ce qui touchait à l'agriculture.

SILHOL (FRANÇOIS, JOSEPH, LOUIS,
EMILE, Alfred), né le 12 octobre 1829 à
Saint-Ambroix (Gard), mort le 29 janvier
1912 à Paris (8^e).

Député du Gard de 1881 à 1885.

Sénateur du Gard de 1894 à 1902.

(Voir première partie de la biographie dans ROBERT ET COUGNY, *Dictionnaire des Parlementaires*, t. V, p. 318.)

En 1889, les élections législatives ayant lieu au scrutin uninominal, Silhol se pré-

sente dans la 2^e circonscription d'Alais contre F. de Ramel. Le 22 septembre, le catholique conservateur l'emporte par 9.389 voix contre 6.130 au protestant républicain et 1.954 au « révisionniste » Audibert, sur 17.558 votants.

Silhol n'affrontera plus le suffrage direct. Il laisse ainsi passer les élections générales d'août 1893 pour se présenter aux élections sénatoriales du 7 janvier 1894. Il est alors élu, et seul élu, au premier tour par 429 voix sur 834 suffrages exprimés. Le second tour confirmera la défaite des trois sortants.

Mais le 4 janvier 1903, ce sera au sortant Silhol de connaître la défaite. Au premier tour, ses deux collègues Desmons et Bonnefoy-Sibour sont réélus par 487 et 421 voix. Sur 827 suffrages exprimés, il n'obtient, lui, que 277 voix, venant derrière Crémieux qui en recueille 391 et sera élu au second tour avec 489 voix. Silhol doit se contenter de 308 suffrages et il ne se représentera pas au renouvellement de 1912, qui ne précède d'ailleurs sa mort que de quelques jours.

Au Sénat, l'activité de Silhol fut assez importante et diverse. On le voit, dès 1894, président de la commission chargée d'examiner la proposition de loi Bérranger sur la prostitution. En 1895, il travaille au sein de la commission qui s'occupe de la proposition de loi Marcel Barthe destinée à prévenir les conflits entre le Sénat et la Chambre des députés. Il intervient plusieurs années de suite dans un long débat sur la responsabilité des accidents du travail. En 1897, il est rapporteur d'un texte sur les congés militaires agricoles et préside diverses commissions : celle sur le traité de commerce franco-japonais, sur le cautionnement des receveurs d'octroi, sur la convention franco-brésilienne relative à la frontière de la Guyane, sur le traitement des députés, sur le traitement des instituteurs. En 1900, nouvelle présidence de commission pour la retenue sur les doubles livrets de caisses d'épargne. 1901 le voit présider une dernière commission : celle qui examine la proposition créant le 7^e arrondissement de Lyon. Silhol s'est d'ailleurs toujours intéressé de près aux affaires locales, qu'il s'agisse d'emprunts, d'octroi ou de limites communales.

Mais c'était alors la grande époque du chemin de fer et Silhol fut un considérable sidérodromophile : il se chargeait pratiquement de tous les rapports sur les créations de lignes, du tramway de Pierrefitte à Cauterets, à la voie étroite de Plouider à Plouescat, en passant par la crémaillère de Laon.

Les intérêts plus locaux de la sériciculture trouvèrent en lui un bon défenseur. Une de ses toutes dernières interventions fut, en 1902, celle qu'il fit comme rapporteur d'un texte douanier sur les pierres à aiguiser, à polir et à affûter.

Il mourut âgé de 83 ans, le 29 janvier 1912, à son domicile parisien avenue Vélasquez.

SILVA (CLÉMENT, CLAUDE, JEAN, JOSEPH), né le 7 février 1819 à Chambéry (Savoie), mort le 22 septembre 1907 à Saint-Julien-en-Genevois (Savoie).

Représentant de la Haute-Savoie de 1871 à 1876.

Député de la Haute-Savoie de 1876 à 1877.

(Voir première partie de la biographie dans ROBERT ET COUGNY, *Dictionnaire des Parlementaires*, t. V, p. 319.)

Après son échec de 1877, Silva entreprit une carrière consulaire qui le mena de Coni en 1878 à Cagliari en 1880 et à Lisbonne en 1885, où il devint consul général; il fut mis à la retraite le 31 décembre 1888.

Il se retira alors dans sa propriété de Saint-Julien-en-Genevois, où il mourut à l'âge de 88 ans le 22 septembre 1907.

Chevalier de la Légion d'honneur, il était en outre commandeur de l'ordre du Christ du Portugal.

SILVESTRE (LÉON, AUGUSTE, VICTOR), né le 21 juillet 1896 à la Tour-d'Aigues (Vaucluse).

Député du Gard de 1932 à 1942.

Professeur de collège, militant S.F.I.O., Léon Silvestre fut élu, aux élections des 1^{er} mai et 8 mai 1932, député du Gard, dans la 2^e circonscription de Nîmes, par 9.512 voix sur 21.378 inscrits, son principal concurrent, Mollion, n'obtenant que 6.399 voix.

Léon Silvestre fit partie de plusieurs commissions : des boissons (1932), des douanes et des conventions commerciales (1933, 1934), de la marine militaire (1933), de la commission d'enquête chargée de rechercher toutes les responsabilités encourues à puis l'origine des affaires Stavisky (1934), de la commission du suffrage universel (1935).

Il déposa deux propositions de loi, l'une tendant à la suppression des « piquettes » (1933), l'autre destinée à réparer les ruines causées par les inondations du Rhône (1935), et une proposition de résolution pour inviter le gouvernement à accorder des délais pour le paiement de leurs impôts aux contribuables victimes des inondations.

Il fut chargé du rapport sur la proposition de résolution de Barthe tendant à permettre aux vignerons privés de récolte de continuer la culture de leur domaine au moyen d'avances consenties à faible intérêt (1932) et du rapport sur la proposition de loi de Tasso tendant à modifier le décret fixant les caractéristiques des liqueurs similaires d'absinthe.

De même, au cours des discussions budgétaires, il fit part de ses préoccupations sur les calamités agricoles et l'assainissement du marché du vin.

Réélu aux élections générales des 26 avril et 3 mai 1936 par 10.780 voix contre 6.697 à Mollion sur 22.138 inscrits, il devint membre de la commission des affaires étrangères (1936 et 1938), de la commission des boissons (1936) et de la commission du suffrage universel (1936).

Il déposa alors une proposition de loi tendant à réduire la taxe sur les tracteurs agricoles (1937) et fut chargé de plusieurs rapports : sur la proposition de résolution de Barthe tendant à réduire le droit de circulation sur les boissons hygiéniques, sur la proposition de résolution de Barthe relative aux facilités à accorder aux viticulteurs pour le financement de leurs récoltes, sur la proposition de loi de Mendès-France ayant pour objet d'instituer le vote par correspondance. Il prit part à la discussion d'un projet de loi concernant la réforme fiscale (1936) et d'un projet de loi tendant à régler les rapports entre producteurs agricoles, commerçants et industriels, et intervint dans la discussion d'une proposition de résolution tendant à instituer la représentation proportionnelle (1939).

Le 10 juillet 1940, il vota les pleins pouvoirs au maréchal Pétain.

Il revint alors à l'enseignement.

SILVESTRE (ZÉPHIRIN), né le 28 mai 1838 à Cabrières-d'Avignon (Vaucluse), mort le 8 mai 1896 à Cabrières-d'Avignon.

Député du Vaucluse de 1877 à 1878.

(Voir première partie de la biographie dans ROBERT ET COUGNY, *Dictionnaire des Parlementaires*, t. V, p. 319.)

Après l'échec de son invalidation, Zéphirin Silvestre ne fit plus acte de candidature et mourut le 8 mai 1896 à Cabrières-d'Avignon à l'âge de 58 ans.

SIMON (AMAURY, JOSEPH), né le 27 mai 1842 à Redon (Ille-et-Vilaine), mort le 19 mai 1912 à Mantes (Seine-et-Oise).

Député de la Loire-Inférieure de 1893 à 1898.

Ancien capitaine de mobiles pendant la guerre de 1870, conseiller général de la Loire-Inférieure et maire de Saint-Nicolas-de-Redon, Amaury Simon était en outre membre de la chambre de commerce de Nantes. Candidat malheureux aux élections législatives de 1889 dans la 2^e circonscription de Saint-Nazaire contre de Lareinty, il se représenta en

1893 dans la même circonscription et le 20 août, dès le premier tour, il battit le député sortant par 8 436 voix contre 7 637 sur 16 182 votants.

Dans la profession de foi adressée à ses électeurs, ce grand industriel s'était présenté comme rallié à la République, à l'instar de Jacques Piou et d'Albert de Mun : « Toute pensée de restauration monarchique est aujourd'hui illusoire. Le devoir de tout bon citoyen est de donner son concours au gouvernement de la République... Cette attitude se trouve en tous points conforme aux instructions du Souverain Pontife ».

Au point de vue économique, il se déclarait résolument protectionniste, considérant l'agriculture comme la principale source de richesse.

Durant la seule législature où il siégea au Palais Bourbon, Amaury Simon, membre de la commission des douanes, présenta une foule de rapports en séance publique, mais tous d'intérêt secondaire, dont les uns tendaient à autoriser des collectivités locales à emprunter, les autres concernaient la création de lignes de chemin de fer départementales.

Aux élections de 1898, Amaury Simon fut battu dès le premier tour de scrutin par de Montaigu. Il ne devait plus se représenter.

Il mourut à 70 ans le 19 mai 1912 à Mantes-la-Jolie. Toujours maire de Saint-Nicolas-de-Redon, il était président de la chambre de commerce de Saint-Nazaire et chevalier de la Légion d'honneur.

SIMON (FIDÈLE), né le 6 août 1837 à Guéméné-Penfao (Loire-Inférieure), mort le 5 mai 1911 à Pléchatel (Ille-et-Vilaine).

Représentant de la Loire-Inférieure à l'Assemblée nationale de 1871 à 1876.

Député de la Loire-Inférieure de 1876 à 1885 et de 1889 à 1893.

(Voir première partie de la biographie dans ROBERT ET COUGNY, *Dictionnaire des parlementaires*, t. V, p. 324.)

Battu aux élections législatives de 1885, où toute la liste conservatrice de son département avait été élue, et aux élections sénatoriales de 1886, Fidèle Simon avait décidé de ne plus se représenter. Pourtant, en 1889, « cédant aux instances d'un très grand nombre de républicains », il se porta à nouveau candidat dans la 1^{re} circonscription de Saint-Nazaire, sollicitant des électeurs un cinquième mandat législatif « pour défendre la République menacée par la coalition révisionniste », République qu'il a contribué à fonder en 1875 et qu'il a défendue contre l'entreprise du Seize Mai.

Le 12 septembre 1889, il n'obtint que 6 088 voix contre 7 358 à Maillard, candidat conservateur. Mais au second tour de scrutin, le 6 octobre, il l'emporte

— de justesse il est vrai — sur son concurrent par 8 458 suffrages contre 8 452 sur 17 003 votants.

Siégeant comme jadis sur les bancs de la gauche républicaine, il est nommé membre de diverses commissions et présente plusieurs rapports sur des projets mineurs et intéressants surtout son département.

En 1893, Fidèle Simon ne se représente pas et voit Gasnier lui succéder dans la 1^{re} circonscription de Saint-Nazaire, tandis que son cousin, Amaury Simon, est élu dans la 2^e. Retiré de la vie politique, il meurt à Pléchatel (Ille-et-Vilaine) le 5 mai 1911.

SIMON (HENRY, LOUIS dit HENRY-SIMON), né le 20 mai 1874 à Labruguière (Tarn), mort le 2 décembre 1926 à Paris.

Député du Tarn de 1910 à 1926.

Ministre des Colonies

du 16 novembre 1917 au 18 janvier 1920.

Henry-Simon fut élu député pour la première fois le 8 mai 1910, au second tour des élections législatives. Il l'emporta dans la 1^{re} circonscription de Castres par 9 699 voix contre 8 963 à Reille, député sortant.

Industriel, radical-socialiste, il est sans doute peu de domaines de l'activité politique où il n'eût excellé, tant était étendue sa culture, prophétiques certaines de ses pensées et méticuleusement organisé son esprit.

Il choisit cependant de circonscrire ses efforts au sein de deux commissions : la commission des économies et celle des affaires étrangères, des protectorats et des colonies. Certes ses interventions en séance, tant à titre de député que de rapporteur, furent peu nombreuses lors de son premier mandat, il convient de s'attacher à l'acharnement avec lequel, il suivait le sort du dépôt de ses propositions de loi, par exemple, qu'il rapportait le plus souvent lui-même et dont, dans un second rapport, éventuellement, il demandait la déclaration d'urgence.

Aussi, peut-on à bon droit s'étonner qu'aux élections de 1914, il lui fallut deux tours pour l'emporter de peu, par 9 290 voix contre 9 200 à de Lastours.

Fidèle à lui-même, il s'inscrivit à nouveau à la commission des affaires extérieures, des protectorats et des colonies et à la commission du budget ainsi qu'à celle de l'enseignement et des beaux-arts. A ce dernier titre, il rapporta le projet de loi portant approbation du protocole additionnel à la convention de Berne révisée pour la protection des œuvres littéraires et artistiques du 13 novembre 1908.

Rappelé sous les drapeaux, sergent au 127^e régiment d'infanterie territoriale, il fut promu sous-lieutenant et affecté au 39^e R.I. le 9 février 1915.

Présent au front, ce talentueux parlementaire ne tomba pas pour autant dans

Poubli : dans le 2^e cabinet Clemenceau (16 novembre 1917 - 10 janvier 1920) ne fut-il pas en effet ministre des Colonies, précédant à ce poste Albert Sarraut ? Il polarisa son action autour de deux grands thèmes : le développement économique de ces territoires et le maintien sur leur sol de banques dotées du privilège d'émission.

Les élections de 1919, au scrutin de liste, opposaient dans son département la liste républicaine d'union démocratique, qu'il dirigeait, à la liste d'union nationale républicaine menée par son ancien adversaire, de Lastours. L'un et l'autre furent élus, ce dernier troisième de liste, Henry-Simon cinquième de liste qui, durant cette législature, consacra sans doute tous ses soins aux travaux des deux commissions auxquelles il appartenait, la commission des affaires étrangères naturellement et la commission des douanes.

En même temps que sa carrière au Conseil général se trouva couronnée par la présidence qui lui fut accordée, les élections de 1924 permirent à la liste du bloc des gauches qu'il conduisait d'être entièrement élue.

Dès lors, son autorité au sein de la Chambre ira grandissant. Si c'est en qualité de membre de la commission des finances qu'il défendra avec la même fougue qu'à ses débuts plusieurs rapports, c'est en qualité de rapporteur de cette même commission qu'il animera nombre de séances lors de la discussion budgétaire de 1925, et c'est enfin en tant que président qu'il prendra part aux débats relatifs à de nombreux projets en 1926.

Son décès brutal, le 2 décembre 1926 à Paris, causa une grande émotion à la Chambre. Il n'avait en effet que 52 ans.

SIMON (FRANÇOIS, JULES SUISSE, dit Jules), né le 27 décembre 1814 à Lorient (Morbihan), mort le 8 juin 1896 à Paris.

Représentant des Côtes-du-Nord en 1848.

Député de la Seine au Corps législatif de 1863 à 1869.

Député de la Gironde au Corps législatif de 1869 à 1870.

Membre du gouvernement de la Défense nationale du 4 septembre 1870, délégué à l'Instruction publique, aux Cultes et aux Beaux-Arts (5 septembre 1870).

Ministre de l'Instruction publique du 19 février 1871 au 17 avril 1873. Représentant de la Marne de 1871 à 1875. Sénateur inamovible de 1875 à 1896.

Président du Conseil et Ministre de l'Intérieur du 12 décembre 1876 au 17 mai 1877

(Voir première partie de la biographie dans ROBERT ET COUGNY, *Dictionnaire des Parlementaires*, t. V, p. 323.)

L'activité parlementaire des dernières années de Jules Simon fut entièrement consacrée aux problèmes de l'éducation et aux questions sociales.

Prenant part le 17 juin 1890 à la discussion d'interpellations sur l'enseignement secondaire, il développa un certain nombre d'idées qui lui étaient devenues chères, se prononçant pour la liberté de l'enseignement, défendant les langues anciennes et le principe des examens de passage qui ont pour effet de réduire le nombre des déclassés, insistant pour que, dans l'éducation des filles, on donne de l'importance et de la dignité à la préparation des travaux domestiques. Sa dernière intervention à la tribune du Sénat, le 15 mars 1892, devait d'ailleurs porter sur les questions d'éducation, et plus particulièrement la constitution des universités. Elle fut brève.

Entre-temps, Jules Simon, qui avait représenté la France à la Conférence internationale du travail à Berlin, avait joué un rôle actif dans la discussion du projet de loi réglementant le travail des femmes et des enfants, et il n'est pas exagéré de dire que ses interventions des 3, 7 et 10 juillet 1891 emportèrent le vote favorable du Sénat. Il demanda qu'il fût interdit de faire travailler une femme venant d'accoucher pendant un délai de quatre semaines. À ceux qui critiquèrent l'intervention de l'Etat dans une telle matière, il répondit que la réduction du travail des femmes ne pouvait résulter d'une entente entre patrons et ouvriers parce qu'aucune des deux parties ne croyait y avoir intérêt et il rappela à cette occasion qu'il avait réclamé cette réduction dès 1863. Enfin, il souligna la dureté du travail manuel, et affirma que le rôle de la femme dans la famille était essentiel, car il faisait d'elle la base de toute la société.

Le décès de Jules Simon survenu le 8 juin 1896 après une courte maladie — il était dans sa 82^e année — fut un événement important. De tous les hommages rendus à sa mémoire, il nous faut retenir celui du président Emile Loubet qui souligna l'importance de son rôle dans deux domaines essentiels : défense de la tolérance et action sociale en faveur des plus malheureux. Elles étaient bien, en effet, les deux causes auxquelles il avait voué sa vie

SIMON (PAUL, AUGUSTE, MARIE), né le 14 juin 1886 à Brest (Finistère).

Député du Finistère de 1913 à 1942.

Militant actif de la démocratie chrétienne, Paul Simon, avocat et conseiller municipal à Brest, participe activement, avant et après la guerre de 1914, aux luttes de ce mouvement dans l'Ouest. Il fonde le groupement des républicains démocrates du Finistère et anime l'hebdomadaire brestois *Le Démocrate*.

Il est un des artisans de la création du parti démocrate populaire, aux côtés du docteur Thibout, d'Alfred Bour, de Robert Cornilleau et de Raymond-Laurient.

Lié d'amitié avec l'abbé Trochu, fondateur de *L'Ouest-Eclair*, il contribue efficacement, avec Emmanuel Desgrées du Lou, à l'essor de ce grand quotidien breton, dont il conservera la direction politique jusqu'en 1940.

Paul Simon est élu pour la première fois député le 13 avril 1913, en remplacement de de Villiers, devenu sénateur. Il obtient 6103 voix contre 5.825 à Gaston de l'Hôpital, grand propriétaire terrien qui bénéficiait pourtant du soutien de Mgr Duparc, le puissant évêque de Quimper. Il sera constamment réélu jusqu'en 1936. Son dernier vote en qualité de député sera pour refuser la délégation des pleins pouvoirs au maréchal Pétain.

Il était inscrit à la Chambre au groupe des démocrates, membre des commissions des affaires étrangères, de la réforme judiciaire, de l'hygiène publique, de la marine de guerre.

Il s'était engagé, pendant la guerre de 1914, comme officier d'administration des subsistances.

SIMON (Seine, Bouches-du-Rhône). — Voy. **LOCKROY**.

SIMONET (HIPPOLYTE, ADOLPHE), né le 17 mai 1858 à Guéret (Creuse), mort le 13 août 1922 à Saint-Chabrais (Creuse).

Député de la Creuse de 1903 à 1912

Sénateur de la Creuse de 1912 à 1922

Avocat en 1887, il entre dans la magistrature. Il est substitut en 1889, juge à Bourgneuf en 1890, juge d'instruction à Saint-Yrieix en 1891, enfin procureur de la République à Chambon de 1894 à 1898 puis à Guéret, de 1898 à 1903.

En 1903, il se présente à la députation, sous l'étiquette radicale-socialiste, dans l'arrondissement d'Aubusson. Il est élu au premier tour, battant René Viviani, ancien ministre. Il est réélu en 1906 et 1910.

En 1912, Hippolyte Simonet se présente aux élections sénatoriales. Il est élu au troisième tour avec 307 voix sur 633. Au Luxembourg, il siègera dans le groupe de la gauche démocratique.

Dès ses débuts au Parlement, Simonet marque un intérêt particulier pour la défense des métiers d'art qui font la renommée de sa ville d'Aubusson. Il intervient à la Chambre dans la discussion des textes sur l'encouragement aux arts décoratifs et industriels, l'octroi de bours de voyage aux ouvriers d'art. Au Sénat, il rapporte le budget des Beaux-Arts en 1913 et défend l'activité des ateliers privés de tapisserie.

Au nom de la commission des travaux publics dont il fait partie, il rapporte à la Chambre, en 1911, plusieurs propositions de loi concernant les chemins de fer d'intérêt local dans sa région.

Ayant perdu un fils à la guerre, il se fait le porte-parole au Sénat des familles endeuillées. En 1919, il dépose une proposition de loi sur la glorification des morts pour la France, une autre sur les actes de décès des morts pour la France. La même année, il interpelle le gouvernement sur l'inhumation des soldats morts au front, dépose une proposition de loi sur la restitution des corps aux familles. Ses interventions sur ces douloureux sujets sont respectueusement écoutées et entraînent l'adhésion du Sénat.

Sa dernière intervention à la tribune, lors de la discussion du budget de 1922, portera encore sur le retour des corps des soldats.

Auteur, en 1917, d'une proposition de loi réformant la procédure de la Cour de justice, Hippolyte Simonet devient membre de la commission d'instruction de cette Cour en février 1921. Notons également, dans le même ordre d'intérêt, ses propositions de loi sur les donations aux œuvres d'assistance et sur l'adoption; sa proposition de résolution tendant à la création d'une commission de législation civile et criminelle.

Hippolyte Simonet est mort à Saint-Chabrais le 13 août 1922, dans sa soixante-quatrième année.

SIMONET (JEAN, PIERRE), né le 25 septembre 1867 à Berzé-la-Ville (Saône-et-Loire), mort le 1^{er} mai 1935 à Berzé-la-Ville.

Député de Saône-et-Loire de 1910 à 1914.

Jean Simonet est propriétaire viticulteur. La politique ne le laisse pas indifférent et il devient maire de Berzé-la-Ville, puis conseiller général. Il milite dans les rangs du parti radical-socialiste et décide de se présenter, dans la circonscription de Mâcon, aux élections générales législatives des 24 avril et 8 mai 1910.

Il est élu au deuxième tour de scrutin obtenant 7 245 voix sur 13 485 votants et battant ainsi le député sortant Dubief, qui ne réunit sur son nom que 5 948 voix. Au premier tour, sur 12 913 votants il avait obtenu 6 125 voix contre 6 073 à Dubief.

Il est nommé membre de la commission du travail. Mais son activité parlementaire est réduite. Il présente deux rapports sur des élections et prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture d'un crédit de 5 millions pour l'allocation extraordinaire en faveur des viticulteurs, et du projet de budget pour l'exercice 1911.

Enfin il est entendu sur l'urgence d'une proposition de résolution concernant l'application de la loi sur le repos des femmes en couches.

Il se représente aux élections de 1914 mais avec 6.268 voix sur 13 277 votants, il doit rendre son siège à Dubief qui l'emporte de peu, dès le premier tour, par 6 708 voix.

Après cet échec, Jean Simonet s'éloigne de la vie politique active et meurt, le 1^{er} mai 1935, à l'âge de 78 ans

SIMONET (MARIE. NICOLAS, Louis), né le 22 juillet 1860 à Hagnéville (Vosges), mort le 3 novembre 1935 à Epinal (Vosges).

Député des Vosges de 1914 à 1919

Fils, neveu et cousin germain d'instituteurs, fidèle à la tradition familiale, Louis Simonet fit une carrière de professeur, d'abord à Pont-de-Vaux (Ain) puis à Epinal. Devenu proviseur du lycée de cette ville, il sera mis à la retraite et nommé proviseur honoraire en 1924.

Conseiller municipal d'Epinal et conseiller général du canton, il se présenta pour la première fois à la députation lors des élections générales de 1914 dans la 1^{re} circonscription d'Epinal. Il l'emporta au second tour sur Bertin à une assez faible majorité — 7 372 voix contre 7 959 sur 14 563 votants — alors que ce dernier l'avait précédé au premier tour, obtenant 6 468 voix contre 6 352 sur 13 657 votants.

A la Chambre des députés, il s'inscrivit au groupe de la gauche radicale et appartint aux commissions de l'enseignement et des beaux-arts, du suffrage universel (1914), de l'armée (1916), de l'assurance et de la prévoyance sociales (1917), du travail (1919).

Il déposa en 1916 une proposition de loi concernant les patentés des camps retranchés et des places fortes.

Parlementaire assidu, Louis Simonet intervint à de nombreuses reprises sur les sujets les plus divers.

Sa sollicitude s'exerça en premier lieu à l'égard des mobilisés et de leurs familles.

En ce qui concerne plus directement l'armée, il demanda de prendre les auxiliaires avant les hommes du service armé dans les usines et de calculer l'indemnité de vol attribuée aux aviateurs en tenant compte des heures de vol sur les lignes ennemies.

Représentant des Vosges, il intervint en faveur du projet de loi tendant à la création d'une école nationale professionnelle à Epinal, il réclama la réglementation de la chasse dans les départements de l'Est, un régime de faveur pour les petits bouilleurs de cru de ces départements — après avoir approuvé une motion tendant à la suppression des boissons alcooliques à la buvette de la Chambre.

Universitaire, il demanda la validation des années de service militaire et de guerre pour les enseignants titularisés après la guerre, celle des citations pour tous les membres de l'enseignement. Il réclama également — sans succès — une indemnité annuelle pour les docteurs d'université.

Dans la discussion d'un texte relatif à la taxe sur les distinctions honorifiques et décorations obtenues au titre civil, il demanda d'établir une distinction entre les universitaires obligés d'accepter certaines décorations et ceux qui les demandent. Mais il approuva en 1919 le projet de loi autorisant des nominations dans l'ordre national de la Légion d'honneur pour récompenser les services exceptionnels rendus au titre civil au cours de la guerre.

Le scrutin de liste ayant été rétabli en 1919, il se présenta dans le département des Vosges sur la liste d'union républicaine et démocratique. Mais il n'obtint que 29 208 voix sur 79 877 votants. le quotient électoral étant de 11.137.

Il tenta encore sa chance en 1924, quatrième candidat de la liste d'union républicaine, mais n'obtint que 19 250 voix sur 89 925 votants. le quotient électoral étant de 12 561.

Il se présenta pour la dernière fois en 1928, dans la circonscription d'Epinal, où il ne recueillit, au premier tour, que 3 757 voix contre 7 721 à Arnould sur 19 008 votants. C'est finalement Marc Rucart, lequel n'avait obtenu que 3 982 voix, qui sera élu au second tour.

Louis Simonet conserva jusqu'à sa mort son mandat de conseiller général du canton d'Epinal et le poste de vice-président du Conseil général qu'il détenait depuis 1922.

Il mourut à Epinal le 3 novembre 1935, à l'âge de 78 ans.

Il était chevalier de la Légion d'honneur et officier de l'Instruction publique.

SIMONIN (CAMILLE), né le 5 octobre 1865 à Schirmeck (Bas-Rhin), mort le 5 janvier 1932 à Saint-Dié (Vosges)

Député du Bas-Rhin de 1919 à 1924.

Né à Schirmeck. Camille Simonin y fit une carrière d'industriel, en devint maire et conseiller général.

Pendant la guerre de 1914-1918, il fut prisonnier des Allemands.

Lors des élections générales de 1919 — les premières en Alsace depuis 48 ans — il se présenta dans le département du Bas-Rhin sur la liste du bloc national. Cette liste fut élue en entier, Camille Simonin recueillant pour sa part 70 309 voix sur 133 616 votants.

Dans sa profession de foi, il se prononçait pour une politique de stabilité et d'union. Il s'engageait à ne prendre ni appuyer l'initiative d'aucun changement

de régime religieux et scolaire et sou-haitait la pacification des esprits, néces-saire pour examiner les problèmes de la France tout entière et le régime transitoire de l'Alsace-Lorraine.

A la Chambre des députés, il s'inscri-vit au groupe de la gauche républicaine démocratique et fut nommé membre no-tamment de la commission d'Alsace-Lor-raine (1920) et de la commission du commerce et de l'industrie (1924).

Il déposa en 1920 une proposition de loi relative à l'application de l'impôt sur les valeurs mobilières dans les dé-partements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle.

Il rapporta de nombreux projets de loi de ratification de décrets portant extension aux départements alsaciens et lorrain de la législation fran-çaise concernant notamment les trans-ports, les télécommunications, l'utilisa-tion de l'énergie électrique et des forces hydrauliques, la réglementation des poids et mesures, le fonctionnement des con-seils de révision, etc., ainsi que divers autres projets de loi intéressant ces mêmes départements.

Il intervint dans la discussion des in-terpellations sur la gestion des mines de potasse séquestrées (1921) pour re-gretter ces interpellations qui ne pou-vaient que satisfaire la presse allemande à l'affût de toute marque de désunion des Français.

Lors de la discussion du projet de loi sur le recrutement de l'armée (1922), faisant état d'un voyage en Saxe, il dénonça l'esprit de revanche, la volonté et l'essai d'une reconstitution de l'armée allemande.

Il ne sollicita pas le renouvellement de son mandat en 1924.

Il mourut brutalement sur le quai de la gare de Saint-Dié, succombant à une attaque d'apoplexie, le 5 janvier 1932. Il était âgé de 66 ans.

SIMONNET (FRANÇOIS, UNSIN, *Marce-lin*), né le 20 avril 1824 à Hérisson (Allier), mort le 6 octobre 1894 à Héris-son

Député de l'Allier de 1881 à 1889.

(Voir première partie de la biographie dans ROBERT ET COUGNY, *Dictionnaire des Parlementaires*, t. V, p. 326.)

Marcelin Simonnet ne se représenta ni aux élections de 1889 ni à celles de 1893.

Il mourut le 6 octobre 1894 dans sa ville natale, à l'âge de 70 ans.

SIMOUNET (GASTON), né le 19 septem-bre 1878 à Razac-d'Eymet (Dordogne).

Député de la Dordogne de 1930 à 1936.

Né dans le canton d'Eymet, fils d'un ménage d'instituteurs, Gaston Simounet grandit dans le canton de Sigoulès et passa six années au collège de Bergerac, puis fit ses études de médecine à Bor-deaux.

Après son service militaire, il s'installa comme médecin à Bergerac.

Pendant la guerre, il servit dans la zone des armées et fut deux fois cité ; il reçut la Croix de guerre et la croix de chevalier de la Légion d'honneur.

Maire de Bergerac, il se présenta à l'élection partielle qui eut lieu le 30 mars 1930, à la suite de la démission de Ga-daud, élu sénateur.

Il fut élu au second tour par 12.208 voix contre 9.543 à Quenesson sur 24.117 votants.

Inscrit au parti socialiste, il s'intéressa particulièrement aux questions agricoles. Membre de la commission des boissons, il s'attacha à défendre les viticulteurs et participa notamment à l'élaboration de la loi du 4 juillet 1931 relative au statut de la viticulture. Il déposa une proposi-tion de loi tendant à assurer la représen-tation proportionnelle aux élections mu-nicipales.

Au renouvellement de 1932, il fut à nouveau élu au second tour par 9.781 voix contre 8.949 à Quenesson sur 25.741 votants.

Il ne se présenta pas lors du renou-vellement de 1936.

SIMYAN (JULIEN, ANTOINE), né le 15 avril 1850 à Cluny (Saône-et-Loire), mort le 20 juillet 1926 à Paris.

Député de Saône-et-Loire de 1885 à 1889 et de 1898 à 1921.

Sénateur de Saône-et-Loire de 1921 à 1926

Sous-secrétaire d'Etat aux Postes et Télégraphes du 25 octobre 1906 au 20 juillet 1909.

(Voir première partie de la biographie dans ROBERT ET COUGNY, *Dictionnaire des Parlementaires*, t. V, p. 326.)

En 1889, Julien Simyan ne se repré-sente pas à la députation. En 1893, il est candidat mais battu.

Il est réélu le 8 mai 1898 dans la 2^e circonscription de Mâcon, sur la liste radicale-socialiste, par 6.917 voix contre 2.756 au candidat conservateur et 2.144 au candidat progressiste. Il occupe le siège laissé vacant par Henri de Lacre-telle, un des doyens du parlement d'alors, qui ne se représentait pas.

Il sera constamment réélu en 1902, 1906, 1910, 1914, 1919.

A la Chambre, Simyan se consacre plus particulièrement aux questions culturel-les. Auteur d'un ouvrage sur l'œuvre de l'Université (1904), il est membre puis président de la commission de l'ensei-gnement et des beaux-arts, au nom de

laquelle il rapporte le budget des Beaux-Arts et celui de l'Instruction publique en 1904 ainsi que de nombreux textes législatifs : projet de loi sur la villa Médicis, propositions de loi sur les professeurs de collèges, sur les traitements des personnels de l'enseignement primaire, projet de loi sur l'agrandissement du lycée Saint-Louis en 1906. Il fait également partie de la commission du suffrage universel, de la commission de la presse, de la commission des affaires extérieures.

Clemenceau le choisit comme sous-secrétaire d'Etat aux Postes et Télégraphes dans son premier cabinet (25 octobre 1906-20 juillet 1909). A ce poste, il fera ratifier la convention signée le 26 mai 1906 à Rome et qui crée l'union postale universelle.

Son passage à ce ministère technique le fera désigner, après son retour à la Chambre, pour rapporter divers textes relatifs aux services postaux et à l'établissement de relations postales internationales. Il est à nouveau rapporteur du budget des Beaux-Arts en 1912, 1913, 1914, 1919. Il rapporte les projets de loi concernant la participation de la France à ses expositions internationales de Munich et San Francisco et à la création du musée Rodin. En 1915, Simyan est président de la commission des boissons et en 1918 membre du conseil supérieur des pupilles de la nation. Notons enfin sa proposition de résolution en 1920 sur les marchés de guerre.

Le 12 juin 1921, il est élu sénateur de la Saône-et-Loire par 739 voix sur 1.239. Il s'inscrit au groupe de la gauche démocratique. Mais son état de santé le tient bientôt éloigné des travaux du Sénat.

Julien Simyan est mort à Paris le 20 juillet 1926, à l'âge de 76 ans.

SION (ALBERT, JOSEPH, dit *Paul*), né le 14 mars 1886, à Marquillies (Nord).

*Député du Pas-de-Calais
de 1936 à 1942.*

Enfant du « pays noir », Paul Sion descend, dès l'âge de 13 ans, comme galibot, au fond de la fosse 6 des mines de Dourges. Dans le même temps, il parfait d'arrache-pied son instruction et acquiert de profondes connaissances dans le domaine houiller.

Il devient ainsi un véritable technicien que ses convictions syndicalistes et socialistes conduisent très vite à devenir un défenseur ardent et vigilant de la cause des mineurs dont il partage le labeur et les peines, dont il connaît mieux que quiconque les besoins et les aspirations.

En 1906, il est syndiqué et, dès 1912, il adhère au parti socialiste. Il fonde en 1912 une coopérative-boucherie dont il devient par la suite délégué administrateur.

Mobilisé en août 1914, Paul Sion accomplit son devoir avec courage et est

blessé à deux reprises dans les batailles de Verdun. En 1919, privé momentanément de l'exercice de sa profession par la dévastation des houillères, il contribue de toute ses forces au regroupement des travailleurs, occupés à la reconstitution et à la remise sur pied du syndicat des mineurs disloqué par la guerre. Son action énergique est rapidement remarquée par les travailleurs et ceux de Montigny-en-Gohelle, certains de tenir en lui un soutien précieux, l'envoient siéger au conseil municipal.

En 1922, il est trésorier général du syndicat des mineurs du Pas-de-Calais, fonction qu'il occupera jusqu'en 1936, date à laquelle il devient député. Peu de temps après, il se fixe à Lens où il est élu, le 5 mai 1925, sur la liste socialiste, conseiller municipal, mandat qu'il détiendra jusqu'au conflit de 1939.

Trois ans plus tard, le 6 mai 1928, dans le canton de Lens-Est, il porte le drapeau socialiste aux élections pour le Conseil général et obtient 7.044 voix contre 5.302 à ses deux adversaires réunis. Il est réélu sans difficulté en 1931, puisqu'il recueille 2.650 voix de plus que son concurrent le plus favorisé, et devient secrétaire de la commission départementale. Il est membre de la commission d'appel en matière d'assistance.

La S.F.I.O. le présente dans la 2^e circonscription de Béthune, aux élections législatives de 1936 en remplacement de Jacques Louart qui prend sa retraite. Au premier tour, le 26 avril, il obtient 6.153 voix contre 5.615 à Jiolat et 4.804 à Révillon, sur 19.049 inscrits et 16.824 votants. Il l'emporte le 3 mai avec 10.926 voix contre 5.154 à Révillon, sur 19.049 inscrits et 16.807 votants.

A la Chambre où il rejoint le groupe socialiste, Paul Sion est membre des commissions d'assurance et de prévoyance sociales; des mines et de la force motrice; de l'Alsace et de la Lorraine. Représentant des mineurs, il s'attache plus particulièrement aux questions sociales qui les touchent de près : loi du 29 décembre 1933 relative aux mineurs occupés aux travaux de reconstitution des régions dévastées; retraites des ouvriers mineurs, redevance communale des mineurs, ravitaillement du pays en charbon. Mais les autres problèmes ne lui sont pas étrangers. Il rapporte des propositions de résolution concernant les allocations aux familles dont les soutiens sont mobilisés et participe aux discussions des budgets de 1939 et 1940.

Le 10 juillet 1940, il ne prend pas part au vote sur les pleins pouvoirs au maréchal Pétain.

Paul Sion est décoré de la Croix de guerre avec citation à l'ordre de la division

SIRE (PIERRE, MAXIMIN), né le 26 janvier 1862 à Fa (Aude), mort le 26 mars 1939 à Carcassonne (Aude).

Député de l'Aude de 1928 à 1932

Fils d'un préposé des douanes à Silvèria (Gard), Pierre Siré fit ses études au lycée de Nîmes puis, à 18 ans, s'engagea dans un régiment de Châlon-sur-Marne. Entré à l'école militaire de Vincennes, il devint officier dans l'intendance et prit part à de nombreuses campagnes qui lui valurent la médaille de Madagascar et la croix de commandeur du Nichan-Iftikar. Pendant la guerre de 1914-1918, il fut chargé du ravitaillement de sa division (ce qui lui valut la rosette d'officier de la Légion d'honneur et la Croix de guerre) puis en 1916 du ravitaillement de Carcassonne.

Abandonnant l'armée à la fin des hostilités, il fut tenté par la vie politique et se présenta aux élections législatives du 16 novembre 1919.

Dernier de la liste de la fédération républicaine d'union économique, démocratique et sociale conduite par Jean Durand et Albert Sarraut, il recueillit 22.714 voix sur 57.548 votants mais ne fut pas élu ; il en fut de même en 1924 bien qu'il soit devenu entre-temps maire de sa commune natale de Fa et conseiller général de l'Aude pour le canton de Quillan ; il obtint 28.306 voix sur 69.338 votants. En 1928, le retour au scrutin d'arrondissement lui est enfin favorable. S'étant présenté sous l'étiquette radicale-socialiste dans la circonscription de Limoux, il obtient sur 13.612 votants, au premier tour, 6.216 voix et est élu au scrutin de ballottage avec 7.529 voix sur 13.318 votants contre 5.851 à Pons.

A la Chambre, il est inscrit au groupe républicain-radical et radical-socialiste et membre de trois commissions : Alsace-Lorraine, mines et forces, marine ; il dépose diverses propositions de loi : demande de rétablissement du tribunal de Limoux ; prise de rang des officiers entrés à l'École polytechnique et à l'École spéciale militaire aux concours spéciaux de 1919 et de 1920 ; demande de majoration d'ancienneté pour certains officiers d'administration ; il intervint à la tribune au cours de la discussion du projet de loi portant fixation du budget général de l'Exercice 1930.

Sa santé déjà chancelante en 1928 l'éloigna de la vie publique ; il ne se représenta pas au renouvellement de 1932 et mourut à Carcassonne le 26 mars 1939 à l'âge de 77 ans.

SIREYJOL (JEAN, LOUIS, Léon), né le 27 janvier 1861 à Saint-Priest-les-Fougères (Dordogne).

*Député de la Dordogne de 1902 à 1921.
Sénateur de la Dordogne
de 1921 à 1942.*

Petit-fils d'un ancien maire de sa commune natale, Léon Sireyjol accomplit ses études classiques au lycée de Périgueux où il reçut le prix d'honneur de philosophie en 1879 et fut lauréat du

concours général. Il étudia ensuite la médecine aux facultés de Bordeaux et de Montpellier et obtint le doctorat en 1887.

Ayant installé son cabinet à Saint-Priest-les-Fougères, il fut élu maire en 1888. Il conserva cette fonction jusqu'en 1896, époque à laquelle il alla habiter Saint-Pardoux-la-Rivière. Il avait été nommé l'année précédente conseiller général pour le canton de ce nom. Devenu aussitôt maire de Saint-Pardoux, il occupa la fonction de secrétaire du Conseil général de la Dordogne et prit une part importante aux affaires départementales. Directeur politique du journal *Le Nontronnais* et président de l'office agricole départemental, il devint par la suite président du Conseil général.

Médecin-major de l'armée territoriale, il s'engagea malgré son âge en 1914 et demanda à servir dans la zone des armées. Il fut cité à l'ordre du jour des formations sanitaires le 28 août 1915.

Léon Sireyjol fut élu député de l'arrondissement de Nontron le 11 mai 1902, au second tour, par 12.151 voix contre 5.849 à Lachapelle et 167 à Picaud sur 18.413 votants ; il fut réélu le 6 mai 1906, au premier tour, par 12.260 voix sur 21.606 votants ; le 24 avril 1910, au premier tour, par 11.924 voix sur 20.332 votants ; le 26 avril 1914, au premier tour, par 10.303 voix sur 20.116 votants. Le 16 novembre 1919, il arriva en quatrième position sur la liste d'union républicaine et fut réélu par 32.636 voix sur 97.783 votants.

Inscrit au groupe de la gauche démocratique radicale et radicale-socialiste, il participa aux travaux de diverses commissions et notamment de celles des travaux publics et des chemins de fer ; de l'administration, des cultes et de la décentralisation, aussi de l'hygiène. Il déposa des rapports et de nombreux amendements et fut l'auteur de propositions de résolution concernant, d'une part, la libération et l'appel des réservistes et territoriaux ainsi que les congés à accorder et, d'autre part, la création de bureaux de facteur-receveur.

Ses multiples interventions eurent lieu principalement lors des discussions budgétaires. En 1903, il traita la question des bouilleurs de cru et en 1904 prit la parole au sujet de la répartition et de la date d'appel des réservistes. Il prit part également à la discussion de la proposition de loi sur le recrutement de l'armée (service de deux ans).

Il se fit entendre en 1908 dans la discussion générale du projet de loi sur la réduction des périodes d'instruction militaire des réservistes et des territoriaux et dans la discussion du projet et des propositions de loi concernant l'impôt sur le revenu. En 1909, il intervint sur la réforme temporaire et, en 1910, sur les retraites ouvrières et paysannes. Il participa aussi en 1911 à la discussion du projet de loi portant répartition du fonds de subvention destiné à venir en aide aux départements.

Ses principales interventions pendant la guerre portèrent sur les secours aux soldats sans famille. Sa demande d'interpellation sur l'application des décrets du 14 octobre 1915 et du 18 octobre 1920 relatifs à l'interdiction d'abattage de certains animaux de boucherie fut sa dernière manifestation d'activité à la Chambre : une élection partielle allait lui permettre d'entrer au palais du Luxembourg.

Elu sénateur de la Dordogne le 4 décembre 1921, en remplacement de Clavelle, décédé, il l'emporta au troisième tour par 662 voix contre 384 à de Marcillac, son principal adversaire. Il donna sa démission de député.

Son mandat de sénateur lui fut renouvelé le 20 octobre 1929, au premier tour, par 645 voix sur 1.098 votants et le 23 octobre 1938, au premier tour, par 716 voix sur 1.102 votants.

Inscrit au groupe des radicaux-socialistes, il participa aux travaux de plusieurs commissions et notamment de celles des chemins de fer, transports et outillage national, des douanes et conventions commerciales, de l'armée, de l'hygiène et prévoyance sociales.

Auteur d'un rapport sur le projet de loi portant approbation de la convention intervenant entre l'Etat et la Compagnie fermière de l'établissement thermal de Vichy, il déposa avec plusieurs autres sénateurs une proposition de loi tendant à modifier les lois du 16 juillet et du 28 décembre 1933 concernant l'organisation et la défense du marché du blé.

Il intervint en 1928 dans la discussion du budget de l'agriculture au sujet de l'électrification des campagnes et dans la discussion générale du budget des chemins de fer. En 1929, il présenta des observations sur le fonds de subvention aux départements et, en 1931, prit part à la discussion de l'interpellation sur les marchés de traverses de chemins de fer. Il prit la parole en 1934 dans la discussion du projet de loi sur l'assainissement du marché des vins.

En 1935, il effectua une importante mission d'études économiques en A.E.F. et en A.O.F.

Le 10 juillet 1940, à Vichy, il vota pour les pouvoirs constituants demandés par le maréchal Pétain.

Il était officier de la Légion d'honneur à titre militaire et avait obtenu la Croix de guerre et la médaille d'or de sauvetage.

SIROT (CÉSAR, HENRI, HECTOR), né le 27 octobre 1844 à Valenciennes (Nord), mort le 29 janvier 1914 à Trith-Saint-Léger (Nord).

Député du Nord de 1899 à 1902.

Frère d'Hector Sirot-Mallez, qui devait être député du Nord de 1893 jusqu'à sa mort en 1898, César Sirot fait ses études

à l'École de commerce de Paris puis revient dans sa ville natale où son père, maître de forges, l'associe à ses travaux. Le 4 septembre 1870, il s'engage dans le 3^e régiment de zouaves qui prend part notamment, avec l'armée de l'Est et celle de la Loire, aux combats de Châtillon-Cusset de Beaune-la-Rollande et de Villersexel.

Revenu à Valenciennes, il succède à son père dans son industrie et devient maire de Trith-Saint-Léger en 1878. Il le restera jusqu'en 1900. Conseiller d'arrondissement, conseiller général du Nord pour le canton sud de Valenciennes depuis plusieurs années, il est, après la mort de son frère, sollicité par les comités républicains pour se porter à la succession de celui-ci. Il se présente à l'élection législative partielle du 22 janvier 1899, dans la 3^e circonscription de Valenciennes. Il est élu par 8 977 voix sur 17 557 votants, contre 7 665 à Selle, maire socialiste de Denain.

Républicain indépendant, César Sirot qui s'est présenté avec le programme des progressistes n'est inscrit à la Chambre à aucun groupe politique. Libre-échangiste, il est partisan des traités de commerce en économie politique.

En tant que membre de plusieurs commissions, il prend une part active aux travaux de l'Assemblée ; il dépose diverses propositions de loi, notamment tendant à établir un régime spécial pour les femmes enceintes condamnées à une peine privative de liberté ; ayant pour objet de fixer les droits des fonctionnaires, agents ou employés de l'Etat sur leur mise à la retraite, une proposition de loi visant à compléter la loi du 12 janvier 1895 et relative à la saisie-arrest des salaires ou appointements des ouvriers et employés.

Au premier tour des élections générales de 1902, il n'obtient que 5.202 voix sur 20.599 votants, derrière Selle, 7.894 et Caillet, 7.323. Au second tour, il se désiste en faveur de Selle, socialiste, qui est élu.

Il meurt le 19 janvier 1914 à Trith-Saint-Léger, commune qu'il avait administré pendant 22 ans, à l'âge de 70 ans.

SIROT (JULES), né le 17 février 1843 à Valenciennes (Nord), mort le 12 février 1918 à Aire-sur-la-Lys (Pas-de-Calais).

Député du Nord de 1889 à 1893.

Jules Sirot avait pris part à la défense de Paris en 1870 comme engagé volontaire et s'y était illustré par son courage. Maître de forges, il devint maire de sa commune, Saint-Amand-les-Eaux, puis conseiller général.

Très aimé de ses concitoyens, il se porte candidat aux élections législatives de 1889 comme républicain anti-boulangiste. Dans sa profession de foi, il se présente comme un homme de travail et s'engage à défendre les intérêts de tous

les travailleurs dans une République < sans équivoque >.

Il est élu dans la 2^e circonscription de Valenciennes par 8.335 voix contre 5.902 à de Carpentier, candidat boulangiste ; sur 18.582 inscrits, 14.446 électeurs avaient pris part au vote.

Membre de diverses commissions, il est entendu en 1889 dans la discussion de la proposition de loi de Leydet et Peytral tendant à la liberté de la fabrication et de la vente des allumettes chimiques.

En 1891, il prend part à la discussion de l'interpellation de Basly relative à la grève dans les mines de Vicoigne et à l'emploi que font certaines compagnies des sommes retenues aux ouvriers.

Après avoir obtenu plusieurs congés, Jules Sirot ne se représente pas aux élections de 1893.

Il meurt le 12 février 1918 à Aire-sur-la-Lys à l'âge de 75 ans.

SIROT-MALLEZ (PIERRE, Hector), né le 14 mai 1835 à Valenciennes (Nord), mort le 8 novembre 1898 à Haulchin (Nord).

Député du Nord de 1893 à 1898.

Après avoir puisé à l'École des arts et métiers de Châlons des connaissances pratiques qui lui permettent d'aborder à la fois l'industrie métallurgique et l'industrie agricole, Hector Sirot-Mallez devient maître de forges, comme son père, et fabricant de sucre.

Candidat républicain aux élections de 1893, dans la 3^e circonscription de Valenciennes, il est élu au premier tour, le 20 août, par 8.899 voix sur 16.815 votants, contre 5.724 à Thellier de Poncheville, député sortant, conservateur.

Dans sa profession de foi, il se déclare absolument dévoué aux institutions démocratiques et affirme que, s'il est élu, ses efforts tendront à assurer le maintien d'une législation qui protège plus efficacement l'agriculture et qui donne à l'industrie la possibilité de soutenir avec succès la lutte contre la concurrence étrangère. Il estime qu'à cet effet, il convient d'organiser au plus tôt le crédit agricole et le crédit industriel.

Membre de diverses commissions, Hector Sirot-Mallez ne se signale guère à la Chambre, si ce n'est par le dépôt d'une proposition de loi tendant à modifier le tarif général des douanes en ce qui concerne les fils de lin.

Au premier tour des élections de 1898, le 3 mai, et dans la même circonscription de Valenciennes, il est mis en ballottage. Mais, au second tour, le 22 mai, il est réélu par 10.914 voix, contre 7.017 à Selle, maire socialiste de Denain.

Ce second mandat est de courte durée, puisque Hector Sirot-Mallez décède le 8 novembre 1898 à Haulchin, âgé de 63 ans.

SIXTE-QUENIN (SIXTE, ANATOLE QUENIN, dit), né le 3 juillet 1870 à Arles (Bouches-du-Rhône).

Député des Bouches-du-Rhône de 1910 à 1919 et de 1928 à 1936.

Sixte Anatole Quenin, dit Sixte-Quenin était le huitième d'une famille de dix enfants. Il quitta l'école primaire à treize ans et connut alors la difficile existence de l'employé de commerce d'une petite ville. Il fut très rapidement intéressé par les idées socialistes : c'est durant son adolescence, en effet, que le mouvement socialiste, écrasé avec la Commune de Paris, commença à renaître et à se développer.

Sixte-Quenin adhéra au parti socialiste en 1893 et devint l'animateur du parti dans toute la région arlésienne. Derrière Jaurès et Zola il défendit alors la cause de Dreyfus.

En 1898, il fut le premier candidat socialiste dans l'arrondissement d'Arles. Il recueillit 2.400 voix, ce qui était déjà un grand succès. Ses idées, il les défendit dès cette époque dans deux journaux locaux, *Le petit Arlésien* et *Le combat social du Gard*. Élu en 1900 conseiller municipal sur une liste de coalition radicale et socialiste, il devint premier adjoint au maire.

En 1906, il est de nouveau candidat à Avignon, mais sans succès. Les élections législatives des 24 avril et 8 mai 1910 le retrouvent candidat de l'arrondissement d'Arles. Il est élu pour la première fois député, au deuxième tour de scrutin, par 10.040 voix. son concurrent le député sortant Michel Henri n'obtenant que 7.951 suffrages, sur 30.401 inscrits.

Membre de la commission du commerce et de l'industrie et de la commission des boissons, il continua à déployer une grande activité dans la défense de ses idées. Il intervint ainsi : pour l'amnistie, contre le colonialisme, contre la peine de mort, contre la loi de trois ans, pour l'impôt sur le revenu, pour l'enseignement primaire.

Aux élections des 26 avril et 10 mai 1914, il arriva en tête au premier tour et fut élu au deuxième tour avec 10.144 voix, contre 8.564 à Granaud, sur 29.923 inscrits.

Tant au sein des diverses commissions dont il fit partie — du commerce et de l'industrie, du suffrage universel, de l'administration générale — qu'à la tribune, il ne cessa de souhaiter une fin rapide du conflit. Il déposa des propositions de loi sur : la prorogation des échéances et le retrait des dépôts dans les banques et les établissements de crédit, une meilleure utilisation des hommes mobilisables (1916) la déclaration, la réquisition et la répartition des denrées et du charbon (1917), l'attribution d'une allocation temporaire aux petits retraités des chemins de fer.

A la même époque (1915) il collabora à *l'Humanité*.

Il rapporta la proposition de loi fixant à 5 % le taux maximum de l'intérêt des prêts sur titres consentis avant la mobilisation et prend part à la discussion du projet de loi concernant l'établissement d'une contribution sur les bénéfices de guerre (1917).

En 1919 le scrutin de liste lui est fatal : il n'obtient en effet que 13 369 voix sur 62 891 inscrits.

Il devint alors secrétaire général du *Populaire* organe central du parti socialiste S.F.I.O. depuis la scission de Tours. C'est durant cette période également qu'il fonda à Arles avec quelques autres militants le journal *L'homme de bronze*.

Il se représenta dans la circonscription d'Arles comme publiciste aux élections des 22 et 29 avril 1928 et obtint 9.587 voix contre 8.118 à M. Jean, sur 29.674 inscrits.

Il retrouva sa place à la commission du commerce et de l'industrie et à la commission du suffrage universel mais entra aussi à la commission de l'Algérie, des colonies et des protectorats.

Il déposa une proposition de résolution tendant à empêcher la destruction des denrées comestibles (1932) et est maintes fois l'orateur du parti sur la question coloniale, dénonçant les expéditions de Syrie et de Chine, exposant la pensée socialiste contre les thèses colonialistes ou communistes. Il prit également part à la discussion du projet de loi sur la viticulture et le commerce des vins (1931), du projet de loi relatif à l'outillage national et d'un projet concernant l'élection des députés (1932).

Ses électeurs lui renouvelèrent leur confiance aux élections des 1^{er} et 8 mai 1932. Il fut élu au second tour en obtenant 9 384 voix, contre 5 854 à Dominique, sur 30.537 inscrits.

Il fut membre des mêmes commissions que sous la précédente législature.

À la fin de 1934, à la suite d'une crise municipale, il avait été élu maire d'Arles. Ce mandat lui fut renouvelé aux élections de 1935 et il demeura premier magistrat de cette ville jusqu'au mois de juin 1936.

Alors que le Front populaire triomphe, il fut battu aux élections législatives de 1936 et c'est son concurrent communiste, Mouton, qui l'emporta au deuxième tour de scrutin. Il remit alors sa démission de maire.

Collaborateur à d'innombrables journaux socialistes, il signait ses articles de Sixte-Quenin ou de Jarjailles. Il avait aussi collaboré à l'*Encyclopédie socialiste*.

seignement, obtient sa licence en droit, est reçu avocat et devient par la suite Bâtonnier de l'ordre à Castres.

Propriétaire-viticulteur dans son pays natal du domaine de Paillargues, il collabore à *La Vigne*, organe viticole du département de l'Aude et au *Midi socialiste*.

Très au courant des questions viticoles, il prend une part active à la défense des intérêts des vignerons lors de la crise de 1904-1905.

Il est élu maire de Castres et conseiller municipal en 1919. Il consacre alors son activité à l'enseignement, à la législation et à l'hygiène civile et naturellement à toutes les questions viticoles.

Un cadre plus large est digne de ses compétences. Il se présente le 11 mai 1924 aux élections législatives et est élu à la majorité absolue sur la liste du bloc des gauches par 46.761 voix. Il est réélu le 29 avril 1928, au deuxième tour de scrutin, par 7.137 voix contre 6 400 à Balayé.

À la Chambre des députés, il s'inscrit au groupe du parti socialiste. Il devient secrétaire de la commission des mines et membre de la commission de législation civile.

Il déploie une grande activité au cours des deux législatures pendant lesquelles il exerce son mandat.

Il dépose un rapport sur la proposition de loi adoptée par la Chambre des députés et adoptée avec modification par le Sénat tendant à modifier l'article 767 du code civil relatif à l'usufruit du conjoint survivant. Il prend part à la discussion d'une proposition de loi ayant pour objet de compléter la législation sur les loyers et d'éviter les expulsions ainsi que sur le projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1925-1926. Il intervient dans la discussion d'interpellation relative à la réintégration des cheminots révoqués et dans la discussion du projet de loi ayant pour objet de régler les rapports des bailleurs et des locataires de locaux d'habitation. Enfin il demande à interpellier sur les réformes administratives en général et sur les réformes judiciaires en particulier.

Henri Sizaire est chevalier de la Légion d'honneur.

SOLAGES (JÉRÔME, LUDOVIC, MARIE, marquis de), né le 20 juillet 1862 à Carmaux (Tarn), mort le 15 juin 1927 à Souday (Loir-et-Cher)

*Député du Tarn
de 1889 à 1892 et de 1898 à 1902.*

Jérôme de Solages appartenait à une vieille famille du Rouergue où elle s'était acquis une grande renommée au XVIII^e siècle. C'est en effet son grand-père, le chevalier de Solages, qui découvrit les gisements de Carmaux, ce qui lui valut de se voir octroyer le privilège de leur exploitation par Louis XV.

SIZAIRE (HENRI), né le 11 septembre 1873 à Rieux-Minervois (Aude).

Député du Tarn de 1924 à 1932.

Après de brillantes études secondaires, il semble se destiner à la médecine mais peu de temps après, il abandonne cet en-

Après des études particulièrement brillantes Jérôme de Solages épouse une fille du baron René Reille et aborde la vie professionnelle. Il devait y connaître une remarquable réussite puisqu'il devint rapidement président du conseil d'administration des mines de Carmaux et administrateur de la compagnie industrielle à Paris.

Jeune encore, en 1889, il décide d'aborder la carrière politique et est facilement élu conseiller général du Tarn par ses concitoyens qui avaient pu apprécier ses qualités d'administrateur dynamique.

Encouragé par ce succès il brigue le siège de député de la 2^e circonscription d'Albi et l'emporte cette même année 1889, par 6 235 voix contre 5 441 à Esquilat, son principal adversaire.

À la Chambre sa naissance et sa position sociale le poussèrent tout naturellement à siéger sur les bancs des conservateurs.

Sa vie politique, brillamment commencée, devait cependant connaître une interruption inattendue. En 1892 des grèves d'une ampleur considérable affectèrent les mines de Carmaux, grèves qui prirent rapidement un net caractère politique. La presse se fit largement l'écho de cette situation et une partie d'entre elle fit courir le bruit qu'une solution au conflit pourrait être trouvée si de Solages se démettait de son mandat de député. Jérôme de Solages, « ne voulant pas que personne pût prétendre qu'il était un obstacle à la reprise du travail qui faisait vivre un si grand nombre d'ouvriers », consentit à démissionner sans que, pour autant, les parties en présence pussent parvenir rapidement à un règlement du conflit en cause.

Il semblait que de Solages fût désormais résolu à se tenir à l'écart du monde politique lorsque des circonstances particulières l'y ramenèrent dès les élections législatives de 1898. À la suite de sa démission de Solages avait été remplacé à la Chambre par Jean Jaurès. Pour tenir celui-ci en échec les conservateurs du département pensèrent que le recours à Jérôme de Solages s'imposait. C'est ainsi que ce dernier, cédant aux nombreuses sollicitations de ses amis politiques consentit à affronter Jaurès, tâche ardue qu'il devait néanmoins mener à bien puisqu'il battait le grand leader socialiste dès le premier tour par 6 702 voix contre 5 115.

À la Chambre il siégea parmi les républicains indépendants et se manifesta peu en séance publique.

Aux élections législatives de 1902 il affronta de nouveau Jean Jaurès mais cette fois il est battu n'obtenant que 6 154 voix contre 6 544 voix à son adversaire.

Candidat de l'action libérale en 1906 il est à nouveau tenu en échec par Jaurès qui obtint 6 386 voix contre 6 147 voix à de Solages.

À la suite de ces deux échecs il se consacra uniquement à ses activités professionnelles.

Le 15 juin 1927 il mourait à l'âge de 64 ans dans le petit village de Souday.

SOLAND (THÉOBALD de), né le 1^{er} décembre 1821 à Angers (Maine-et-Loire), mort le 8 mars 1906 à Faveraye-Machelles (Maine-et-Loire).

*Député du Maine-et-Loire
de 1876 à 1898.*

(Voir première partie de la biographie dans ROBERT ET COUGNY, *Dictionnaire des Parlementaires*, t. V, p. 328.)

Soland est réélu en 1889, dans la 2^e circonscription d'Angers, avec 12 511 voix sur 15 745 votants.

Au cours de cette législature, il est président de différents bureaux. Passionné par les problèmes économiques, et plus spécialement agricoles et douaniers, il prend une part active à la discussion des budgets de la nation.

Il est encore une fois élu en 1893 dans la même circonscription avec 9 450 voix, son principal adversaire, Béclard, n'obtenant que 7 713 suffrages.

Agé de 77 ans à la fin de cette législature, Soland ne se représente pas aux élections et prend un repos bien mérité. Le 8 mars 1906 — il avait 85 ans — il meurt à Faveraye-Machelles.

SOMMEILLIER (JULES), né le 8 août 1856 à Montmédy (Meuse), mort le 12 novembre 1900 à Norroy-le-Sec (Meurthe-et-Moselle).

Député de la Meuse de 1898 à 1900.

Avocat, maire de Montmédy et conseiller général de la Meuse, Jules Sommeillier fut élu député aux élections générales législatives de 1898, le 8 août, comme candidat républicain, par 8 385 voix contre 3 467 à Renaudin, républicain.

Il s'inscrivit à la Chambre au groupe de la gauche démocratique.

En deux ans de mandat il déposa seulement un rapport d'élection.

Jules Sommeillier mourut en cours de mandat, le 12 novembre 1900 à Norroy-le-Sec, en Meurthe-et-Moselle, à l'âge de 44 ans.

SONNERY-MARTIN (JEAN, PIERRE, XAVIER, Louis SONNERY dit) né le 5 janvier 1841 à Tarare (Rhône), mort le 23 décembre 1907 à Lyon (2^e) (Rhône).

Député du Rhône de 1893 à 1898

Louis Sonneroy-Martin se tourna d'abord vers le commerce et l'industrie, domaines dans lesquels il connut une

réussite brillante. Manufacturier, ses compétences commerciales lui valurent la confiance et le respect de ses amis comme de ses concurrents. C'est ainsi qu'il fut élu président de la chambre de commerce de Tarare, juste récompense d'un travail obstiné en faveur du développement industriel et commercial de la région.

Homme d'action, Sonneroy-Martin se dirige dès 1878 vers la politique et devient conseiller général du Rhône, fonction qui, pensait-il, lui permettrait mieux encore que le poste de président de la chambre de commerce de Tarare d'œuvrer pour la promotion de son département.

Quinze ans passés au service du département du Rhône l'incitent à briguer un mandat national et, en 1893, il se porte candidat aux élections législatives dans la 2^e circonscription de Villefranche.

Il demande un emploi plus honnête et plus sage des ressources nationales et proteste contre l'accroissement constant du budget. Dans le même temps il attaque violemment les travaux publics improductifs, les sinécures et le gaspillage.

Sonneroy-Martin s'affirme tout au long de la campagne électorale comme le partisan d'un gouvernement fort. Pour lui le but auquel doivent tendre tous les efforts est l'amélioration du sort des cultivateurs et des ouvriers.

Candidat des comités républicains libéraux il est élu au scrutin de ballottage par 7.881 voix contre 6.111 à Lachize, député sortant socialiste, et 2.345 voix à Chaffanjon, républicain.

Au premier tour Sonneroy-Martin avait obtenu 6.607 voix, Lachize 5.096, Lussalle 4.895 et Désigaud 1.005.

A la Chambre il n'intervint jamais en séance publique, mais s'il n'affronta jamais la tribune il n'en déploya pas moins dans les milieux gouvernementaux une vive activité pour obtenir un essor rapide de la région qu'il représentait.

Sans doute son absence des débats publics lui fut-elle fatale puisqu'aux élections législatives de 1898 il ne parvint pas à retrouver son siège. Il affrontait un avocat local, Pallix, qui le battit par 10.689 voix contre 8.548.

Ainsi prenait fin la carrière politique de Louis Sonneroy-Martin qui devait désormais se consacrer à ses activités professionnelles.

SONNIER (EDOUARD, CHARLES, ANTOINE de), né le 19 avril 1828 à Blois (Loir-et-Cher), mort le 13 novembre 1896 à Epeigné-sur-Dême (Indre-et-Loire).

Député du Loir-et-Cher de 1876 à 1889.

(Voir première partie de la biographie dans ROBERT ET COUGNY, *Dictionnaire des Parlementaires*, t. V, p. 331.)

Edouard de Sonnier se représenta aux élections de 1889, dans la circonscrip-

tion de Vendôme, mais sans succès. Il obtint 4.691 voix sur 18.532 votants au premier tour et 5.869 sur 18.822 au second, s'inclinant devant Possesse élu avec 6.977 voix.

Il ne fit plus acte de candidature et mourut le 13 novembre 1896 à Epeigné-sur-Dême, à l'âge de 68 ans.

SORBÉ (Basses-Pyrénées). — Voy. **DELOM-SORBÉ.**

SORRIAUX (URIANE, JEAN-BAPTISTE), né le 12 juillet 1859 à Bouchain (Nord), mort le 26 juillet 1918 à Vilvorde (Belgique).

Député du Pas-de-Calais de 1914 à 1918.

Uriane Sorriaux est né à Bouchain (Nord) dans une famille de mineurs. Il sera l'aîné de dix enfants. A 10 ans, il descend au fond de la mine. Huit ans après, blessé, il part à Paris, mais au bout d'une dizaine d'années, pris de nostalgie, il revient dans le Nord, à Courrières, où une compagnie houillère lui confie un poste de surveillant. Il devient chef de carreau au puits n° 8, et ensuite, secrétaire de la caisse de secours où, déployant une grande activité pour la défense des ouvriers mineurs, il s'attira la haine patronale qui aboutit à son licenciement.

Pour vivre, il se livra alors à la vente du *Réveil du Nord*, et en 1896 il fonda une coopérative qu'il géra jusqu'en 1914. Dès 1898 il organisa de nombreuses sections syndicales d'ouvriers mineurs, et en 1906, il contribua au congrès de Montigny-en-Gohelle, à la fondation de la fédération unitaire du Pas-de-Calais.

En 1907, il est conseiller général; en 1912, maire de Courrières. Cela ne l'empêcha pas de poursuivre son activité d'administrateur du syndicat des mineurs.

Le 10 mai 1914, il est élu député du Pas-de-Calais, lors du partage de la 5^e circonscription de Béthune. Mais la guerre survient. Uriane Sorriaux est déporté en Belgique, puis arrêté par les Allemands pour avoir aidé un prisonnier anglais évadé. Condamné à un an de cellule, il meurt le 26 juillet 1918 à Vilvorde, rue Longue-des-Moulins.

SUBEYRAN (JEAN, MARIE, GEORGES, GIRARD, baron de), né le 3 novembre 1825 à Paris, mort le 2 février 1897 à Paris (8^e).

Député de la Vienne au Corps législatif de 1863 à 1870.

Représentant de la Vienne à l'Assemblée Nationale de 1871 à 1875.

Député de la Vienne de 1876 à 1893.

(Voir première partie de la biographie dans ROBERT ET COUGNY, *Dictionnaire des Parlementaires*, t. V, p. 332.)

En 1889, les concurrents du baron de Soubeyran dans l'arrondissement de Loudun semblent quelque peu découragés : aux élections générales, il ne se voit opposer aucun adversaire mais il ne recueille pas tous les suffrages : sur 10.699 inscrits et 7.387 votants, 5.485 voix se regroupaient sur son nom.

Cependant, le mouvement boulangiste avait bouleversé la France de 1885 à 1889. Le baron de Soubeyran l'avait appuyé. Depuis 1889, le boulangisme déclinait, la situation sociale de la France évoluait et la crise économique se faisait sentir. Depuis 1863, le baron de Soubeyran est député de la Vienne, élu dans des élections où le plus souvent aucun concurrent sérieux ne lui est opposé. Mais les élections de 1893 vont lui être fatales.

Au premier tour, sur 11.735 inscrits et 9.809 votants, le baron de Soubeyran, premier, compte 3.571 voix, Thonnard-Dutemple, 3.223 voix et Ridouard, 2.908 voix. Le second tour verra la victoire de Thonnard-Dutemple sur Soubeyran : 5.080 voix contre 4.589. Le candidat républicain, finalement, conseiller général du canton de Loudun, maire de Beuxes, avait eu raison du candidat conservateur.

Durant son activité de parlementaire, le baron de Soubeyran a appartenu à de nombreuses commissions mais plus particulièrement aux commissions chargées d'examiner les lois de finances. Dans toutes les discussions de technique financière, il intervient.

Le baron de Soubeyran s'intéresse également aux chemins de fer. Il est d'ailleurs administrateur de la Compagnie des chemins de fer du Nord.

Président du conseil d'administration de la Banque d'escompte de Paris et de la Société des immeubles de France, il est arrêté le 10 février 1894 sous l'inculpation de virements de fonds, distribution de dividendes fictifs, etc... Sous caution de 300.000 F, il fut remis en liberté. La procédure traîna en longueur et s'éteignit en même temps que le baron de Soubeyran qui décéda le 2 février 1897 à Paris. Personnalité parisienne en vue, il avait fondé une écurie de courses renommée et il était officier de la Légion d'honneur.

SOUBIGOU (FRANÇOIS, LOUIS), né le 11 février 1819 à Plouneventer (Finistère), mort le 17 février 1902 à Plouneventer.

Sénateur du Finistère de 1876 à 1894.

(Voir première partie de la biographie dans ROBERT ET COUGNY, *Dictionnaire des Parlementaires*, t. V, p. 333.)

Atteint par les fatigues de l'âge, Soubigou ne fit plus que de brèves apparitions au Palais du Luxembourg. Il déposa et fit un rapport sur l'élection de la Gironde le 30 avril 1892.

Il ne se représenta pas aux élections sénatoriales du 7 janvier 1894.

Il mourut le 17 février 1902 à Plouneventer, son pays natal, à l'âge de 83 ans.

SOUBIGOU (FRANÇOIS, LOUIS, MARIE, PASCAL), né le 14 avril 1863 à Plouneventer (Finistère), mort le 21 octobre 1914 à Lesneven (Finistère).

Député du Finistère de 1912 à 1914.

Né à Plouneventer (Finistère), dans une famille bretonne dont la renommée était grande, Soubigou, après des solides études secondaires au collège de Lesneven se rendit à l'université catholique d'Angers dont il devint l'un des lauréats les plus brillants puis il fut reçu licencié en droit à la Faculté de droit de Paris.

Son oncle, François, Louis Soubigou, sénateur du Finistère de 1876 à 1894 ne manqua pas de le former à la réflexion politique et sociale, et, très jeune, Louis fonda à Landerneau la « conférence Sainte Anne », une société d'études placée sous la présidence de M. de Dulong de Rosnay. C'est ainsi qu'il se fit connaître dans la jeunesse catholique de son département. Le 16 janvier 1889, il prend les fonctions de notaire à la résidence de Lesneven. Déjà apprécié en tant qu'animateur, respecté pour l'ouverture de son esprit et sa grande compétence, Louis Soubigou gravit sans peine les échelons politiques locaux : conseiller municipal, adjoint puis maire de sa commune, conseiller général en 1897.

En 1912 meurt l'abbé Gayraud, député du Finistère, dont il était l'ami. Naturellement on fit appel à lui pour l'élection partielle de la 3^e circonscription de Brest : sur 14.143 votants, Soubigou, républicain libéral, fut élu avec 9.705 voix contre 4.103 à Nicol, républicain de gauche.

Catholique fervent et disciple de de Mun, il ne cessa de réclamer la reprise des relations diplomatiques avec le Vatican « afin de conserver dans le monde l'influence de la France et sa puissance conciliatrice en Extrême-Orient ». Le 25 décembre 1913, il fit dans le même ordre d'idées une intervention remarquée pour s'opposer à la laïcisation du collège de Lesneven dont il avait été l'élève.

Il fut réélu, triomphalement peut-on dire, en mai 1914 par 10.720 voix sur 12.576 votants. Il s'inscrivit à la même commission de l'agriculture mais malheureusement son mandat est de courte durée : il meurt le 21 octobre 1914 à Lesneven.

SOUCAZE (PIERRE, ANTOINE, ALPHONSE), né le 9 avril 1818 à Campan (Hautes-Pyrénées), mort le 29 mars 1902 à Campan.

Député des Hautes-Pyrénées de 1885 à 1889.

(Voir première partie de la biographie dans ROBERT ET COUGNY, *Dictionnaire des Parlementaires*, t. V, p. 334.)

Soucaze ne se représenta pas aux élections de 1889 et ne fit plus acte de candidature.

Il mourut à l'âge de 84 ans à Campan, le 29 mars 1902.

SOUCHU-SERVINIÈRE (THÉOPHILE), né le 17 novembre 1830 à Laval (Mayenne), mort le 17 février 1900 à Laval.

Député de la Mayenne de 1876 à 1885.

(Voir première partie de la biographie dans ROBERT ET COUGNY, *Dictionnaire des Parlementaires*, t. V, p. 334.)

Souchu-Servinière ne se représenta plus et mourut le 17 février 1900 à Laval dans sa soixante-dixième année.

Il était chevalier de la Légion d'honneur.

SOUHET (MARCELLIN), né le 5 mars 1845 au Chambon Feugerolles (Loire), mort le 15 août 1925 à Firminy (Loire).

Député de la Loire de 1889 à 1898.

Négociant en grains et en farines à Firminy (Loire), Souhet fut élu maire de cette ville, mais il fut révoqué de ses fonctions à la suite d'une grève des mineurs.

Il fut conseiller général de la Loire et à ce titre, il attacha son nom au réseau départemental de chemins de fer.

Depuis toujours attiré par la politique, il se présenta à la députation en 1889, avec un programme résolument radical-socialiste. Il fut élu député de la Loire, dans la 2^e circonscription de Saint-Etienne, le 6 octobre 1889, au second tour de scrutin, obtenant 9.446 voix sur 16.274 votants, contre 6.675 à Gay, candidat monarchiste.

Il fut réélu le 20 août 1893, au premier tour de scrutin, dans la 4^e circonscription de Saint-Etienne, obtenant 6.110 voix contre 5.423 voix à Pardon, sur 12.086 votants.

Souhet est partisan d'une réforme de l'impôt : il demande l'institution d'un impôt unique, progressif, sur le revenu ou sur le capital.

Il demande la réduction des frais de justice et le remplacement des magistrats inamovibles par des magistrats élus au suffrage universel.

Il souhaite l'égalité de tous les enfants devant l'école, une école laïque et gratuite.

Il s'intéresse au sort des travailleurs et demande la réduction de la journée de travail, dont la durée, selon lui, ne devrait pas dépasser dix heures dans les ateliers et les manufactures et huit heures dans les mines.

Il demande la suppression du Sénat, la suppression du budget des cultes, le service militaire obligatoire pour tous les Français, la suppression des emplois inutiles et l'interdiction du cumul des fonctions rétribuées.

Souhet eut, à la Chambre des députés, une activité intense. Il fut membre de plusieurs commissions : commission de la marine, commission relative à la réglementation du travail, ainsi que de la commission chargée de l'examen de la proposition de loi sur la liberté d'association.

Elu d'une circonscription minière et ouvrière, Souhet intervint fréquemment en faveur des mineurs, notamment lors de la catastrophe dans les mines de Saint-Etienne, en 1891.

Il déposa un amendement au projet de loi sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes, tendant à abaisser à dix heures par jour au maximum la durée de la journée de travail pour les femmes et les filles au-dessus de dix-huit ans.

Souhet prit part à de nombreuses discussions sur l'armée. Il déposa notamment une proposition tendant à instituer la franchise postale en faveur des soldats et de leurs familles.

Sa qualité de négociant en grains et en farines fit qu'il intervint fréquemment sur ce sujet, notamment dans la discussion relative à l'augmentation des droits de douane sur les blés et ses dérivés, ainsi que dans le budget de la Guerre, sur le chapitre des vivres.

Souhet perdit la faveur de ses électeurs au renouvellement de 1898 et ne la retrouva plus, malgré son obstination. Il fut battu en effet dès le premier tour avec 4.958 voix sur 15.887 votants contre 10.761 à Claudinon, élu ; en 1902 il faillit retrouver son siège : 9.346 voix contre 9.615 à Claudinon. Ayant accusé son adversaire d'avoir voulu machiner un attentat contre lui, Souhet obtint de justesse l'invalidation, mais ne put l'emporter le 7 juin 1903 avec 8.620 voix contre 10.248 à Claudinon, réélu. Il ne se représenta pas en 1906 mais eut le plaisir de voir Claudinon battu. Aussi espéra-t-il retrouver son siège en 1910 ; ce fut un échec : 1.924 voix sur 19.950 votants au premier tour et le dernier carré, 4 voix, au scrutin de ballottage.

Il abandonna désormais la compétition électorale et mourut à Firmigny, le 15 août 1925, à l'âge de 80 ans.

SOULA (DANIEL, JEAN-BAPTISTE), né le 5 février 1906 à Ganac (Ariège)

Député de l'Ariège de 1936 à 1942.

Instituteur, secrétaire fédéral S.F.I.O. du département de l'Ariège, Daniel Soula fut élu député de l'Ariège, le 3 mai 1936, au second tour de scrutin, dans la circonscription de Pamiers, par 9.766 voix sur 10.298 suffrages exprimés, son principal concurrent n'en obtenant que 420.

Inscrit au groupe parlementaire socialiste, il appartient à la commission de la législation civile et criminelle, des postes, télégraphes et téléphones, de la santé publique.

Il déposa une proposition de loi tendant à compléter la loi du 26 avril 1924 sur l'emploi obligatoire des mutilés de guerre (1937), et présenta deux rapports, l'un sur le projet de loi augmentant le nombre des conseillers d'Etat en service extraordinaire, l'autre sur le projet de loi tendant à la ratification du décret instituant au profit du budget des P.T.T. une taxe sur le produit des recettes de publicité des postes de radiodiffusion privés.

Il prit plusieurs fois la parole lors des discussions budgétaires concernant la santé publique et les postes, télégraphes et téléphones.

A la séance du 10 juillet 1940, il vota les pleins pouvoirs au maréchal Pétain.

SOULIÉ (Louis), né le 6 mars 1871 à Saint-Etienne (Loire), mort le 9 septembre 1939 à Saint-Just-sur-Loire (Loire).

Sénateur de la Loire de 1920 à 1933.

Petit-fils du fondateur de la première société de secours mutuels française, « Société des Maîtres et Ouvriers veloutiers de Saint-Etienne », il fonda avec Waldeck-Rousseau *La Tribune républicaine*, journal quotidien du Centre et du Sud-Est. Syndic de la presse républicaine départementale et vice-président du syndicat des quotidiens régionaux, il fut membre du Comité général des associations de la presse française.

Conseiller municipal de Saint-Etienne en 1900 puis conseiller général des Hautes-Alpes pendant quinze ans, il devint maire de Saint-Etienne et conseiller général de la Loire.

Elu sénateur de la Loire le 11 janvier 1920, au premier tour par 496 voix sur 959 votants, il fut devancé par Merlin, Morel et Drivet, qui obtinrent respectivement 532, 527 et 506 voix.

Son mandat lui fut renouvelé le 6 janvier 1924, au premier tour, par 487 voix sur 964 votants. Il se représenta le 16 octobre 1932, mais n'arriva qu'en neuvième position, avec 406 voix sur 988 votants, et ne fut pas réélu.

Inscrit au groupe de la gauche démocratique, radicale et radicale-socialiste, il fit partie, comme rapporteur ou à titre de simple membre, de diverses commissions et notamment de celles de l'administration générale, départementale et communale ; du commerce, industrie, travail et postes ; des mines.

Il fut l'auteur de propositions de loi tendant au rétablissement du scrutin uninominal pour l'élection des députés ; à rendre les Françaises éligibles à toutes les fonctions publiques ; à accorder l'amnistie aux délits politiques. Il déposa des amendements et prit part à la discussion de divers budgets.

Ses multiples interpellations se rapportèrent notamment à l'enquête ouverte sur l'affaire dite « des fusillés de Vingré » ; à la désorganisation des postes et des transports ; à la réintégration des cheminots ; aux intentions du gouvernement en matière d'amnistie ; aux moyens envisagés pour faire attribuer aux travailleurs à domicile le bénéfice des assurances sociales.

En 1920, il prit part à la discussion du projet de loi relatif aux nouvelles ressources fiscales et à la discussion du projet de loi relatif à l'amnistie.

En 1922, il intervint dans les discussions du projet de loi sur le recrutement de l'armée et de la proposition de loi relative à l'amnistie des mutins de la Mer Noire.

Il se fit aussi entendre notamment en 1925 dans la discussion du projet de loi relatif aux difficultés de trésorerie ; en 1930, dans la discussion de l'interpellation de Mario Rouston et de celles qui y furent jointes, sur l'équilibre budgétaire des communes.

Il mourut le 9 septembre 1939 à Saint-Just-sur-Loire.

SOULIER (EDOUARD, CAMILLE), né le 1^{er} janvier 1870 à Bordeaux (Gironde), mort le 2 septembre 1938 à Courbevoise (Seine).

Député de la Seine de 1919 à 1938.

Issu d'une famille qui tire ses origines des Cévennes, de la Lorraine, de la Bretagne et du Languedoc, il fit ses études au lycée et à la Faculté des lettres de Bordeaux.

De 1896 à 1899 il va à la faculté de théologie protestante de Montauban, dépendant alors de l'Université de Toulouse.

Pasteur de l'église réformée, il exerça son ministère à Chezy (Deux-Sèvres) où il fonda une université populaire puis à Paris où il dirigea pendant huit ans et demi l'union chrétienne de jeunes gens. Il effectua de nombreux voyages à l'étranger où il s'emploie à faire connaître et aimer la France. Pasteur de l'église luthérienne de la Rédemption, il fut nommé membre du comité protestant de propagande française à l'étranger le 30 août 1915 aux côtés d'Eugène Réveillaud et de Jules Siegfried.

Edouard Soulier collabora à la *Revue chrétienne*, *Le Correspondant*, la *Revue hebdomadaire* et à la *Démocratie* de Marc Sangnier.

Venu à la politique en 1919, après la guerre qui lui enleva deux de ses fils, il est élu député pour la première fois cette même année, obtenant 85.604 suffrages, dans la 2^e circonscription de la Seine sur la liste du Bloc national républicain. Il fut toujours réélu jusqu'à sa mort en 1938. Depuis 1928 il représentait la 2^e circonscription du IX^e arrondissement de Paris.

Aux élections du 22 avril 1928, il obtenait 5.428 voix sur 10.129 votants, contre 3.897 à Barthié ; en 1932, 4.736 voix sur 9.699 votants contre 3.081 à Bauzin ; en 1936, 5.469 voix sur 10.464 votants, contre 4.670 à Vernon.

Depuis mai 1935, Edouard Soulier est conseiller municipal du quartier Rochecourat. Il est nommé vice-président de la fédération républicaine et président d'honneur des Jeunesses patriotes.

Au cours de son long mandat parlementaire, Edouard Soulier fut vice-président de la commission de l'assurance et de la prévoyance sociales, premier secrétaire de la commission des affaires étrangères, rapporteur général des traités de Washington, rapporteur des traités de délimitation entre nos possessions africaines et celles de l'empire britannique et membre de la commission d'enquête sur les événements du 6 février 1934. Enfin, il fut vice-président de la Chambre des députés de janvier 1936 à janvier 1938.

Il est l'auteur d'une proposition de loi donnant la représentation au parlement français aux indigènes de nos colonies.

Il interpelle le 5 février 1920 Millerand sur la nécessité de reprendre les relations avec le Saint-Siège.

Le 22 décembre 1920, il interpelle Leygues sur la politique intérieure.

Le 9 juin 1922, il interpelle Chéron sur la cherté de la vie.

Au cours de cette législature, Edouard Soulier s'intéressa à l'établissement du régionalisme, à la mise en valeur de nos colonies, au rajeunissement à tous les points de vue de la politique étrangère, à toutes les questions touchant aux intérêts parisiens.

Edouard Soulier mourut le 2 septembre 1938 à Courbevoie (Seine).

SOURIGUES (BENOÎT, MARTIN), né le 11 février 1820 à Bayonne (Basses-Pyrénées), mort le 2 septembre 1891 à Anglet (Basses-Pyrénées).

*Député des Landes de 1878 à 1885
et de 1886 à 1891.*

(Voir première partie de la biographie dans ROBERT ET COUGNY, *Dictionnaire des Parlementaires*, t. V, p. 339.)

Candidat du parti républicain aux élections générales du 22 septembre 1889, il est réélu dans l'arrondissement de Saint-Sever, au premier tour de scrutin, par 10.903 voix contre 9.537 à Gavardie, ancien sénateur.

Dans la profession de foi qu'il soumet aux électeurs, il déclare vouloir la réduction des droits d'enregistrement et de l'impôt direct sur la propriété non bâtie.

Il veut également le maintien de la loi sur l'enseignement dans son ensemble avec la gratuité, l'obligation et la laïcité mais il laisse cependant aux pères de famille le droit de mettre leurs enfants dans des écoles libres ; le maintien de la loi sur le service de trois ans et l'extension des attributions des juges de paix en vue de diminuer les frais de procédure et de déplacement pour les emprunteurs.

Il demande la modification de la loi sur les tarifs de chemins de fer, l'application de la loi des syndicats professionnels et de ceux destinés à l'agriculture et la révision de la Constitution de façon à permettre aux propositions émanant de l'initiative individuelle de passer rapidement à l'état de lois.

Durant cette législature, il est entendu dans la discussion de la proposition de loi de d'Aillères et plusieurs de ses collègues tendant à la suppression des trésoriers-payeurs généraux et des receveurs particuliers, à la réorganisation d'un service départemental de trésorerie et de paiement des dépenses publiques dans les départements et à la réunion, sous une même direction, de l'assiette et de la perception des contributions directes.

Il prend part également à la discussion du projet de loi tendant à autoriser les liquidateurs de la compagnie du canal interocéanique de Panama à émettre, dans des conditions spéciales, les obligations à créer en vertu de la loi du 8 juin 1889.

Au cours de la session ordinaire de 1890, il dépose une proposition de loi tendant à modifier la législation des sociétés anonymes.

Il meurt subitement le 2 septembre 1891 à Anglet (Basses-Pyrénées).

SOURIOUX (ERNEST), né le 1^{er} janvier 1895 à Saint-Alpinien (Creuse).

Député de la Creuse de 1939 à 1942.

Exploitant agricole, membre de la chambre d'agriculture de la Creuse, Sourieux n'aborde que tardivement la vie politique en se présentant à une élection partielle le 26 mars 1939 comme candidat d'union républicaine et nationale au siège laissé vacant par Chambonnet, député d'Aubusson, élu sénateur le 23 octobre 1938 et démissionnaire le 31 janvier 1939. Il est élu au second tour de scrutin par 5.589 voix — contre 5.099 à Moluçon — sur 17.232 inscrits et 13.352 votants.

Il siège à la Chambre des députés au groupe des indépendants d'union républicaine et nationale et fait partie de la

commission de l'Algérie, des colonies et des pays de protectorat.

Durant les quelques mois où il exerce son mandat, il prend part à la discussion de plusieurs projets de loi, notamment ceux portant amnistie, tendant à accorder aux mobilisés un moratoire pour le paiement du montant de leur loyer, tendant à instituer la représentation proportionnelle pour l'élection des députés. Il intervient également dans la fixation de la date d'une interpellation sur la tragédie de Finlande de mars 1940 et demande à interpellier le gouvernement sur les mesures que celui-ci compte prendre pour « enlever sans délai aux Allemands et aux Russes de plus en plus intimement associés dans le crime, les initiatives des opérations diplomatiques et militaires ».

Le 10 juillet 1940, à Vichy, il ne prend pas part au scrutin accordant les pouvoirs constituants au maréchal Pétain.

SOUSSIAL (JOSEPH), né le 16 octobre 1852 à Miramont-de-Guyenne (Lot-et-Garonne), mort le 30 juin 1915 à Miramont.

*Député de Lot-et-Garonne
de 1910 à 1914.*

Fils d'un bottier de la localité, Joseph Soussial travailla dès son jeune âge dans l'atelier artisanal familial.

A son retour du service militaire, qu'il accomplit en Afrique du Nord, il confectionna des chaussures de basane, appelées *kroumir*, et créa une petite affaire artisanale à laquelle il adjoignit bientôt le tannage et la préparation des peaux destinées à la fabrication de ces chaussures.

L'affaire prospéra et devint rapidement une entreprise industrielle importante.

Ainsi naquit à Miramont-de-Guyenne l'industrie de la chaussure qui contribua depuis à la prospérité de la ville.

Joseph Soussial débuta dans la politique en 1909 comme maire de sa ville natale et conseiller général.

Candidat aux élections générales législatives des 24 avril et 8 mai 1910 dans la circonscription de Marmande, il fut élu, au second tour de scrutin, par 12 417 voix contre 10 905 à Jacques Chaumié, député sortant, sur 23 607 votants.

Inscrit au groupe de la gauche démocratique, il fut membre de diverses commissions, notamment des commissions du travail et de la législation fiscale.

Il s'intéressa surtout aux questions sociales (récompenses honorifiques aux vieux ouvriers, salaire des ouvrières à domicile dans l'industrie du vêtement, durée du travail dans les mines) et agricoles (encouragement à l'industrie chevaline, défense et reconstitution des vignobles en France, recherches sur les maladies de la vigne).

Il ne manqua la discussion d'aucun des budgets des exercices 1911 à 1914 au titre de l'agriculture, du commerce et de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale, de l'intérieur.

Il déposa en 1912 deux propositions de loi tendant, la première à compléter les articles 11 et 12 de la loi du 30 octobre 1886 sur l'enseignement primaire ; la seconde, à la réorganisation administrative, juridique et économique de la France.

Il demanda à interpellier le gouvernement sur la manière dont sa politique est comprise et obéie dans l'arrondissement de Marmande (1910) ; sur la conduite politique et administrative du préfet du Lot-et-Garonne et du sous-préfet de Marmande (1913). Il fut entendu sur une demande d'interpellation relative à la réforme administrative et sur l'urgence d'une proposition de loi concernant la composition des commissions administratives des hospices et des bureaux de bienfaisance (1913).

Il ne se représenta pas au renouvellement du 26 avril 1914 et mourut un an plus tard dans sa ville natale, le 30 juin 1915, à l'âge de 63 ans.

SOUSTRE (LAZARE, Marius), né le 1^{er} septembre 1828 à Digne (Basses-Alpes), mort le 16 avril 1897 à Digne.

*Député des Basses-Alpes de 1881 à 1885
Sénateur des Basses-Alpes de 1885 à 1897.*

(Voir première partie de la biographie dans ROBERT ET COUGNY, *Dictionnaire des Parlementaires*, t. V, p. 339.)

Marius Soustre siégea au Sénat sur les bancs de la gauche républicaine. Il s'associa à toutes les mesures demandées pour la défense de la République.

Il fut réélu le 7 janvier 1894, au premier tour, par 245 voix sur 421 votants.

Il mourut subitement à Digne le 16 avril 1897, à l'âge de 69 ans.

SPINASSE (CHARLES, MARIE, ANDRÉ), né le 22 octobre 1893 à Egletons (Corrèze).

Député de la Corrèze de 1924 à 1942.

*Ministre de l'Economie nationale
du 4 juin 1936 au 22 juin 1937.*

*Ministre du Budget
du 13 mars au 10 avril 1938.*

Militant de la S.F.I.O., Charles Spinasse devint en 1919 conseiller municipal et conseiller général d'Egletons. En 1922-1923 il était rédacteur en chef du *Populaire du Centre*. Il fut élu député de la Corrèze pour la première fois en 1924 sur la liste du cartel des gauches conduite par Queuille, ayant obtenu 31.159 voix sur 83.333 inscrits.

Inscrit au groupe parlementaire socialiste, membre de plusieurs commissions, il s'intéressa plus particulièrement aux affaires étrangères : reconnaissance par la France du gouvernement des Soviets et reprise des relations diplomatiques avec la Russie (1924) ; commission d'enquête sur les opérations concernant les réparations en nature (1924).

Il se représenta aux élections des 22 et 29 avril 1928 dans la 2^e circonscription de Tulle et fut réélu au second tour de scrutin par 7.428 voix sur 19.856 inscrits, son concurrent Lafarge n'obtenant, lui, que 4.898 voix.

Membre de la commission des finances, il prit fréquemment la parole dans plusieurs discussions budgétaires, en particulier dans le domaine de l'enseignement technique et c'est lui qui présenta un rapport sur le projet de loi relatif à la participation de l'enseignement technique à l'exposition coloniale de Vincennes (1931).

Le 8 mai 1932, toujours dans la 2^e circonscription de Tulle et au second tour de scrutin, il l'emporta par 7.947 voix sur 20.101 inscrits, son concurrent, Bourdarias n'ayant recueilli que 4.586 suffrages.

De nouveau membre de la commission des finances, les objets de ses préoccupations furent : l'enseignement technique (1932), l'amnistie (1933), la politique économique (1934), la politique agricole, la réforme fiscale (1935), les accords professionnels (1936). A des élections sénatoriales partielles de 1935 il avait été candidat de la S.F.I.O., mais sans succès.

Il retrouva son siège de député au moment du Front populaire et, le 3 mai 1936, au second tour de scrutin, il obtint 12.152 voix sur 20.233 inscrits, Lafarge, son concurrent n'en obtenant que 530.

Charles Spinasse fut alors appelé au gouvernement et devint ministre de l'Economie nationale dans le cabinet Léon Blum du 4 juin 1936 au 22 juin 1937.

A ce titre, il intervint dans la discussion du projet de loi instituant la semaine de quarante heures et dans le débat concernant la défense de la petite et moyenne industrie. Il prit également la parole dans la discussion : du projet de loi relatif à l'exécution de grands travaux destinés à lutter contre le chômage, du projet de loi tendant à instituer une aide temporaire aux entreprises commerciales et industrielles, etc...

Dans le 2^e cabinet Léon Blum qui fut constitué le 13 mars 1938, il occupa le poste de ministre du Budget. En cette qualité, il fut entendu dans la discussion du projet de loi tendant à donner au gouvernement les pouvoirs nécessaires pour mettre la nation en état de faire face aux charges lui incombant et spécialement aux besoins de sa défense. Il donna sa démission comme tous les membres du cabinet Léon Blum à la suite du vote émis par le Sénat dans sa séance du 8 avril 1938.

Le 10 juillet 1940 il vota les pleins pouvoirs au maréchal Pétain.

SPRONCK (JEAN, MAURICE, dit MAURICE-SPRONCK), né le 18 février 1861 à Paris, mort le 28 novembre 1921 à Paris.

Député de la Seine de 1902 à 1919.

Après de très brillantes études secondaires, il suit les cours de la Faculté de droit et est reçu avocat. Il prête serment en 1883 devant la Cour d'appel de Paris et y plaide durant plusieurs années.

En même temps, il s'occupe de politique et devient secrétaire particulier du sénateur Auguste Dide. Il est nommé président de la conférence Molé-Tocqueville en 1889 et fait de nombreuses conférences pour l'association nationale républicaine tant à Paris qu'en province.

Il se lance ensuite dans le journalisme et collabore à différentes revues et journaux : *la Revue des deux mondes, la Revue bleue, la Revue hebdomadaire, le Journal des Débats, la République nouvelle de Bordeaux et la Liberté.*

Critique littéraire, il publie : *Les Artistes littéraires* en 1889, remarquable ouvrage sur les écrivains français du XIX^e siècle, *Jacques Bernys* en 1892 et *L'An 330 de la République. XXII^e siècle de l'ère chrétienne* en 1894.

Candidat aux élections municipales de 1900 dans le quartier du Gros-Cailhou (VII^e arrondissement de Paris), il est élu le 13 mai, au second tour de scrutin, par 3.541 voix contre 2.725 à Lopin, conseiller sortant.

Il est également élu conseiller général de la Seine.

A l'Hôtel de Ville, il fait partie de nombreuses commissions : commission mixte des revendications financières, commission mixte des eaux et de l'assainissement, commission chargée de l'examen des comptes de l'Assistance publique. Il est nommé rapporteur sur l'administration des ingénieurs des eaux de la ville de Paris et rapporteur de la question relative à l'abaissement du prix du gaz.

C'est un véritable tribun qui subjugué l'assemblée au cours de ses interventions.

Il se présente comme républicain nationaliste aux élections législatives du 27 avril 1902 dans la 2^e circonscription du VI^e arrondissement de Paris et est élu, au premier tour de scrutin, par 4.380 voix contre 2.335 à Frébault.

Sa profession de foi qu'il ne reniera jamais durant sa longue présence au Palais Bourbon vise toujours la révision de la constitution de 1875, à une politique de rigoureuse économie, au respect intégral de la liberté de conscience et d'enseignement et à la réorganisation de l'armée.

Réélu le 6 mai 1906 par 4.415 voix contre 2.796 à Lamy, il dépose, au cours de cette 9^e législature, une proposition de loi tendant à organiser une exposition internationale d'œuvres d'art à l'Hôtel Biron au profit des pauvres de Paris et prend part à la discussion du projet de loi réglant les conditions provisoires d'exploitation après le rachat du réseau des chemins de fer de l'ouest.

La 10^e législature le compte parmi ses membres puisqu'il est à nouveau réélu le 24 avril 1910 par 4.574 voix contre 3.038 à Hébert.

Au cours de cette législature, il dépose de nombreux rapports sur les projets de loi relatifs à l'établissement de lignes de chemin de fer en Algérie et à celui de la ligne de chemin de fer métropolitain de la place Joffrin à la Porte de la Chapelle.

De nouveau candidat le 26 avril 1914, il est réélu, dès le premier tour de scrutin, par 5.709 voix contre 1.855 à Coryn.

Il s'intéresse tout spécialement au cours de cette législature aux questions de transports, tant civils que militaires.

Le 16 novembre 1919, il se présente sur la liste d'entente républicaine démocratique dans la 4^e circonscription de la Seine; les 75.178 voix sur 189.797 votants qu'il recueille ne suffisent pas à lui donner un siège.

Il meurt à Paris le 28 novembre 1921 à l'âge de 60 ans.

SPULLER (SÉRAPHIN, JACQUES, Eugène), né le 8 décembre 1835 à Seurre (Côte-d'Or), mort le 23 juillet 1896 à Sombernon (Côte-d'Or).

Député de la Seine de 1876 à 1885.

Député de la Côte-d'Or de 1885 à 1892.

Sénateur de la Côte-d'Or de 1892 à 1896.

Sous-secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil et aux Affaires étrangères du 14 novembre 1881 au 27 janvier 1882.

Ministre de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts du 30 mai au 4 décembre 1887.

Ministre des Affaires étrangères du 22 février 1889 au 14 mars 1890.

Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes du 3 décembre 1893 au 23 mai 1894.

(Voir première partie de la biographie dans ROBERT ET COUGNY, *Dictionnaire des Parlementaires*, t. V, p. 340.)

Le 22 février 1889, Eugène Spuller reçut, dans le second cabinet Tirard, le portefeuille des Affaires étrangères. Il occupa ces fonctions pendant l'exposition universelle de 1889 et les quitta le 17 mars 1890, lorsque Freycinet remplaça Tirard.

Aux élections législatives de septembre 1889, Spuller fut réélu député dans la 2^e circonscription de Beaune par 6.501 voix contre 2.339 à David, conservateur. Il fut élu vice-président de la Chambre des députés le 22 mars 1890 et réélu le 15 janvier 1891. Il déclina une nouvelle présidence car il souhaitait entrer à la Haute Assemblée.

Aussi bien, élu sénateur de la Côte-d'Or lors d'une élection partielle le 24 avril 1892, par 716 voix sur 1.047 votants, en remplacement de Pierre Jougneaux, décédé, il démissionna de son mandat de député.

Il s'inscrivit au groupe de l'union républicaine.

Spuller, lors de la formation du cabinet Casimir-Perier en décembre 1893, à laquelle il eut une grande part, fut nommé ministre de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts, fonctions qu'il avait déjà remplies dans le cabinet Rouvier en 1887 et auxquelles il se consacra de nouveau du 3 décembre 1893 au 23 mai 1894.

Il fut réélu sénateur de la Côte-d'Or le 7 janvier 1894, par 812 voix sur 1.029 votants.

Après avoir été partisan acharné de la laïcité et combattu par la plume et la parole la suprématie de l'Eglise sur l'Etat, il devint, vis-à-vis du clergé, partisan d'un libéralisme inquiétant aux yeux de certains, qu'il affirma dans un discours en parlant « de la nécessité d'envisager les relations de l'Eglise et de l'Etat dans un esprit nouveau ». Ce discours eut un grand retentissement.

En dehors de *La République française* dont il fut longtemps le principal collaborateur ou le rédacteur en chef, Spuller publia un grand nombre d'articles dans les journaux républicains.

Il mourut le 23 juillet 1896 à Sombernon, en Côte-d'Or, des suites d'une longue et douloureuse maladie. Il était âgé de 60 ans.

STEEG (JULES), né le 21 février 1836 à Versailles (Seine-et-Oise), mort le 3 mai 1898 à Fontenay-aux-Roses (Seine).

Député de la Gironde de 1881 à 1889.

(Voir première partie de la biographie dans ROBERT ET COUGNY, *Dictionnaire des Parlementaires*, t. V, p. 342.)

Jules Steeg se représenta sans succès en 1889 dans la 1^{re} circonscription de Libourne. Il obtint au premier tour 6.637 voix sur 14.403 votants et se retira avant le scrutin de ballottage. Il ne devait plus faire acte de candidature et s'engagea alors dans la voie universitaire.

Le 28 février 1890, il était nommé inspecteur général hors cadre de l'enseignement primaire, chargé de la direction du musée pédagogique.

Un an et demi avant sa mort, il devenait directeur de l'Ecole normale primaire supérieure de Fontenay-aux-Roses. C'est là qu'il mourut subitement, dans son sommeil, le 3 mai 1898, à l'âge de 62 ans.

STEEG (JULES, JOSEPH, *Théodore*), né le 19 décembre 1868 à Libourne (Gironde).

Député de la Seine de 1904 à 1914.

Sénateur de la Seine de 1914 à 1944

Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts

du 2 mars 1911 au 14 janvier 1912,

du 21 janvier au 22 mars 1913

et du 20 mars au 12 septembre 1917.

Ministre de l'Intérieur

du 14 janvier 1912 au 21 janvier 1913,

du 12 septembre au 16 novembre 1917

et du 20 janvier 1920 au 16 janvier 1921.

Ministre de la Justice

du 17 avril au 11 octobre 1925

et du 21 février au 2 mars 1930.

Président du Conseil

et Ministre des Colonies

du 13 décembre 1930 au 22 janvier 1931.

Ministre des Colonies

du 18 janvier au 13 mars 1938.

Ministre d'Etat

du 13 mars au 10 avril 1938.

Fils de Jules Steeg qui fut député de la Gironde de 1881 à 1889, inspecteur général de l'Instruction publique et directeur de l'Ecole normale primaire supérieure de Fontenay-aux-Roses, Théodore Steeg appartenait à une vieille famille de souche protestante. Il fit ses études secondaires au collège de Libourne, puis au lycée Henri IV à Paris. Il poursuivit de brillantes études supérieures à la Sorbonne et à la Faculté de droit, lauréat de cette dernière en 1887. Il obtint les diplômes de licencié en droit et de licencié ès lettres en 1890. En 1895, il fut classé premier à l'agrégation de philosophie.

Après avoir été professeur à l'Ecole alsacienne de 1892 à 1894, il fut nommé professeur de philosophie au collège de Vannes, puis au collège de Niort. Puis il revint à Paris où il enseigna la philosophie à l'Ecole alsacienne et au lycée Charlemagne jusqu'en 1904. En 1897, il fonda avec Ferdinand Buisson, Maurice Boucher, Emile Duclaux et Madame Kergomard l'« Union populaire » dont il fut pendant deux ans le secrétaire général.

Dès lors, il entra activement dans la politique. Une élection législative partielle eut lieu pour pourvoir au remplacement d'Emile Dubois, député de la Seine, décédé le 7 mai 1904. Théodore Steeg se présenta et fut élu le 24 juillet 1904, comme radical-socialiste, député de la 2^e circonscription du XIV^e arrondissement de Paris. Au premier tour de scrutin, il arrive en tête avec 3.385 voix sur 7.766 votants contre 3.380 au docteur Doyen, 688 à Courtois, 127 à Laberderque et 50 à Montreux. Au second tour, il l'emporta par 4.203 voix contre 5.320 à Doyen, sur 7.805 votants.

Théodore Steeg, qui se fit inscrire en 1905 comme avocat au barreau de Paris, fut réélu à des majorités croissantes en 1906 et en 1910. En 1906, il recueillit

4.930 suffrages sur 9.880 votants contre 3.831 à Poirier de Narçay et 907 à Courtois. En 1910, il obtint 5.097 voix sur 10.147 votants contre 3.392 à Nolent, 1.190 à Courtois, 157 à Koch et 3 à Mersch.

A peine élu, Théodore Steeg marqua sa place au parlement, notamment dans une campagne très vive en faveur de la protection et de l'éducation de l'enfance. Elu en 1906 membre de la commission du budget, il se vit confier le rapport du budget des postes et télégraphes. En 1907, trois ans après être entré à la Chambre, il fut nommé rapporteur du budget de l'Instruction publique.

Désigné en quelque sorte pour le portefeuille de l'Instruction publique, Théodore Steeg devint le grand maître de l'Université le 2 mars 1911, lors de la formation du cabinet Monis. Il le demeurera jusqu'au 14 janvier 1912 car il conserve son poste dans le cabinet Cailiaux qui, le 27 juin 1911, succéda au cabinet Monis, maintenu dans ces hautes fonctions par la sympathie confiante du parlement et l'attachement dévoué des maîtres de l'Université tout entière à tous les degrés de la hiérarchie.

Le 14 janvier 1912, Théodore Steeg devint ministre de l'Intérieur dans le premier cabinet Poincaré. Il le restera jusqu'au 21 janvier 1913, avant de revenir pour un court passage ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts dans les 3^e et 4^e cabinets Briand qui durèrent, l'un du 21 janvier au 18 février 1913, l'autre du 18 février au 22 mars 1913.

Théodore Steeg reprit alors son siège de député, ayant participé pendant deux ans aux Conseils du gouvernement sans avoir connu un échec parlementaire au cours de cette longue période. Avec Viollette, il fit modifier dans un sens humanitaire l'article 331 du code civil en ce qui concerne la législation des enfants adultérins (lois des 7 novembre 1907 et 30 décembre 1915).

A la veille de la guerre, Théodore Steeg quitta le Palais Bourbon pour le Luxembourg. Le 12 mars 1914, une élection sénatoriale eut lieu dans le département de la Seine pour pourvoir au remplacement de Bassinet, décédé le 12 février. Steeg se présenta et fut élu au second tour de scrutin par 557 voix sur 1.012 votants contre 279 à Caron.

Inscrit au groupe de la gauche démocratique, Théodore Steeg entra dès 1915 à la commission des finances et siégea dans de nombreuses commissions spéciales.

Le 20 mars 1917, quand se forma le 5^e cabinet Ribot, il y reprit pour la cinquième fois le portefeuille de l'Instruction publique. Il y fit adopter la loi sur les pupilles de la Nation.

Au cabinet Ribot succéda, le 12 septembre 1917, le premier cabinet Painlevé : c'était le moment le plus difficile de la guerre. Théodore Steeg y accepta le portefeuille de l'Intérieur, si lourd

à cette époque d'angoissantes responsabilités. Il le garda jusqu'au 16 novembre 1917.

En 1918 et 1919, il rentra dans le rang et se fit remarquer par une activité parlementaire intense.

Théodore Steeg sollicita le renouvellement de son mandat de sénateur lors des élections du 11 janvier 1920. Il fut réélu au premier tour de scrutin par 552 voix sur 1.017 votants.

Du 20 janvier 1920 au 16 janvier 1921, il fut ministre de l'Intérieur dans le cabinet Millerand, puis dans le cabinet Leygues. Il fit voter la loi du 25 janvier 1920 relative à l'extension des fonds communs des communes et des départements sur le chiffre d'affaires, sur les automobiles. Il assura aussi des ressources nouvelles aux communes dont la situation financière était particulièrement difficile.

De retour à son fauteuil de sénateur, il fut élu président de la nouvelle commission d'administration générale, départementale et communale.

Les lois d'affranchissement votées en faveur des indigènes algériens rencontraient dans la colonie une opposition très vive qui suscitait par contre-coup, dans la masse indigène, des agitations inquiétantes. Le rapporteur de ces lois parut au gouvernement l'homme indiqué pour en assurer l'application. Théodore Steeg devint gouverneur général de l'Algérie le 28 juillet 1921. Il trouva ce pays tout frémissant encore des angoisses de la guerre, en proie aux crises de l'après-guerre. Quatre années d'une administration pratique, libérale dans ses méthodes, attentive à stimuler les énergies de tous vers une activité solidaire et féconde, ranimèrent en Algérie avec l'apaisement des esprits le goût du Jaïbeur, la confiance dans l'avenir et, par là même, une prospérité dont chaque année marqua les surprenants progrès.

Le 17 avril 1925, Steeg se vit brusquement appelé à prendre, dans le cabinet de conciliation à gauche, formé par Painlevé, le ministère de la Justice. Il quitta donc l'Algérie après avoir jeté les bases indispensables de l'œuvre à accomplir. Il eut pour successeur Viollette.

Mais en ce moment, que la situation financière rendait déjà critique, une rude surprise nous vint du Maroc : l'agression foudroyante des tribus du Nord menaçait jusqu'à l'existence du protectorat. Atteint par la maladie, le maréchal Lyautey allait quitter son poste. Le gouvernement, faisant fonds sur l'expérience des choses africaines acquise par Steeg en Algérie, lui demanda d'accepter la redoutable mission d'assurer au Maroc, en même temps que le rétablissement de la paix, la substitution du régime civil au régime militaire.

Le 11 octobre 1925, ayant donné sa démission de garde des sceaux, Théodore Steeg fut nommé commissaire résident général au Maroc jusqu'à la fin

de l'année 1928. La loi sur les incompatibilités le fit alors rentrer en France.

Dès son arrivée à Rabat, Steeg mit toute son ingéniosité à épargner à nos jeunes soldats les aléas redoutables d'une campagne nouvelle. Sa diplomatie dissocia les forces adverses, réduisit l'ennemi à solliciter la paix et, finalement, à se soumettre sans amertume. Steeg joua un rôle très adroit et particulièrement efficace lorsque se posa la question de la succession à l'empire chrétien lors de la reddition d'Abd-el-Krim.

Entre temps, en 1927, il s'était représenté aux élections et avait été confirmé dans son mandat de sénateur. Au premier tour de scrutin, il obtint 258 voix sur 1.064 votants et au second tour 555 voix sur 1.071 votants.

De 1929 à 1936, il fut membre de la commission des colonies — dont il devint président —, de la commission des affaires étrangères et de la commission de l'Algérie. Puis il appartint également à la commission de l'enseignement. En 1929, avec Mounié, il déposa un amendement au projet relatif aux rapports entre bailleurs et locataires de locaux d'habitation.

Le 21 février 1930, il redevint garde des sceaux dans l'éphémère premier cabinet Chaumets : en effet, il cessa ses fonctions dix jours après, le 2 mars 1930.

Le 13 décembre de cette même année, Théodore Steeg accepta la présidence du Conseil et forma un cabinet dans lequel il se réserva le portefeuille des Colonies. Appuyé par le Sénat, il ne pouvait compter sur une majorité stable dans une Chambre à « tendance modérée » et, le 22 janvier 1931, il était renversé à propos d'une interpellation sur la politique agricole et la spéculation sur les blés. En cette période de crise aiguë, Steeg rendit au pays un nouveau grand service en constituant un ministère qui, malgré sa courte durée, eut une grande influence sur les esprits.

Le 14 janvier 1936, Steeg fut réélu sénateur dès le premier tour de scrutin, avec 696 voix sur 1.249 votants. Il garda ses fonctions de président de la commission des colonies et continua d'appartenir à celles des affaires étrangères, de l'enseignement et de l'Algérie.

En 1938, il accepta encore patriotiquement d'être ministre des Colonies dans le 5^e cabinet Chaumets (18 janvier au 13 mars 1938), puis ministre d'Etat dans le 2^e cabinet Léon Blum (13 mars 1938 au 10 avril 1938).

Le 10 juillet 1940, au Congrès de Vichy, Théodore Steeg s'abstint volontairement lors du vote des pouvoirs constitutionnels.

Publiciste, il fit paraître des ouvrages importants : *Edgar Quinet, l'œuvre, le citoyen, l'éducateur* (1903) ; *La réforme électorale et l'union des républicains* (1912) ; *1914-1918*, recueil d'articles et de discours ; *La paix française en Afrique du Nord* (1926). Il collabora à nombre de revues et de journaux.

STEENACKERS (FRANÇOIS, FRÉDÉRIC), né le 10 mars 1830 à Lisbonne (Portugal), mort le 22 juillet 1911 à Rouen (Seine-Inférieure).

*Député de la Haute-Marne
au Corps législatif de 1869 à 1870.*

*Député de la Haute-Marne
de 1885 à 1889.*

(Voir première partie de la biographie dans **ROBERT ET COUGNY, Dictionnaire des Parlementaires**, t. V, p. 342.)

Steenackers se représenta en 1889 dans la circonscription de Vassy, mais fut nettement battu avec 7.570 voix sur 18.079 votants, par Albin Rozet, 9.495 voix, et ne fit plus acte de candidature.

Titulaire du bureau de tabac annexé à la manufacture du Gros-Caillou, il se fit nommer en 1903 directeur de la maternité Boucicaud à Rouen.

C'est là qu'il acheva sa vie le 22 juillet 1911, à l'âge de 81 ans.

STERN (JACQUES. LÉON), né le 14 avril 1882 à Paris.

*Député des Basses-Alpes
de 1914 à 1919 et de 1928 à 1936.*

*Sous-secrétaire d'Etat
à la Marine militaire
du 23 décembre 1930 au 27 janvier 1931.*

*Ministre de la Marine marchande
du 26 octobre au 26 novembre 1933.*

*Ministre des Colonies
du 24 janvier au 4 juin 1936.*

Jacques Stern était une des personnalités du Tout-Paris d'avant la guerre. Aux Champs-Élysées où il possédait un hôtel particulier, dans les couloirs de la Chambre, sa silhouette sévère, les hauts cols, la cravate à pois auxquels il était demeuré fidèle, étaient fort connus. Marié à Mlle Simone de Leusse, banquier, propriétaire d'une écurie de courses, il était à la tête d'une des plus grosses fortunes de France.

Il avait voulu faire une carrière politique et avait été attaché au cabinet de Léon Bourgeois. Devenu conseiller général des Basses-Alpes, il se présenta aux élections législatives des 26 avril et 10 mai 1914, dans l'arrondissement de Castellane, en qualité de président du conseil d'administration de la compagnie des chemins de fer du Sud de la France. Il arriva en tête au premier tour devant Georges Mandel et fut élu au second tour en obtenant 2 393 voix sur 4 667 inscrits. Georges Mandel, lui, était tombé de 529 à 24 voix.

Jacques Stern s'inscrivit au groupe de la gauche radicale et devint membre de diverses commissions : des travaux publics, des chemins de fer et des voies de communication, des pensions civiles et militaires, des douanes, des marchés, de la législation fiscale, de l'examen des traités de paix.

Il s'intéressait plus particulièrement aux questions financières et aux problèmes posés par les voies de communication.

Il déposa deux propositions de loi : l'une tendant à la création d'une caisse nationale de crédit mobilier (1914), l'autre tendant à organiser une loterie nationale au profit des anciens combattants (1919).

Il prit part à de très nombreuses discussions sur : l'ouverture de nouveaux débits de boisson (1914), la protection des propriétaires de valeurs mobilières déposés par faits de guerre (1916), la liquidation des opérations restées en suspens à la Bourse de Paris (1916), l'établissement d'une contribution sur les bénéfices de guerre (1916), le chemin de fer de Djibouti à Addis-Abbeba (1917), etc...

Aux élections de 1919, il se fit inscrire sur la liste de concentration républicaine mais il n'obtint que 8.988 voix sur 31.393 inscrits.

En 1924, sur la liste des républicains de gauche, il est de nouveau battu, ne recueillant que 10.029 voix sur 29.407 inscrits.

En 1928, aux élections des 22 et 29 avril, il se présenta dans l'arrondissement de Digne et fut élu au premier tour de scrutin par 4.331 voix sur 10.404 inscrits alors que son principal concurrent, Massot, n'obtenait que 2.049 voix.

Inscrit au groupe des républicains de gauche, il fit alors partie de la commission de l'armée (1928), de la commission des affaires étrangères (1929), et de la commission de la marine militaire (1931) à laquelle il appartient après son passage au sous-secrétariat d'Etat à la marine militaire en décembre 1930 et janvier 1931 aux côtés d'Albert Sarraut.

Au nom de la commission des affaires étrangères, il présenta un avis sur les projets de loi concernant le remboursement des dettes de la France envers les Etats-Unis et des dettes de la France envers la Grande-Bretagne (1929).

A la tribune, ses interventions abordèrent les sujets les plus variés : calamités publiques, dépenses de combustibles, services psychotechniques, modification de la date de l'ouverture de l'année financière, organisation définitive des frontières, constitution éventuelle d'une banque des règlements internationaux, constructions navales, convention entre l'Etat, la Caisse autonome et la Banque de France, aide à la Compagnie générale transatlantique.

Aux élections des 1^{er} et 8 mai 1932, il se présenta dans l'arrondissement de Digne et fut réélu député avec 4.516 voix contre 4.034 à Reymond, sur 10.485 inscrits.

Albert Sarraut l'appela alors au gouvernement. C'est ainsi que Jacques Stern fut ministre de la Marine marchande du 26 octobre au 26 novembre 1933, puis ministre des Colonies du 24 janvier au 24 juin 1936.

A la Chambre, il devint membre de la commission des finances, des programmes électoraux, des postes, télégraphes et téléphones.

Bien qu'arrivé en tête au premier tour de scrutin des élections de 1936, il fut battu au deuxième tour par Marcel Massot, avocat, qui obtint 4.528 voix — soit 227 voix de plus que lui — sur 10.511 inscrits.

Il se réfugia à New York en 1940.

STOURM (CHARLES), né le 17 juillet 1866 à Bourg-la-Reine (Seine), mort le 4 février 1940 à Dol-de-Bretagne (Ille-et-Vilaine).

Sénateur d'Ille-et-Vilaine de 1932 à 1940.

La carrière si brillamment suivie par son père, économiste éminent et professeur à l'École des sciences politiques, fit naître Charles Stourm à Bourg-la-Reine, en 1866. Elle ne détermina aucunement la sienne : il avait choisi les armes.

Sorti de Saint-Cyr, il fut brillant élève de Saumur où par la suite, il devint professeur du cadre noir. Il quitta l'armée avec le grade de chef d'escadron, ayant pris part de se retirer en Bretagne où il avait d'importants domaines à Dol.

L'attachement qu'il éprouva pour ce coin de France fut grand. Celui-ci le lui rendit largement. La gratitude de ses concitoyens le fit nommer, dès 1920, conseiller général du canton de Dol. Il fut neuf ans maire de la ville.

En 1932, aux décès de Lemarié et Porteu, il fut élu sénateur à l'élection partielle du 12 juin, au deuxième tour, par 542 voix sur 1.105 votants, et au renouvellement du 16 octobre suivant, confirmé dans son mandat sénatorial par 536 voix sur 1.105 votants.

Il n'intervint pas en séance publique mais prit une part active dans les commissions des douanes et des conventions commerciales, de l'armée, de la marine et de l'air, desquelles il faisait partie.

Il était inscrit au groupe de l'union républicaine.

Charles Stourm succombait le 4 février 1940 dans sa maison familiale de Dol-de-Bretagne où sa santé chancelante le retenait depuis plusieurs mois.

STRAUSS (PAUL), né le 23 septembre 1852 à Ronchamps (Haute-Saône).

Sénateur de la Seine de 1897 à 1936.

Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales du 15 janvier 1922 au 29 mars 1924.

Né d'une famille en partie franc-comtoise, en partie alsacienne, Strauss, dès la déclaration de guerre, s'engagea à Besançon dans les francs-tireurs de Neuilly.

Après la guerre, il vint à Paris en 1871 faire du journalisme. Il écrivit dans les *Droits de l'Homme*, puis au *Radical*. Durant la période du Seize Mai il fut condamné, pour un de ses articles, à trois mois de prison et 5.000 francs d'amende. Il appartenait toujours à l'armée et pour se soustraire à cette condamnation il passa en Belgique. Ce départ fut considéré par ses adversaires comme une défection que, parfois, on lui reprocha.

Revenu en France après l'amnistie pour délits de presse, il soutint la politique de Gambetta et écrivit dans de nombreux journaux : *L'Indépendant*, *le Voltaire*, *Paris*, etc., dirigea l'*Agence nationale* et donna longtemps au *Radical* une collaboration régulière. Il fut vice-président de l'association des journalistes républicains à sa fondation, en 1881.

Le 2 septembre 1883, Paul Strauss fut élu, et il fut réélu en 1884, 1887, 1890, 1893 et 1896, conseiller municipal du quartier Rochechouart à Paris. Il fut rapporteur général du budget de la ville et président de la commission d'assistance municipale. Il s'occupa d'importantes questions financières, notamment de l'unification des emprunts ainsi que des questions relatives à l'assistance publique, à la salubrité et à l'hygiène. Dans le même temps, il devint conseiller général de la Seine et, dans cette assemblée, se consacra à l'étude des questions philanthropiques et sociales.

Une élection sénatoriale partielle ayant lieu dans le département de la Seine par suite de la mort de Tolain, Strauss se présenta le 25 juillet 1897 et fut élu au troisième tour de scrutin par 337 voix sur 705 votants contre 324 au docteur Bourneville. Au premier tour, il arriva en tête avec 204 voix et au deuxième tour il conserva cette position avec 318 voix. Strauss fut confirmé dans son mandat de sénateur les 28 janvier 1900, par 427 voix sur 745 votants, et le 3 janvier 1909, au premier tour, par 677 voix sur 934 votants.

Inscrit au groupe de la gauche démocratique, il soutint la politique d'action républicaine et laïque. Mais il s'occupa particulièrement des mêmes questions d'assistance et de prévoyance dans lesquelles il s'était spécialisé au conseil municipal de Paris.

Strauss, qui avait fait paraître *Paris ignoré* en 1892 et *l'Enfance malheureuse* en 1896, continua son activité de publiciste. Il écrivit de nombreux ouvrages : *Dépopulation et puériculture* (1901); *Assistance sociale, Pauvres et mendiants*; *La croisade sanitaire* (1902); *Les habitations à bon marché en Allemagne* (1903), en collaboration avec Baulez; *La loi sur la protection de la santé publique* (1905), en collaboration avec Fillassier; *Habitations à bon marché* (1907), en collaboration avec Baulez; *Le foyer populaire* (1913).

Après la guerre, le 11 janvier 1920, Strauss sollicita le renouvellement de son mandat. Il fut réélu au premier tour de scrutin par 575 voix sur 1.017 votants. Il devint rapidement président de

la commission sénatoriale spécialisée dans l'étude des questions qui le passionnaient. Puis il fut ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales dans le deuxième cabinet Poincaré, du 15 janvier 1922 au 29 mars 1924.

Strauss fut réélu sénateur pour la cinquième fois le 9 janvier 1927. Au troisième tour de scrutin il obtint 499 voix sur 1.059 votants, après en avoir obtenu 481 au premier tour et 503 au second.

Son dévouement s'exerça sur une foule de questions : la santé publique, les enfants arriérés, l'éducation des pupilles vicieux ou difficiles de l'assistance publique, l'assistance aux vieillards infirmes et incurables, l'assistance aux femmes en couches, l'encouragement à l'allaitement maternel, les habitations à bon marché, la petite propriété, les emplois réservés, la rééducation professionnelle des mutilés, l'office national des mutilés et blessés, les dispensaires d'hygiène rurale, les sanatoriums, la juridiction prud'homale et son extension aux employés de commerce, le placement des travailleurs, la réglementation de la durée du travail, l'hygiène et la sécurité des travailleurs, la codification des lois ouvrières, l'assistance maternelle, l'extension de la capacité civile aux associations de bienfaisance, la réglementation de la profession d'infirmière, l'organisation de la lutte contre le cancer, la protection contre la fièvre typhoïde, la lutte contre la tuberculose, contre le taudis et les maladies vénériennes ; l'enseignement de la puériculture, la consultation des nourrissons, la lutte contre la dépopulation, la protection des familles nombreuses.

Par ailleurs, Strauss fit partie d'organismes nombreux. Il présida le Conseil de surveillance du Mont-de-Piété de Paris, le Conseil supérieur de l'Assistance publique, le Comité supérieur de protection du premier âge, la commission technique de l'Office national de la propriété industrielle, le Comité de patronage des habitations à bon marché de la Seine, la Ligue contre la mortalité infantile. Il appartenait à la Commission permanente de la tuberculose, au Conseil supérieur de l'enseignement technique, au Conseil supérieur du travail et au Conseil supérieur de la mutualité. Il fut aussi membre de l'Académie de médecine.

Strauss se présenta aux élections sénatoriales du 14 janvier 1936. Au premier tour de scrutin, il obtint 451 voix. Ce qui le plaça en dix-huitième position. Il ne se représenta pas au second tour.

STUHL (JEAN), né le 26 avril 1862 à Haspelchiedt-Bitche (Moselle).

Sénateur de la Moselle de 1920 à 1941.

Parti à 18 ans pour s'engager dans la Légion étrangère, il eut une carrière coloniale complète.

Ayant repris la nationalité française, il fut reçu à Saint-Maixent et partit volontaire pour le Tonkin, où il fut nommé sous-lieutenant pour action d'éclat Chef de bataillon en 1907 et lieutenant-colonel en 1913, il fit toute la guerre sur le front français. Commandant le 219^e régiment d'infanterie, il fut blessé en avril 1915 mais refusa d'être évacué. Blessé de nouveau, il prit sa retraite, sur sa demande, le 1^{er} août 1919 et fut nommé général de brigade dans le cadre de réserve le 30 juin 1923.

Ses compatriotes de Bitche redevenus Français en firent leur conseiller général et il fut élu sénateur le 11 janvier 1920, ayant obtenu au second tour de scrutin 727 voix contre 511 à de Margerie, sur 1 387 votants.

Son mandat fut confirmé au renouvellement du 6 janvier 1924, où il arriva en tête des 5 candidats élus, au premier tour, par 1 158 voix sur 1 390 votants, et le 16 octobre 1932, au premier tour, par 885 voix sur 1 457 votants.

Inscrit au groupe de l'union nationale, républicaine et sociale, il participa à peu près sans interruption aux travaux des commissions des finances et de l'armée. Il fit partie aussi d'autres commissions et notamment de celles des colonies, des travaux publics, du régime transitoire de l'Alsace et de la Lorraine, de la marine.

À la commission des finances, il s'attacha plus spécialement aux questions budgétaires intéressant les trois départements d'Alsace et de Lorraine, notamment la Moselle. Aussi, intervint-il efficacement sur les crédits extraordinaires afférents respectivement aux routes de la Moselle et aux potasses d'Alsace.

Rapporteur du budget des pensions, il rapporta en cette qualité de nombreuses propositions connexes intéressant les victimes militaires et civiles de la guerre, en sauvegardant expressément dans chacune de ces dispositions les droits des Alsaciens et Lorrains.

À la commission de l'armée, il collabora à toutes les phases d'organisation et de réorganisation, rapportant spécialement les projets de réorganisation des régiments étrangers, le vote des crédits au titre de la fortification des frontières, etc.

Au nom de la commission des colonies, il rapporta notamment les projets d'emprunt de l'Indochine, de la Nouvelle-Calédonie et de la convention passée entre la Banque de l'Afrique occidentale et les colonies de ce territoire.

Il prit fréquemment la parole lors des discussions budgétaires.

Il intervint principalement dans la discussion du projet de loi sur les majorations de pensions civiles et militaires et dans celle du projet de loi modifiant la limite d'âge des officiers généraux, sur le projet de loi fixant le statut des officiers à titre temporaire, dans la discussion du projet de loi relatif aux bouilleurs de cru et dans celle

du projet de loi sur le recrutement de l'armée, sur le projet de loi sur l'organisation générale de l'armée, aussi sur le projet de loi sur la réorganisation judiciaire et sur l'amélioration de la situation des personnels de l'Etat.

Il n'omit aucune occasion envers les pouvoirs publics de faire mieux apparaître en pleine lumière l'esprit lorrain tel qu'il est vraiment, loyal, simple et droit, en l'alguillant franchement vers l'assimilation fraternellement désirée de tous.

Le 10 juillet 1940, à Vichy, il n'a pas pris part au vote sur les pouvoirs constituants demandés par le maréchal Pétain.

Il était alors commandeur de la Légion d'honneur.

STÜRMEL (MARCEL), né le 17 juin 1900 à Mulhouse (Haut-Rhin)

Député du Haut-Rhin de 1929 à 1942.

Cheminot, Marcel Stürmel nourrit des sentiments autonomistes si vifs que le 5 juin 1926, dans l'Alsace que trouble la politique du cartel, il participe à l'élaboration du manifeste du Heimatbund où une centaine de personnalités alsaciennes-lorraines expriment leur volonté de constituer une « minorité nationale » et d'obtenir « l'autonomie complète dans le cadre de la France ». Son nom au bas de cet « Appel à tous les Alsaciens-Lorrains fidèles à la petite patrie » qui exalte le « culte du sol natal » entraîne sa révocation du réseau des chemins de fer, dans le temps même où sont prises des sanctions contre les fonctionnaires signataires.

Ces sanctions sont diversement accueillies. Pour sa part, l'union populaire républicaine, dont Stürmel est un membre influent, en demande l'annulation en réclamant une « autonomie administrative pour la population d'Alsace-Lorraine, fraction essentielle de la nation française ».

Marcel Stürmel entre à l'*Elsässer Kurier* que dirige l'abbé Haegy dont l'influence sur les milieux catholiques est considérable et qui apparaît à certains comme le *Deus ex machina* de l'opposition alsacienne.

Le 24 janvier 1927, Stürmel signe une longue supplique dans laquelle les membres catholiques du comité central du Heimatbund exposent au Pape Pie XI leurs revendications politiques et régionales et leur programme religieux.

Au début de l'automne 1927, il est clair que l'entreprise autonomiste, vigoureuse et incisive, inquiète le gouvernement qui, annonce André Tardieu, « réprimera ces menées séparatistes ». La grande offensive judiciaire est lancée fin décembre sous la forme de perquisitions massives. Bientôt, ce sont les arrestations pour complot contre la sûreté de l'Etat.

Le procès s'ouvre le 1^{er} mai 1928 devant la Cour d'assises du Haut-Rhin, les quinze inculpés présents, dont Stürmel, étant accusés « d'avoir, depuis 1920, concerté et arrêté une résolution d'agir dans le but de détruire ou de changer le gouvernement et d'inciter les citoyens et habitants à s'armer contre l'autorité ». Le 25 mai 1928, Stürmel est acquitté. Seuls, quatre des inculpés — dont Ricklin et Rossé qui, malgré leur internement les empêchant de faire campagne, ont été, le 29 avril, élus députés — sont condamnés à un an d'emprisonnement et à cinq ans d'interdiction de séjour.

Le 8 novembre 1928, la Chambre des députés prononce la déchéance de Ricklin et Rossé, par 220 voix contre 39. L'union populaire républicaine désigne alors Stürmel, déjà conseiller général, qui se démitra de son mandat, si l'amnistie restituait ses droits civiques à Ricklin.

A l'élection partielle du 13 janvier 1929, dans la circonscription d'Altkirch, Stürmel est élu au premier tour de scrutin par 7.150 voix contre 3.650 à Silbermann, sur 14.598 inscrits et 11.161 votants. Il sera également élu au premier tour le 1^{er} mai 1932 par 7.579 voix contre 3.970 à Sauner et 1.221 à Klein sur 14.949 inscrits et 13.061 votants et le 26 avril 1936 par 7.864 voix contre 1.946 à Groell, sur 15.156 inscrits et 12.505 votants.

Dans ses professions de foi, il demande en 1932 « le régionalisme pour l'Alsace comme pour la France tout entière, des représentations provinciales devant exercer un contrôle efficace dans toutes les branches de l'administration et des services publics », en 1936 « l'entente avec les voisins directs, la paix pour l'Europe et la défense de l'Occident contre les dangers de demain, l'autonomie administrative et financière de l'Alsace-Lorraine ».

« Nous voulons rester ce que nous sommes, écrit-il, nous proclamons notre droit aux institutions religieuses ... et... que le bilinguisme constitue une des richesses spirituelles de notre région frontalière. »

Sous les trois législatures, Stürmel qui s'est inscrit successivement aux groupes des républicains indépendants, des républicains du centre et au groupe indépendant d'action populaire, sera membre notamment de la commission d'Alsace-Lorraine. Il déposera de multiples textes intéressant les Alsaciens-Lorrains et, entre autres, une proposition de loi tendant à faire réviser les décisions des commissions de triage et à assurer réparation du préjudice pour les victimes de ces commissions; une proposition de résolution invitant le gouvernement à faire voter d'urgence une loi d'amnistie; une proposition de loi tendant à régulariser la situation de certaines catégories de fonctionnaires. Il présentera de nombreux rapports dont un sur l'organisation d'une loterie privée pour l'exécution de travaux pu-

blics dans les régions libérées. Il interviendra dans les débats budgétaires sur les problèmes concernant les Alsaciens-Lorrains et les régions libérées. Mais il s'occupera tout aussi bien de la crise économique dans le Haut-Rhin, de la création d'une caisse nationale d'assurance contre les calamités agricoles, de l'assainissement du marché de la viande et du lait, de la défense passive, d'accords internationaux.

Le 8 février 1929 intervenant pour la première fois, il « proteste avec toute son énergie contre la déchéance votée par une minorité seulement contre MM. Ricklin et Rossé par suite du jugement abominable du procès de Colmar ».

Marcel Stürmel n'a pu prendre part au vote du 10 juillet 1940 sur les pleins pouvoirs au maréchal Pétain.

SUCHETET (Luc, André), né le 6 mars 1849 à Elbeuf (Seine-Inférieure), mort le 15 juillet 1910 à Bréauté (Seine-Inférieure.)

*Député de la Seine-Inférieure
de 1898 à 1910.*

Gros propriétaire terrien de l'ancienne Seine-Inférieure, André Suchetet, pour la défense des intérêts agricoles, s'intéressa à la politique et fut élu conseiller municipal de Bréauté en 1881 et maire de la même commune en 1882.

En 1895 il fut nommé conseiller d'arrondissement du canton de Goderville et la même année il organisa la société de secours mutuels de Goderville dont il devait devenir président par la suite.

Lors des élections générales du 8 mai 1898, et à la suite des manifestations de sympathie des ouvriers de l'industrielle cité de Bolbec, André Suchetet se présenta à la députation dans la 3^e circonscription du Havre. Au premier tour de scrutin il fut élu par 7.997 voix sur 16.176 votants, son concurrent le plus immédiat, le député sortant, Delaunay, républicain, n'ayant obtenu que 7.927 voix.

À la Chambre des députés, membre du groupe de l'action libérale, André Suchetet fit partie de plusieurs commissions et notamment de la grande commission des douanes.

Représentant un département à la fois industriel et agricole mais aussi maritime, il déposa de très nombreuses propositions de loi, notamment sur la protection des graines et fruits oléagineux et des huiles végétales, sur les sociétés de secours mutuels, la défense des pêcheurs de Terre-Neuve, etc. Il participa activement à la discussion de chacun des budgets de la législature, notamment ceux de l'Agriculture, de la Guerre et des Finances.

C'est à son initiative que l'on doit le vote d'une proposition de loi tendant à l'attribution d'une médaille d'honneur aux marins ayant accompli 300 mois de navigation.

Poursuivant son action sur le plan local, Suchetet fut élu conseiller général en 1901, toujours dans le canton de Goderville.

Co-fondateur et président d'honneur du syndicat contre la mortalité du bétail de Bréauté, il fut aussi président de la société d'agriculture pratique de l'arrondissement du Havre. Il devint président de la société de secours mutuels de Goderville.

Après son élection au conseil général, il fut réélu député, toujours au premier tour de scrutin, successivement aux élections législatives des 27 août 1902 par 9.583 voix sur 16.426 votants (Jouvin ayant obtenu 6.700 voix) et à celles du 6 mai 1906 par 10.008 voix sur 17.298 votants.

Durant ces deux législatures il poursuivit son action par ses propositions de loi, ses interpellations ou ses interventions dans les discussions budgétaires, en faveur de la défense des graines oléagineuses, des huiles végétales, de la culture du lin et du chanvre, ainsi que la protection des oiseaux utiles à l'agriculture.

Cela ne l'empêcha pas, conjointement, de s'intéresser aux questions de la séparation de l'Église et de l'État et de la protection de la femme et des enfants mineurs employés dans l'industrie, ainsi qu'à toutes les questions relatives aux marins-pêcheurs de Terre-Neuve, aux tribunaux maritimes, etc.

Mais surtout, membre de l'Académie des sciences, belles lettres et arts de Rouen, ancien membre du conseil de la société zoologique de France et de l'Association scientifique de Bruxelles, André Suchetet poursuivait d'importants travaux scientifiques et ses curieuses expériences sur l'hybridation dans le règne animal ont été suivies avec attention par les savants. Il publia d'ailleurs de nombreuses communications dans des revues scientifiques, sur ce sujet et des ouvrages appréciés comme *Histoire du Bimaculatus Duck de Pennant* (1894), *Des hybrides à l'état sauvage* (1897), ainsi que plusieurs études concernant l'anthropologie préhistorique et la philologie zoologique.

Il publia en outre : *Des droits sur les graines oléagineuses et du relèvement des droits sur les huiles végétales* (1899), *Étude critique de la convention franco-anglaise relative à Terre-Neuve* (1905).

André Suchetet fut aussi le fondateur des congrès catholiques de Normandie où il avait institué une section d'apologétique chrétienne qui donna naissance aux congrès scientifiques internationaux.

Il s'occupa activement de l'œuvre des cercles catholiques ouvriers et, partisan de l'instruction pour tous, il avait fondé à Bréauté et entretenait à ses frais une vaste école, de même qu'un orphelinat de garçons à Elbeuf.

André Suchetet ne se représenta pas aux élections législatives du 24 avril 1910 et il devait décéder peu après, en son château d'Antiville à Bréauté, le 15 juillet 1910, âgé seulement de 61 ans.

Il était chevalier de l'ordre de Saint-Grégoire le Grand.

SUISSE (Sénateur inamovible). — Voy. **SIMON** (JULES)

SUQUET (JEAN, Hippolyte, Louis), né le 9 février 1841 à Sisteron (Basses-Alpes), mort le 5 avril 1909 à Neuilly-sur-Seine (Seine).

*Député des Basses-Alpes
de 1885 à 1889*

(Voir première partie de la biographie dans **ROBERT ET COUGNY, Dictionnaire des Parlementaires**, t. V, p. 349.)

Hippolyte Suquet se représenta sans succès aux élections de 1889 dans la circonscription de Sisteron, où, avec 1.302 voix sur 5.183 votants, il fut battu par le général Mac Adaras, 3.116 voix. Il ne se représenta plus et se consacra aux Chemins de fer du sud de la France, dont il présidait le conseil d'administration quand il mourut le 5 avril 1909 à Neuilly-sur-Seine, à l'âge de 68 ans.

SURCHAMP (JEAN, Abel), né le 26 avril 1846 à Libourne (Gironde), mort le 2 février 1913 à Libourne.

Député de la Gironde de 1889 à 1902

Négociant en tissus et viticulteur, maire de Libourne depuis 1882, conseiller général en 1883 et tout récemment nommé chevalier de la Légion d'honneur, Abel Surchamp brigue la députation en 1889. Candidat au scrutin de ballottage seulement, au nom de la concentration républicaine — Jules Steeg, député sortant, mis en minorité au premier tour s'étant retiré — il est élu le 6 octobre par 7.579 voix contre 7.199 à Joseph Brisson, conservateur. Il sera réélu en 1893, le 20 août au premier tour, par 7.200 voix contre 2.755 à Elie Moty, candidat ouvrier, et en 1898, au second tour, le 22 mai, distançant de peu Joseph Brisson, cette fois candidat rallié, qui obtient 7.109 suffrages ; Marcel Cachin, l'un des futurs maîtres du parti communiste français, avait réuni contre lui au premier tour 1.822 voix.

Abel Surchamp, inscrit à la Chambre à l'union progressiste, fut un député relativement discret ; mais, quoi qu'aient pu dire ses détracteurs qui lui attribuaient à l'envi lapsus et pataquès, il sut intervenir avec clarté et précision sur les questions viticoles qu'il connaissait bien.

Son éloquence cependant ne le sauva pas en 1902 de la défaite. Joseph Brisson, adversaire opiniâtre, l'emporta au

second tour par 8.456 voix contre 8.362 au député sortant. Cette élection fut annulée mais Surchamp ne se présenta pas contre Brisson à l'élection partielle du 21 septembre qui suivit.

En 1892, il avait, pour se consacrer exclusivement à son mandat législatif, résigné ses fonctions de maire de Libourne. Réélu à ce poste en 1904 et en 1908, il se consacra à l'administration de sa ville à laquelle il apporta de nombreuses améliorations : adduction d'eau, voirie, abattoirs, restauration de l'hôtel-de-ville, construction de l'hôpital-hospice Sabatier, etc.

Il mourut à l'âge de 67 ans, le 2 février 1913, à Libourne, où une rue porte son nom.

Il était officier de la Légion d'honneur depuis 1908.

SURCOUF (ROBERT, HENRI, MARIE, JOSEPH baron), né le 30 octobre 1868 à Saint-Servan (Ille-et-Vilaine).

Député d'Ille-et-Vilaine de 1898 à 1919.

Grand propriétaire foncier, armateur, avocat et capitaine de cavalerie de réserve. Robert Surcouf était le petit-neveu du célèbre corsaire Robert Surcouf et le descendant de Duguay-Trouin et de Porcon de La Barbinais, surnommé le Régulus malouin.

Choisi comme candidat par les membres du Comité républicain de la 2^e circonscription de Saint-Malo, il se présenta aux élections générales législatives des 8 et 22 mai 1898 et fut élu, au second tour de scrutin, par 6.750 voix, sur 12.907 votants, contre 4.558 voix à Grousseau et 1.501 voix à Rosse, en remplacement de Hervoches, député sortant, non candidat.

Dans sa profession de foi, il se proclamait sincèrement attaché à la République, seule capable de donner au pays un gouvernement où la liberté s'allie à la modération, la tolérance à l'autorité.

Secrétaire de la Chambre, membre de diverses commissions, notamment des commissions de l'agriculture et de la marine, il rapporta la proposition de loi de Guillaume Chastenot modifiant la loi du 20 juillet 1897 sur le permis de navigation maritime et l'évaluation des services donnant droit à la pension dite demi-solde (1899), et le projet de loi approuvant l'arrangement additionnel à la Convention franco-monégasque du 9 novembre 1865.

Il prit part à la discussion des budgets des exercices 1899, 1900 et 1902 au titre des affaires étrangères (droits de pêche de la France à Terre-Neuve) et des Beaux-Arts (restauration de la façade du ministère de la Marine).

Il conserva son siège jusqu'en 1919, réélu quatre fois de suite dès le premier tour de scrutin. Il recueillit ainsi, le 27 avril 1902, 10.645 voix contre

6 voix à Verhaeghe, sur 11.817 votants ; le 6 mai 1906, 8.115 voix contre 6.170 à Demalvilain, sur 14.405 votants ; le 24 avril 1910, 9.718 voix contre 452 à Chauré et 163 à Terre, sur 12.599 votants ; le 26 avril 1914, 7.352 voix contre 5.626 voix à son principal concurrent, Poussineau.

Aux élections législatives du 16 novembre 1919, inscrit sur la liste républicaine conduite par Brice, il n'obtint que 45.288 voix, sur 114.347 votants.

Pendant les vingt et une années qu'il passa à la Chambre, il s'intéressa surtout aux questions maritimes.

Il prit part à la discussion du budget de l'exercice 1903 au titre des travaux publics (mise à l'étude d'un port à construire entre Saint-Servan et la pointe de la Vicomté, à Dinard) et de la marine. Il intervint dans la discussion des interpellations sur l'accord franco-anglais et du projet de loi portant approbation d'une convention concernant Terre-Neuve et l'Afrique occidentale et centrale (1904). Il déposa une proposition de loi tendant à ouvrir au ministère des Travaux publics, sur l'exercice 1905, un crédit de 200.000 francs pour la reconstruction de la digue de Paramé (Ille-et-Vilaine), détruite par la mer. Il fut entendu au cours d'une question de Messimy sur des actes d'indiscipline militaire commis à Saint-Malo et à Saint-Servan (1906).

Au cours des trois dernières législatures, son activité ne s'exerça que dans les diverses commissions auxquelles il appartenait.

Robert Surcouf fut conseiller d'arrondissement du canton de Châteauneuf et maire de Plerguer.

SURMONT (CHARLES, ACHILLE, JOSEPH), né le 19 février 1893 à Mouvaux (Nord).

Député du Nord de 1928 à 1932.

Ancien combattant de 1914-1918, croix de guerre, électricien de profession et maire de Mouvaux, sa commune natale, Charles Surmont fait acte de candidature aux élections de 1928. Il entend rallier sur son nom tous les républicains d'union nationale de la 9^e circonscription de Lille pour qui l'expérience cartelliste de la précédente législature devait suffire. Il estime que la politique du gouvernement Poincaré, dont l'œuvre, dit-il, est loin d'être achevée, doit être poursuivie.

Les élections générales ont lieu les 22 et 29 avril 1928. Au premier tour, sur 27.923 inscrits et 25.479 votants, Surmont obtient 11.056 voix contre 5.991 à Inghels, 4.422 à Parsy et 4.176 à Tievers. Le second tour de scrutin le voit triompher par 13.171 voix contre 8.030 à Inghels et 3.818 à Tievers.

A la Chambre, Surmont exerça surtout son activité au sein de la commission de l'enseignement et des beaux-arts et de la commission des régions libérées. Il obtient un congé en 1930.

Aux élections législatives de 1932, Surmont arrive en tête des candidats de la 9^e circonscription au premier tour, avec 9.670 voix contre 7.570 à Inghels, maire de Tourcoing, mais il est battu par ce dernier au second tour, n'obtenant que 11.475 voix alors que son adversaire en recueillait 12.237.

SURREAUX (Victor, Joyeux), né le 14 septembre 1850 à Genouillé (Vienne), mort le 7 juillet 1930 à Villetagnan (Charente).

Sénateur de la Vienne de 1907 à 1920.

Architecte propriétaire, Victor Surreaux fut élu maire de Poitiers en 1900. Le 16 septembre de la même année, une élection sénatoriale eut lieu pour pourvoir au remplacement de Contancin, décédé le 21 juin 1900. Surreaux fut candidat.

Au premier tour de scrutin il obtint 122 voix sur 696 votants contre 197 à de Beauchamp, 177 à Tiribillot et 149 à Demarçay. Au deuxième tour il ne recueillit que 55 suffrages sur 698 votants alors que Demarçay en recueillait 241, Tiribillot 219 et de Beauchamp 181. Au troisième tour Victor Surreaux se retira et le baron Demarçay fut élu avec 349 voix sur 697 votants, devançant Tiribillot, 215 voix et de Beauchamp, 191.

Surreaux fut maire de Poitiers de 1900 à 1904.

Le sénateur Couteaux étant décédé le 27 juin 1906, une nouvelle élection sénatoriale eut lieu le 9 septembre de la même année. Surreaux se présenta. Au premier tour de scrutin, il obtint 96 voix sur 697 votants, arrivant en cinquième position derrière Magé, 213 voix, Poulle, 171, Tafférin, 109 et Servant 105 voix. Il abandonna la lutte dès le deuxième tour et ce fut Poulle qui l'emporta au troisième avec 343 voix sur 694 votants contre 334 à Magé.

Une troisième élection sénatoriale se produisit le 21 avril 1907 pour pourvoir au remplacement de Léopold Thézard, décédé le 13 février de cette même année. Surreaux fut à nouveau candidat. Au premier tour de scrutin, il arriva en seconde position avec 183 voix sur 697 votants contre 274 à Magé et 153 à Servant. Au deuxième tour, il fut élu par 360 voix sur 697 votants contre 333 à Magé et 2 à Servant.

Enfin, Surreaux entra à Luxembourg.

Aux élections du 3 janvier 1909, il fut réélu par 515 voix sur 696 votants, en même temps que Servant, 452 voix et Poulle, 426 voix.

Inscrit au groupe de la gauche démocratique, il fit partie de diverses com-

missions : initiative parlementaire, intérêt local, pétitions, questions intéressant les départements libérés de l'invasion, accession à la petite propriété des travailleurs et des personnes peu fortunées. Il aborda peu la tribune. Il parla dans la discussion du budget de l'agriculture en 1911 et en 1912.

Surieux sollicita le renouvellement de son mandat aux élections du 11 janvier 1920. Mais il ne fut pas réélu. Au premier tour de scrutin, il recueillit 214 suffrages sur 696 votants contre 293 à Poullie, 209 à Albert et 182 à Duplantier. Au second tour, il arriva en quatrième position avec 318 voix sur 700 votants. Duplantier 375 voix, Poullie 360 voix et Albert 359 voix, furent élus.

Il mourut le 7 juillet 1930 à Villefa-gnan, en Charente. Il était âgé de 80 ans.

SUSINI (PAUL, FRANÇOIS, EUSTACHE, dit DE SUSINI), né le 20 septembre 1843 à Sartène (Corse), mort le 8 juillet 1901 à Dinant (Belgique).

Député de la Corse de 1885 à 1889.

(Voir première partie de la biographie dans ROBERT ET COUGNY, *Dictionnaire des Parlementaires*, t. V, p. 349.)

Susini ne se représenta pas en Corse en 1889, mais boulangiste notoire, membre influent de la Fédération révisionniste et du Comité boulangiste de Londres en juillet 1889, il est chargé de tenir tête, dans la 1^{re} circonscription de Toulouse, à Constans le pourfendeur de Boulanger dont il avait mis à bas le mouvement. Susini réussit à le mettre en échec au premier tour de scrutin, réunissant, sur 15.557 votants, 6.145 voix contre 7.259 au ministre de l'Intérieur. Constans emporta le siège au scrutin de ballottage avec 8.371 voix sur 15.430 votants, mais Susini avec 6.866 voix avait gagné 721 suffrages, alors que le nombre des votants avait diminué de 127. Constans étant entré au Sénat, Susini se présenta à l'élection partielle du 9 mars 1890 contre Raymond Leygue, élu au second tour avec 7.055 voix sur 12.167 votants, réunissant pour sa part 4.886 voix avec un gain de 643 bulletins sur le premier tour.

Malgré ces deux échecs, il se représenta au renouvellement de 1893, dans la 1^{re} circonscription du XIV^e arrondissement de Paris contre Edouard Jacques, adversaire célèbre et malheureux de Boulanger lors de l'élection triomphale de celui-ci le 27 janvier 1889. Susini obtint 4.360 voix sur 11.599 votants contre 5.175 à Jacques élu.

Mais le boulangisme ne rencontre plus d'écho dans l'opinion et Susini abandonne la carrière politique.

Il se fait nommer receveur des contributions indirectes à Tulle.

En février 1901, il entreprend un voyage en Belgique, qui lui sera fatal : il meurt en effet le 8 juillet suivant à l'âge de 58 ans, à l'hôpital civil de Dinant.

SUSSET (RAYMOND), né le 5 juin 1895 à Magné (Vienne).

Député de la Seine de 1932 à 1942.

Raymond Susset fit ses études à l'école primaire de la rue Eugène-Varlin à Paris.

Après la guerre de 1914-1918, au cours de laquelle il fut décoré de la Croix de guerre et de la médaille des blessés de guerre, il fit une carrière industrielle dans le plâtre, la chaux et le ciment.

Sa carrière politique commença en 1932. Il se présenta aux élections générales et fut élu le 8 mai député de la Seine, dans la 1^{re} circonscription du X^e arrondissement de Paris, par 7.609 voix sur 15.729 votants, contre 6.375 à Payer.

Dès son arrivée au Palais Bourbon, il adhère au groupe du parti républicain socialiste. Il est nommé membre de la commission de l'Algérie, des colonies et des pays de protectorat, de la commission des travaux publics et des moyens de communication, de la commission de l'aéronautique.

Raymond Susset dépose une proposition de loi relative à la réduction des baux ou locations consentis aux commerçants, industriels et artisans, en général aux rapports entre bailleurs et locataires.

En 1933, il prend part à la discussion de la proposition de loi ayant pour objet de permettre aux commerçants, industriels et artisans d'introduire une action en révision du prix de leurs loyers.

En 1935, Raymond Susset est élu conseiller municipal de Paris dans le X^e arrondissement, quartier de Saint-Vincent-de-Paul, et conseiller général de la Seine.

Raymond Susset est réélu le 3 mai 1936 député de la Seine dans la 1^{re} circonscription du X^e arrondissement par 9.715 voix sur 15.560 votants, contre 5.323 à Failliet. Il adhère alors au groupe de l'Union socialiste et républicaine.

Au cours de cette législature comme au cours de la précédente, son activité politique s'exerce particulièrement dans le domaine de la défense des locataires commerçants et des rapports entre locataires et bailleurs. Raymond Susset met en œuvre le programme qu'il s'est fixé pour « défendre la République, vaincre la crise et le chômage et sauvegarder la paix ».

Le 10 juillet 1940 à Vichy, il accorde les pouvoirs constituants demandés par le maréchal Pétain.

SUZANNET (JEAN, LOUIS, HONORÉ de), né le 11 octobre 1884 à Chavagnes-en-Pail-lers (Vendée) mort le 27 janvier 1938 à Paris (16^e).

Député de la Vendée de 1936 à 1938.

Descendant d'une vieille famille vendéenne dont l'un des membres fut un

chef vendéen, émigra à la Révolution, prit part au débarquement de Quiberon et servit sous Charette, Jean de Suzannet, par toute son affection et toutes ses origines, appartenait à cette région de France où sont enracinées tant de traditions familiales.

Le nom qu'il portait était lié à l'histoire même de cette contrée et si l'un de ses ancêtres s'éloigna de cette côte océane, ce fut pour aller combattre avec de Grasse en faveur de l'indépendance américaine. Lui-même, voué de bonne heure à la discipline des armes, élève tour à tour des écoles de Saint-Cyr et de Saumur, semble ne pas échapper à ce goût de l'expédition lointaine, puisqu'il sert en effet aux confins de l'Algérie et du Maroc, à la lisière du Sahara, où il a pour chef Lyautey.

Le jeune officier, que l'École de guerre a reçu, connaîtra la bonne fortune d'approcher quelques-uns de nos grands chefs : après Lyautey, Foch, à Nancy, puis en campagne et, après ses commandements à la tête d'unités combattantes, au quartier général de l'illustre maréchal.

Conseiller municipal, il se présente, dans la 2^e circonscription de la Rochesur-Yon, aux élections législatives générales du 26 avril 1936, qui ont lieu au scrutin uninominal, et il est élu au premier tour par 13.280 voix sur 20.436 votants, contre 5.292 voix à Durand, démocrate populaire, député sortant.

À la Chambre, il s'inscrit au groupe de la fédération républicaine et il est membre de la commission de l'armée.

Le 10 octobre 1937, il est élu conseiller général de la Vendée, dans le canton de Saint-Fulgent.

Au cours de son bref mandat, Jean de Suzannet dépose et soutient trois rapports relatifs aux fabrications d'armements, au recrutement et à l'avancement dans l'armée. Il intervient à diverses reprises, notamment au cours de la discussion du projet de loi tendant à l'institution d'un Office national du blé, de la discussion du budget pour 1937 et de la discussion d'un projet de loi portant amnistie.

Il décéda le 27 janvier 1938, à la suite de blessures causées une dizaine de jours auparavant par un accident d'automobile, sa voiture ayant dérapé sur le verglas.

Jean de Suzannet était officier de la Légion d'honneur et détenteur de la Croix de guerre.

SYVETON (GABRIEL, FRANÇOIS, CAMILLE, EUGÈNE), né le 21 février 1864 à Boën-sur-Lignon (Loire), mort le 8 décembre 1904 à Neuilly-sur-Seine (Seine).

Député de la Seine de 1902 à 1904.

Après avoir fait ses études à Lyon, puis à Paris, Gabriel Syveton choisit la

carrière universitaire. Professeur agrégé d'histoire en 1888, docteur ès-lettres, il enseigna successivement aux lycées d'Aix, de Laon, d'Angoulême et de Reims. De 1890 à 1892, il fut chargé par le ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts d'une mission d'études en Autriche-Hongrie.

Altéré par la politique, il demanda à être mis en disponibilité et fonda en 1893, avec François Coppée et Jules Lemaitre la Ligue de la patrie française, appelée à avoir un certain retentissement. À la suite de cette initiative, il fut mis en demeure de reprendre ses fonctions universitaires. Traduit quelques jours plus tard devant le Conseil académique de Paris, il y prononça un plaidoyer que la Ligue de la patrie française publia, comme brochure de propagande, sous le titre *L'Université et la Nation*.

Gabriel Syveton fut alors suspendu pour un an et, après ce laps de temps, il refusa les différents postes qui lui étaient offerts, ce qui lui valut d'être révoqué de ses fonctions universitaires.

Candidat aux élections législatives de 1902 dans le II^e arrondissement de Paris, le 27 avril, il était élu au premier tour par 7.394 voix contre 5.631 à Mesureur, député sortant, sur 13.656 votants.

Dès son arrivée à la Chambre des députés, il prit une part active à la création du groupe nationaliste et républicain, dont il fut nommé secrétaire et qui comprenait, entre autres, Godéfroy Cavaignac et Gauthier de Clagny.

Le 6 décembre 1902, à la faveur d'une interpellation concernant l'affaire Humbert, une vive altercation opposa Gabriel Syveton au garde des sceaux, Vallé, et la Chambre vota la censure avec exclusion temporaire du député de la Seine. Ces sanctions disciplinaires ayant été levées le 29 janvier 1903, sur proposition de Gauthier de Clagny, Gabriel Syveton peut intervenir le 5 février dans la discussion du budget de l'Instruction publique. Il le fit avec fougue, dénonçant le « péril primaire » et demandant que l'instituteur soit « soustrait à la tyrannie du politicien local et rendu au recteur ». Le 8 mars, à propos des congrégations enseignantes, il se rangea « parmi les adversaires les plus déterminés du régime de compression jacobine ».

Le 7 avril 1903, après une longue intervention de Jaurès, l'élection du II^e arrondissement de Paris fut invalidée, mais, le 21 juin, les électeurs de cette circonscription renvoyèrent Gabriel Syveton au Palais Bourbon par 6.591 voix contre 3.366 à Le Foyer, Mesureur ne s'étant pas représenté.

Enfin, le 4 décembre 1904, lors d'un débat orageux au cours duquel les nationalistes accusaient le gouvernement de favoriser la délation dans l'armée, Gabriel Syveton se précipita sur le général André, ministre de la guerre et le frappa violemment à la tête. Expulsé *manu militari* du Palais Bourbon et ren-

voyé devant la Cour d'assises de la Seine, il fut trouvé mort dans son cabinet de travail le 8 décembre, veille du jour fixé pour sa comparution.

Ce décès soudain fut l'objet d'interprétations diverses, dont le *Temps* se fit l'écho en reprochant aux amis du

disparu de « lancer de graves accusations à la légère ». Les enquêteurs devaient retenir la thèse d'une asphyxie imputable à un accident ou à un suicide.

Gabriel Syveton avait publié plusieurs ouvrages historiques sur Louis XIV, Charles XII et Elisabeth d'Autriche.